

**CREDOC**  
"Bibliothèque"  
142, rue du Chevaleret  
75013 PARIS  
Tél. : (1) 40 77 85 06

**CRÉDOC**

Sou1992-743

1

**L'EVOLUTION DES DIFFERENCES D'OPINIONS  
ENTRE GROUPES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES**

**Une tentative de synthèse**

*Rapport d'étape*

Jean-Luc Volatier

**MAI 1992**

L'évolution des différences  
d'opinions entre groupes  
socio-démographiques. - Rap.  
d'étape / Jean-Luc Volatier. (Mai  
1992).

CREDOC•Bibliothèque



, rue du Chevaleret  
0 1 3 - P A R I S

# CREDOC

## L'EVOLUTION DES DIFFERENCES D'OPINIONS ENTRE GROUPES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES

Une tentative de synthèse

*Rapport d'étape*

Jean-Luc Volatier

Collaboration technique : Laurent Clerc

Secrétariat : Lucette Laurent

**MAI 1992**

142, rue du Chevaleret  
7 5 0 1 3 - P A R I S

---

Cette étude a bénéficié d'un financement au titre de la subvention recherche attribuée au CREDOC.

Les données utilisées dans ce rapport proviennent du système d'enquêtes "**Conditions de vie et Aspirations des Français**". Ce système d'enquêtes a été financé en 1990-1991 par :

- . La Caisse Nationale des Allocations Familiales
- . Le Commissariat Général du Plan
- . Le Centre d'Etude des Revenus et des Coûts
- . L'Electricité de France
- . Le Gaz de France
- . L'Observatoire de l'Energie
- . L'Agence Française pour la Maîtrise de l'Energie
- . Le Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (SES)
- . L'Agence Nationale Pour l'Emploi
- . Le Centre d'Etudes des Transports Urbains
- . Le Service d'Etudes Techniques des Routes et Autoroutes
- . Le Ministère de l'Equipement et du Logement
- . La Société Elf Aquitaine
- . Le Ministère de l'Environnement
- . Le Ministère de la Justice
- . France-Télécom
- . La Caisse Nationale d'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés
- . La Commission Nationale d'Evaluation du RMI
- . L'Association Française des Banques
- . La Mutuelle Assurance Artisanale de France

**Le département "Conditions de vie et Aspirations des Français" est composé de :**

- . Georges Hatchuel (Directeur adjoint)
- . Franck Berthuit, Catherine Duflos, Ariane Dufour, Françoise Gros, Lucette Laurent, Flore Talamon, Jean-Luc Volatier.

## **CREDOC**

Président : Bernard Schaefer  
Directeur : Robert Rochefort

# Sommaire

	Pages
<b>Introduction</b> .....	2
<b>PREMIERE PARTIE    Un bilan général</b> .....	6
1. Diminution des disparités d'opinions entre groupes socio-démographiques	7
2. Analyse par critère socio-démographique : opposition croissante entre diplômés et non-diplômés .....	12
3. Analyse par thème .....	13
<b>DEUXIEME PARTIE    Etude thématique de l'évolution des différences                           d'opinions entre groupes sociaux</b> .....	17
Chapitre I            Perception des conditions de vie .....	19
Chapitre II          Perception du cadre de vie et opinions sur le logement	33
Chapitre III        Maux de société et état de santé ressenti .....	40
Chapitre IV        Modernisme et traditionalisme : une uniformisation partielle des opinions .....	45
Chapitre V        Utilité des découvertes scientifiques et opinions sur la diffusion de l'informatique .....	56
Chapitre VI        Souhaits de transformation de la société : les non-diplômés de plus en plus radicaux .....	62
Chapitre VII        Opinions sur le système de santé .....	71
<b>Conclusion provisoire</b> .....	76
<b>Annexe</b> Méthode de mesure des évolutions des liens statistiques entre opinions ou perceptions et caractéristiques socio-démographiques .....	77

## **Avertissement**

Ce rapport d'étape fournit les premiers résultats d'une étude en cours sur l'évolution des différences d'opinions entre groupes socio-démographiques. Il conclut à une nette diminution globale, depuis treize ans, des disparités d'opinions entre groupes socio-démographiques constitués à partir de critères très courants (âge, PCS, taille d'agglomération, niveau d'études). Cette homogénéisation des opinions est particulièrement sensible entre ruraux et habitants des grandes agglomérations. A cette tendance générale s'oppose un accroissement assez fréquent des écarts de points de vue entre non-diplômés et diplômés.

Ce premier travail est fondé sur la mesure des évolutions des liens statistiques entre opinions et caractéristiques socio-démographiques. On a mesuré, une par une, l'évolution de l'interaction entre les deux composantes de chaque couple (opinion, caractéristique socio-démographique). Ce travail sera complété dans une deuxième étape par la mise en oeuvre d'une analyse multidimensionnelle.

## Introduction

Le déclin des clivages politiques traditionnels suscite souvent les commentaires et les interrogations des observateurs de la vie politique. Parfois, on se félicite de la fin des grandes oppositions qui nuisaient à l'unité nationale, parfois au contraire, on regrette la dilution des idées et le déclin des "grands débats de société", considéré comme un témoignage de l'affaiblissement de la démocratie.

Les prises de position politiques ne dépendent cependant pas uniquement d'**opinions générales sur la société** et sur son fonctionnement, mais aussi de la **perception des conditions de vie personnelles** de tout un chacun, qui peuvent influencer sur les choix politiques sans passer par une étape préliminaire de formalisation des "idées". Après une phase d'homogénéisation des conditions de vie objectives, les années 80 et le début des années 90 sont plutôt marquées par une tendance à l'accroissement des disparités de niveau de vie, même s'il est difficile de définir ce concept qui regroupe de multiples éléments<sup>1</sup>. Parallèlement à ce mouvement objectif, comment ont évolué les disparités de perception des conditions de vie entre groupes sociaux ou démographiques ? Peut-on réaliser un bilan global qui tiendrait compte à la fois des opinions générales et des impressions sur les conditions de vie personnelles ? **Peut-on, en résumé, conclure à une homogénéisation ou une accentuation des clivages d'opinion ou de perception entre groupes socio-démographiques ?**

Telle est la question générale à laquelle cette étude tente d'apporter une réponse. A partir des résultats de 1978 à 1990 de l'enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français", nous avons mesuré systématiquement, pour chaque année, les liens entre une vingtaine de questions d'opinion ou de satisfaction et les principales caractéristiques socio-démographiques utilisées dans l'enquête : âge, catégorie socio-professionnelle (PCS), taille d'agglomération, diplôme.

---

<sup>1</sup> G. HATCHUEL, V. PAYET-THOUVENOT, G. POQUET, *"Les inégalités en France et leur évolution depuis un dizaine d'années"*, Crédoc, Collection des Rapports n°83, Février 1990.

Ne se référant qu'à cette seule origine d'information, l'étude ne constitue certes pas une synthèse générale et exhaustive sur le sujet, déjà étudié par ailleurs avec d'autres matériaux, mais fournit plutôt un éclairage sur cette question au moyen d'une source que l'on peut considérer comme relativement privilégiée. Les thèmes abordés par l'enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français" sont en effet assez divers et concernent aussi bien les conditions de vie personnelles que les grands sujets de société : perception du niveau de vie, du cadre de vie, de l'état de santé personnel, opinions sur la famille, sur les transformations de la société et le progrès technique, sur les politiques sociales et le système de santé, sujets d'inquiétudes individuels et collectifs.

**Globalement, on peut conclure, à partir des résultats de cette analyse, que les disparités d'opinions ou de perceptions entre groupes socio-démographiques ont plutôt diminué en treize ans.** Il est cependant très difficile de généraliser, tant les évolutions sont contrastées selon les opinions et les groupes socio-démographiques considérés. Un bilan aussi synthétique que possible fera l'objet de la **première partie** de ce rapport. Dans la **seconde partie**, l'évolution des liens entre les opinions et les caractéristiques socio-démographiques sera détaillée thème par thème.

En première approche, on peut se risquer à faire un classement entre les marqueurs socio-démographiques de plus en plus liés aux opinions ou perceptions et ceux qui le sont de moins en moins.

- *Le niveau d'études* vient en tête de ce classement. **Les écarts d'opinions entre non-diplômés et diplômés ont eu en effet tendance à s'accroître en général entre 1978 et 1990.** Pour les perceptions des conditions de vie personnelles, le niveau d'études intervient peu en début de période, mais commence à entrer parfois en ligne de compte à la fin des années 80.

Le résultat est encore plus net pour les opinions générales : les avis des diplômés s'éloignent de plus en plus au fil du temps de ceux des non-diplômés, mouvement qui traduit souvent une plus grande sérénité chez les Français munis au moins du baccalauréat et de **plus nombreuses revendications de transformations radicales** de la société parmi les non-diplômés. Les opinions sur la famille, le mariage et le travail féminin sont une exception forte à la règle : l'écart entre les opinions plus "traditionalistes" des moins diplômés et les positions plus "modernistes" des bacheliers ont eu tendance à se réduire très significativement.

- La *catégorie socio-professionnelle* et l'*âge* ont subi des évolutions variables selon les sujets, mais sont majoritairement marqués par une diminution des disparités entre groupes. Ainsi, **les écarts d'opinions entre groupes repérés par leur catégorie socio-professionnelle ou leur appartenance à une classe d'âge se sont plus souvent réduits bien qu'elles aient évolué diversement selon les thèmes**. Par exemple, en ce qui concerne le pessimisme vis-à-vis des conditions de vie personnelles futures, **l'optimisme des jeunes s'oppose de plus en plus fortement au pessimisme des personnes âgées**, ce qui peut traduire autant une accentuation des effets de cycle de vie qu'une modification des écarts entre générations. A cet exemple relativement isolé mais de forte ampleur, on peut opposer, pour la majorité des questions d'opinion, une stabilité ou une diminution des différences selon l'âge, par exemple pour le souhait de réformer la société.
- Enfin, les écarts d'opinions selon *le lieu de résidence* se sont **presque toujours atténués** et ont même parfois disparu. Les opinions sur la famille sont l'illustration typique de ce phénomène : les ruraux sont devenus de moins en moins "traditionalistes" et les urbains de moins en moins "modernistes".

L'analyse synthétique des évolutions par "grands thèmes" fournit des conclusions moins nettes. Il semble cependant que les mouvements "dissensuels" sont plus fréquents pour les sujets "économiques" au sens large (perception du niveau de vie personnel et opinions sur le progrès technique) que pour les thèmes de société (opinions sur la famille, le mariage, le travail des femmes). Les évolutions des opinions sont aussi assez consensuelles pour les thèmes relatifs à l'action de la collectivité (système de santé, prestations familiales, cadre de vie).

La seconde partie de l'étude est consacrée à un exposé thématique détaillé. **L'évolution des disparités de perceptions et d'opinions y est donc étudiée thème par thème** : perceptions des conditions de vie, du cadre de vie et des conditions de logement, perceptions de son état de santé ; opinions sur la famille, jugements portés sur le progrès technique et souhaits de transformation de la société; opinions générales sur le système de santé<sup>1</sup> . Quelques phénomènes ponctuels, mais particulièrement nets sont ainsi dégagés. Certains ont déjà été évoqués ci-avant ("optimisme" des jeunes, "radicalisme" des non-diplômés, homogénéisation des opinions sur la famille, le mariage et le travail féminin). Parmi les autres mouvements, on peut citer la réduction des écarts de satisfaction au sujet du cadre de vie entre habitants des grandes agglomérations et ruraux ou habitants des petites villes, dans la mesure où elle relativise certaines interrogations sur les conséquences de l'urbanisation. Le fort accroissement des manifestations de "maux et symptômes" dans certaines catégories sociales féminisées (femmes au foyer et, dans une moindre mesure, employées) conduit à s'interroger sur la signification du "stress" qui apparaît assez lié à un sentiment général d'inquiétude.

Dans le domaine des opinions générales sur la société, un clivage important sur le thème du progrès technologique peut être mis en évidence : les non-diplômés se distinguent de plus en plus des diplômés par leur méfiance, en particulier à l'égard de l'informatique. Cette évolution peut être reliée à la contestation croissante de ce groupe social.

Enfin, d'autres opinions apparaissent, au contraire, de plus en plus "consensuelles", notamment au sujet du fonctionnement du système de santé. Ce phénomène ne signifie pas qu'aucun clivage n'existe dans la population à ce sujet, mais plutôt que les opinions ne s'interprètent plus aussi bien qu'auparavant au moyen des caractéristiques socio-démographiques "classiques".

Mais avant d'entrer dans le détail de ces évolutions contrastées, tentons d'en dresser un bilan général.

---

<sup>1</sup> Deux thèmes présents dans la synthèse générale ne seront pas détaillés isolément : les inquiétudes et les points de vue sur la politique familiale. Pour le premier de ces thèmes, se référer à "Consommation et Modes de vie", N° 62, Novembre 1991. Pour le second, on se référera au rapport: L. CLERC, G HATCHUEL, J.L. VOLATIER, *"La perception des politiques de la famille"*, Collection des Rapports du Crédoc, N° 101, Juillet 1991.

# **PREMIERE PARTIE**

## **UN BILAN GENERAL**

**Une diminution sensible des disparités d'opinions  
entre groupes socio-démographiques...**

**...mais des différences croissantes  
entre diplômés et non-diplômés**

## 1 - Diminution des disparités d'opinions entre groupes socio-démographiques

Pour l'ensemble des thèmes étudiés dans ce rapport, peut-on conclure à un mouvement général d'accroissement ou de diminution des disparités de perceptions ou d'opinions ? Afin de donner des éléments de réponse à cette question, nous avons simplement compté, question par question, le nombre de cas d'accroissement et de diminution des disparités. La méthode utilisée pour mesurer la nature des évolutions est fondée sur le calcul des intensités des liaisons statistiques entre variables d'opinion, d'une part, et marqueurs socio-démographiques d'autre part, au moyen du test classique du Khi2 (cf. méthodologie en annexe 1). Le résultat obtenu dépend bien entendu du choix des questions étudiées, mais cette synthèse permet quand même de mettre en évidence les grandes tendances en explorant des thèmes très divers. Il ne faut donc pas s'attacher à analyser ici de petites différences qui risqueraient d'être peu significatives, mais à dégager plutôt les résultats les plus nets.

Tableau de synthèse générale des évolutions des liens :

	âge	taille d'agglom.	diplôme	PCS	Ensemble
nombre de diminutions de disparités .....	10	17	4	10	41
nombre de stabilités de disparités .....	8	4	11	10	33
nombre d'augmentations de disparités .....	4	1	7	2	14
total du nombre de questions étudiées .....	22	22	22	22	88

L'examen de ce tableau général permet de conclure à une diminution générale des disparités d'opinions (41 diminutions de liens au total, contre seulement 14 augmentations) ou à une certaine stabilité (33 cas). Cette diminution des disparités d'opinions est certes due en grande partie au critère "taille d'agglomération". Mais si l'on exclut ce critère, elle reste quand même significative.

## Liste des questions de perceptions et d'opinions utilisées dans l'étude

En ce qui concerne votre niveau de vie, diriez-vous que depuis une dizaine d'années, ça va....

- Beaucoup mieux
- Un peu mieux
- C'est pareil
- Un peu moins bien
- Beaucoup moins bien

En ce qui concerne le niveau de vie de l'ensemble des Français, diriez-vous que depuis une dizaine d'années, ça va....

- Beaucoup mieux
- Un peu mieux
- C'est pareil
- Un peu moins bien
- Beaucoup moins bien

Pensez-vous que vos conditions de vie vont s'améliorer ou se détériorer au cours des cinq prochaines années ?

- Vont s'améliorer beaucoup
- Vont s'améliorer un peu
- Vont rester semblables
- Vont se détériorer un petit peu
- Vont se détériorer beaucoup

Est-ce que vous (ou votre foyer) êtes obligé de vous imposer régulièrement des restrictions sur certains postes de votre budget ?

- Oui
- Non

Que pensez-vous de votre cadre de vie quotidien, c'est-à-dire ce qui entoure le logement où vous vivez ; dans l'ensemble, en êtes-vous ?

- Très satisfait
- Satisfait
- Peu satisfait
- Pas satisfait du tout

La taille de votre logement vous semble-t-elle suffisante pour une famille comme la vôtre ?

- Oui
- Non

**Les dépenses de logement représentent-elles pour votre budget personnel (ou celui de votre foyer) ?**

- Une charge négligeable
- Une charge que vous pouvez supporter sans difficulté
- Une lourde charge
- Une très lourde charge
- Une charge à laquelle vous ne pouvez faire face

**Par rapport aux personnes de votre âge, pensez-vous que votre état de santé est ... ?**

- Très satisfaisant
- Satisfaisant
- Peu satisfaisant
- Pas satisfaisant du tout

**Avez-vous souffert au cours des quatre dernières semaines de .... ?**

- Maux de tête, migraines (O/N)
- Mal au dos (O/N)
- Nervosité (O/N)
- Etat dépressif (O/N)
- Insomnies (O/N)

**Etes-vous d'accord avec l'idée suivante : "la famille est le seul endroit où l'on se sente bien et détendu" ?**

- Oui
- Non

**Parmi ces opinions, quelle est celle qui se rapproche le plus de la vôtre ? Le mariage est :**

- Une union indissoluble
- Une union qui peut être dissoute dans des cas très graves
- Une union qui peut être dissoute par simple accord des deux parties
- Ne sait pas

**Des opinions diverses peuvent être exprimées à propos du travail des femmes. Quel est le point de vue qui semble correspondre le mieux au vôtre ?**

- Elles ne devraient jamais travailler lorsqu'elles ont des enfants en bas âge
- Elles ne devraient travailler que si la famille ne peut vivre avec un seul salaire
- Elles devraient travailler dans tous les cas où elles le désirent
- Elles devraient toujours travailler
- Elles ne devraient jamais travailler
- Ne sait pas

**Dans quelle mesure les découvertes scientifiques et leur utilisation vous paraissent-elles conduire à une amélioration de votre vie quotidienne ?**

Un peu  
Beaucoup  
Pas du tout

**Au cours des années à venir, la diffusion de l'informatique va modifier certains aspects des conditions de vie. Considérez-vous cette évolution comme :**

Une chose souhaitable  
Une chose peu souhaitable, mais inévitable  
Une chose regrettable et dangereuse

**Estimez-vous que la société française a besoin de se transformer ?**

Oui  
Non

**Si oui :**

**Pour que la société change comme vous le souhaitez, êtes-vous pour des réformes progressives ou des changements radicaux ?**

Réformes progressives  
Changements radicaux  
Ne sait pas

**Etant donné ce que vous connaissez de la justice, comment pensez-vous qu'elle fonctionne en France en (1978...1990) ?**

Très bien.  
Assez bien  
Assez mal  
Très mal  
Ne sait pas  
Ne veut pas répondre

**Certains pensent que quand on a de l'argent et des relations, on est mieux soigné. Etes-vous ...**

Tout à fait d'accord  
Assez d'accord  
Pas du tout d'accord

**Etes-vous d'accord avec l'opinion suivante : le maintien en bonne santé est l'affaire des médecins.**

- Tout à fait d'accord
- Assez d'accord
- Pas très d'accord
- Pas du tout d'accord

**Indicateur d'inquiétudes (trois inquiétudes déclarées parmi les quatre suivantes).**

- Maladie grave
- Agression dans la rue
- Accident de la route
- Accident de centrale nucléaire

**Vous savez que les familles qui ont des enfants touchent des prestations (les prestations familiales) destinées à les aider. Pensez-vous que cette aide est globalement ?**

- Suffisante
- Insuffisante

**Actuellement les allocations familiales sont les mêmes pour tous quel que soit le revenu. Trouvez-vous...**

- Que c'est bien ainsi
- Qu'elles devraient être supprimées à partir d'un certain revenu
- Qu'elles devraient être calculées en fonction du revenu (diminuées progressivement quand le revenu augmente)
- Ne sait pas

**De quelle opinion vous sentez-vous le plus proche ? Faire prendre en charge par la collectivité les familles aux ressources insuffisantes :**

- Cela leur permet de vivre
- Cela leur enlève tout sens des responsabilités

## 2 - Analyse par critère socio-démographique : opposition croissante entre diplômés et non-diplômés

Il y a presque toujours **diminution des disparités** pour un critère : la **taille d'agglomération**<sup>1</sup>. Pour pratiquement tous les thèmes étudiés, perception du niveau de vie et des conditions de vie, opinions sur la famille, le mariage, le travail des femmes, etc.,... les ruraux ou, à l'opposé, les habitants de l'agglomération parisienne ont été souvent nombreux à perdre leurs positions caractéristiques (17 diminutions d'écart contre 1 augmentation seulement).

Pour deux critères, l'âge et la PCS, on observe une diminution des écarts d'opinions majoritaires, mais non systématique (respectivement 10 diminutions, contre 4 augmentations et 10 diminutions, contre 2 augmentations).

Pour bon nombre de thèmes, **les plus jeunes prennent des positions qui se rapprochent de celles des générations antérieures, quand ce ne sont pas les Français les plus âgés qui font le chemin inverse !** Les opinions sur la famille, le mariage et le travail des femmes sont à ce titre exemplaires : les jeunes, en particulier les diplômés, sont souvent revenus du "modernisme" et les plus âgés ont commencé à abandonner des points de vue caricaturalement "traditionnalistes". La contestation de la jeunesse sur des thèmes ponctuels (inégalités d'accès aux soins de santé par exemple) ou plus généraux (souhaits de transformation de la société) s'est atténuée et n'est plus caractéristique. C'est l'optimisme vis-à-vis des conditions de vie personnelles futures qui oppose maintenant très fortement les plus jeunes aux plus âgés : 65% des jeunes de 18 à 24 ans pensent en fin d'année 1990 que leurs conditions de vie personnelles vont s'améliorer dans les cinq ans, alors que seulement 6% des personnes âgées de plus de 65 ans sont de cet avis. Par ailleurs, la perception des conditions de vie présentes se différencie fortement et de plus en plus entre d'une part, les plus jeunes et les personnes âgées qui ressentent peu de difficultés et d'autre part, les adultes de 25 à 50 ans qui déclarent plus souvent s'imposer des restrictions ou subir de lourdes dépenses de logement.

---

<sup>1</sup> Ce résultat est conforme aux conclusions d'études précédentes. Cf. R. ROCHEFORT, "Argent, stress, individualisme, uniformisation". *Consommation et Modes de vie*, N°54, Décembre 1990.

En revanche, il y a **augmentation des disparités** pour une des quatre caractéristiques étudiées : le **niveau d'études** (7 augmentations, contre 4 diminutions). Les oppositions naissantes ou en voie d'accroissement entre diplômés et non-diplômés sont principalement concentrées sur quatre thèmes : la perception des conditions de vie personnelles, les opinions au sujet du progrès technique, les souhaits de transformation de la société, la perception de l'état de santé.

Pour chacun de ces quatre thèmes, les Français sans diplôme ou munis du seul certificat d'études manifestent un mécontentement relativement élevé qui s'oppose de plus en plus à la satisfaction des diplômés (bacheliers et personnes ayant effectué des études supérieures). En matière de perception des conditions de vie, le niveau d'études n'était pas, au début des années 80, un critère de discrimination pertinent, au contraire de l'âge ou de la catégorie socio-professionnelle. Il commence à l'être, même si les différences de perception du niveau de vie selon le niveau d'études sont encore relativement embryonnaires. Bien plus forts sont les écarts d'opinion selon le diplôme au sujet du progrès technique ou des transformations à apporter au fonctionnement de la société. Il faut en particulier souligner le fait que les non-diplômés sont de plus en plus nombreux à souhaiter une transformation de la société par des réformes radicales.

### **3 - Analyse par thème :**

Des évolutions contrastées peuvent être mises en évidence selon les thèmes. Pour trois d'entre eux, il y a davantage d'augmentations des disparités d'opinions que de diminutions : les opinions sur le progrès technique, la perception du niveau et des conditions de vie, la perception de l'état de santé personnel.

Six thèmes sont en revanche marqués par une diminution des disparités d'opinions : les opinions sur la famille, le mariage et le travail des femmes ; les opinions sur le système de santé ; la politique de la famille ; les inquiétudes ; la perception du logement et du cadre de vie ; les opinions sur la justice et sur les transformations de la société.

Cependant, une conclusion générale ne peut être affirmée en toute rigueur que pour un seul sujet : les opinions sur la famille, le mariage et le travail des femmes. Sans

contestation possible, il y a bien homogénéisation des opinions émises à ce sujet, tant les mouvements sont francs et massifs.

Pour tous les autres thèmes, les conclusions sont moins nettes et peuvent dépendre sans doute des questions utilisées, car les évolutions sont moins marquées ou moins uniformes.

Tableau récapitulatif par thème

	nombre de diminutions de disparités	nombre de stabilités de disparités	nombre d'augmentations de disparités
opinions sur le progrès technique.....	1	3	4
perception du niveau et des conditions de vie.....	4	7	5
perception de l'état de santé.....	1	4	3
inquiétudes.....	2	2	0
perception du logement et du cadre de vie.....	6	5	1
opinions sur les transformations sociétales.....	5	2	1
opinions sur la politique familiale.....	8	4	0
opinions sur le système de santé.....	4	4	0
opinions sur la famille, le mariage et le travail des femmes.....	10	2	0

**Détail de l'évolution des liens entre opinions et  
variables socio-démographiques**

	âge	taille agglo	diplôme	PCS
niveau de vie personnel passé .....	=	0	+	=
niveau de vie des Français passé .....	-	-	+	-
conditions de vie personnelles futures .....	+	=	=	+
restrictions régulières .....	+	-	0	=
cadre de vie quotidien .....	-	-	0	-
opinion dépenses de logement .....	+	-	=	=
perception taille de logement .....	=	-	=	-
perception état de santé personnel .....	=	0	+	-
symptômes ou "maux de société" .....	0	=	+	+
modernisme/traditionalisme <sup>1</sup> .....	-	-	-	-
famille .....	-	-	-	-
mariage .....	-	-	-	-
travail des femmes .....	=	-	-	=
utilité des découvertes scientifiques .....	=	+	+	=
diffusion de l'informatique .....	+	-	+	=
changement de la société .....	-	-	+	=
opinions sur la justice .....	-	-	=	-
inégalités d'accès au système de santé .....	-	-	-	=
la santé est-elle l'affaire des médecins ? ...	=	-	=	=
indicateur d'inquiétude .....	-	-	=	=
prise en charge des familles défavorisées ...	-	-	=	-
prestations familiales suffisantes ? .....	-	-	0	-
prestations familiales fonction du revenu ?	=	-	0	-

*Mode de lecture : = pas d'évolution, + augmentation de l'intensité du lien statistique, - diminution de cette intensité, 0 pas de lien statistique dans la période.*

1 Cette opinion composite n'a pas été comptabilisée dans la synthèse générale, pour éviter une redondance ou un double compte avec les opinions qui servent à sa construction : points de vue sur la famille, le mariage, le travail des femmes.

Si l'on essaie de tirer un enseignement général de cette analyse par thème, on peut avancer que les différences d'opinions entre groupes sociaux ou démographiques semblent de plus en plus relatives au domaine économique ou technologique et de moins en moins à celui des comportements de société ou aux opinions sur le système social (santé, famille). En particulier, la confiance dans le progrès technique et la perception du niveau de vie ou des conditions de vie semblent devenir des positions plus "dissensuelles". Dans le premier cas, les non-diplômés s'avèrent de moins en moins confiants par rapport aux bacheliers ou aux diplômés d'études supérieures. Dans le second cas, les jeunes ont une espérance plus grande que les plus âgés dans l'amélioration de leurs conditions de vie personnelles futures et, de façon moins marquée, les 25-39 ans déclarent plus souvent s'imposer régulièrement des restrictions sur certains postes de leur budget.

Ces deux désaccords majeurs sur le progrès technique et les conditions de vie ne se sont pas formés au même moment. Le creusement des divergences de point de vue sur les thèmes de l'informatique et de l'utilité des découvertes scientifiques entre diplômés et non-diplômés a eu lieu essentiellement dans la première moitié des années 80, alors que les différences de perception des conditions de vie futures se sont plutôt accrues dans la deuxième moitié de la décennie.

Après avoir brossé un tableau général des évolutions structurelles des opinions, il est temps d'entrer maintenant dans l'étude plus concrète des évolutions thème par thème.

## **DEUXIEME PARTIE**

**ETUDE THEMATIQUE DE L'EVOLUTION  
DES DIFFERENCES D'OPINIONS  
ENTRE GROUPES SOCIAUX**

L'examen de l'évolution d'un lien statistique, tel qu'il a été réalisé dans la première partie, a le mérite de pouvoir être appliqué systématiquement, de la même façon, pour toutes les questions d'opinions étudiées et pour toutes les caractéristiques socio-démographiques en cause. C'est la raison pour laquelle nous l'avons utilisé dans la synthèse globale.

Ce simple calcul est bien entendu insuffisant quand on s'intéresse aux évolutions qui ont affecté un thème particulier. Il ne suffit pas, dans ce cas, de s'intéresser à une question d'opinion en tant que "variable", mais plutôt à chaque modalité de réponse à cette question. Symétriquement, il faut examiner les évolutions d'opinion de chaque groupe socio-démographique un par un (par exemple, les jeunes de moins de 24 ans, etc...) et non se satisfaire de la constatation d'un "effet d'âge croissant" relativement abstrait.

Dans cette optique, nous avons sélectionné un certain nombre d'évolutions structurelles remarquables par leur régularité ou leur ampleur, mais qui ne témoignent pas toutes d'une augmentation ou d'une diminution globale des disparités d'opinion. Cependant, les évolutions des différences d'opinion sont tellement diverses selon les thèmes et même selon les questions, qu'il n'est pas facile de dégager des tendances générales d'analyse.

Par rapport à une précédente étude d'évolution des variations d'opinions<sup>1</sup> entre catégories socio-démographiques, nous avons conservé la quasi-totalité des thèmes<sup>2</sup> (perception du niveau de vie, opinions sur la famille, le cadre de vie, le progrès technique, la santé et les soins médicaux, la société et la justice, la politique sociale), mais nous les avons regroupés différemment, selon leur caractère personnel ou non. Sont ainsi rassemblés d'abord (chapitres 1,2 et 3), les **indicateurs de satisfaction vis-à-vis des conditions de vie se référant au vécu personnel de l'enquêté** (niveau de vie, cadre de vie et logement, état de santé). Dans un second temps sont analysées les **opinions plus générales** sur la famille, le progrès technique, la société et le système de santé (chapitres 4,5,6 et 7).

---

<sup>1</sup> L. LEBART, *"Sept ans de perceptions, évolution et structure des opinions en France de 1978 à 1984"*, Crédoc, Mai 1986.

<sup>2</sup> Nous avons exclu cependant les pratiques associatives qui ne sont pas assimilables à des opinions ou des perceptions.

# Chapitre 1

## Perception des conditions de vie

A chaque vague d'enquêtes annuelle, les interviewés prennent position sur l'évolution de leur niveau de vie personnel depuis dix ans, sur le changement du niveau de vie de l'ensemble des Français dans ce même passé récent<sup>1</sup>, et sur l'amélioration future de leurs conditions de vie personnelles au cours des cinq prochaines années. On leur demande donc de se prononcer à la fois sur leur propre passé, sur le passé de l'ensemble de la population tel qu'ils le perçoivent, et sur un avenir personnel à court et moyen terme<sup>2</sup>. On recueille aussi leur sentiment sur leurs restrictions éventuelles.

S'agissant du niveau et des conditions de vie, les disparités de perception les plus fortes opposent les plus jeunes, en général optimistes pour leurs conditions de vie futures et conscients d'une amélioration de leur niveau de vie, aux plus âgés qui sont à la fois les plus pessimistes et les plus négatifs sur leur situation récente.

Dans ce contexte, l'évolution majeure est le **creusement d'un écart de plus en plus profond entre l'optimisme des jeunes et le pessimisme des personnes âgées.**

Par ailleurs, les diplômés s'opposent de plus en plus, par leur satisfaction et leur optimisme croissant, aux non-diplômés. Au début des années 80, la perception des conditions de vie économiques des Français ne se différencie pas selon le niveau d'études.

---

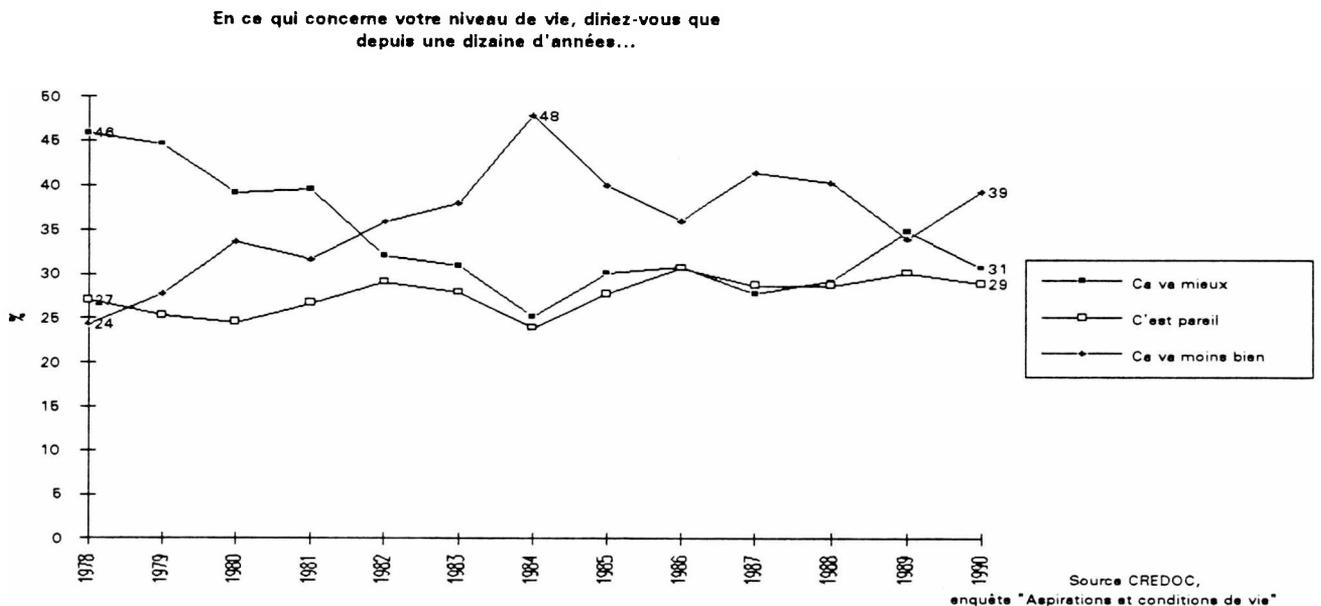
<sup>1</sup> Cette opinion générale a été regroupée dans ce chapitre avec les perceptions des conditions de vie personnelles essentiellement parce qu'il était difficile de la classer ailleurs. Elle n'obéit cependant manifestement pas à la même logique. L'opinion sur le niveau de vie récent des Français a tendance en particulier à s'uniformiser dans les différents groupes socio-démographiques, alors que ce n'est pas le cas de la perception des conditions de vie personnelles.

<sup>2</sup> Les fortes fluctuations conjoncturelles des opinions exprimées conduisent cependant à estimer que ce sont les conditions économiques des mois précédents l'enquête qui l'emportent dans la formulation des appréciations des interviewés : les réponses reflètent plutôt les impressions relatives aux derniers mois écoulés ou aux mois futurs.

## 1 - Le niveau de vie personnel depuis dix ans : les diplômés de plus en plus satisfaits

Depuis 1982, les Français qui estiment que leur niveau de vie personnel a diminué au cours des dix dernières années sont majoritaires. L'évolution de cette opinion peut être résumée en deux mouvements opposés : de 1978 à 1984, une nette dégradation de la perception des conditions de vie passées ; de 1984 à 1989, une amélioration plus timide de cette perception. L'année 1990 marque une rupture à la baisse dans cette dernière tendance positive. Cette appréciation du niveau de vie et de son évolution est donc très liée à la perception des changements conjoncturels de la situation économique (graphique 1).

Graphique 1



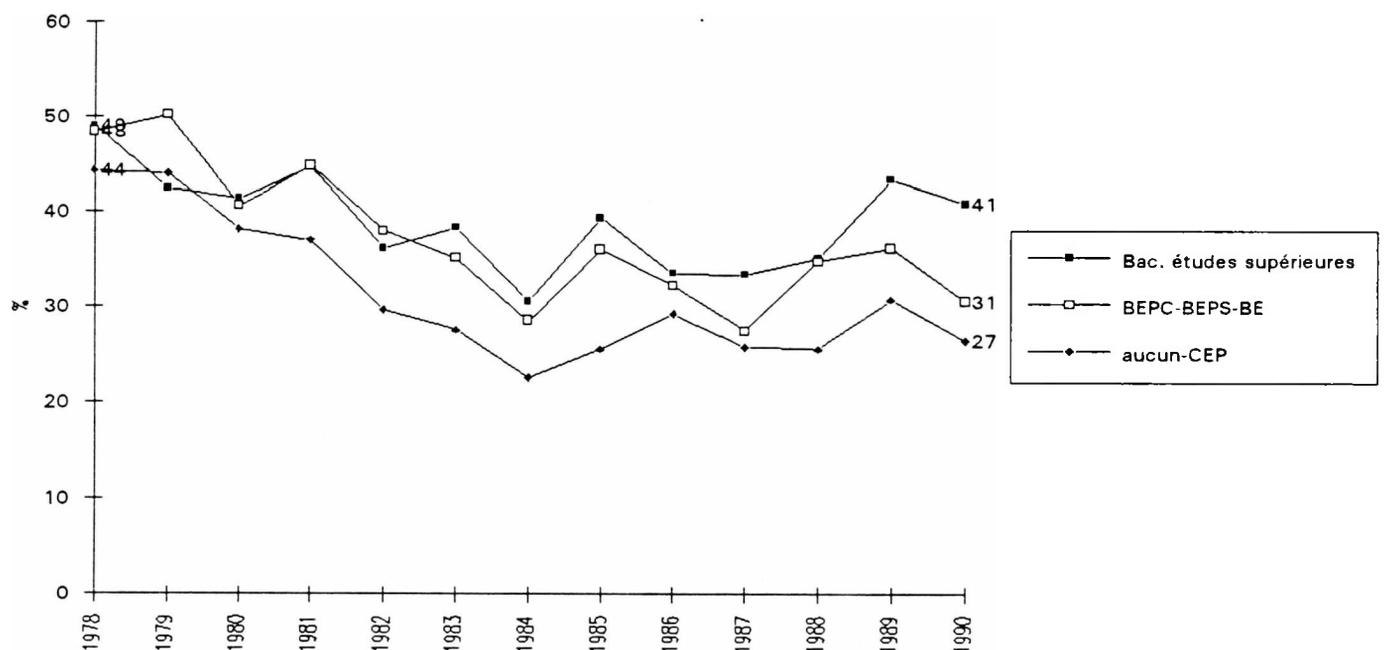
Comment chaque groupe ou catégorie de Français a-t-il vécu ces deux périodes bien distinctes : 1978-1984 et 1984-1989 ?

Dans l'ensemble, les diverses catégories de population ont perçu ces deux périodes de la même façon. Les différents groupes démographiques ou sociaux ont ressenti une dégradation en première période et, moins uniformément, une amélioration, ou au moins une stabilisation, des conditions de vie personnelles dans la seconde. Des différences de perception selon le niveau de diplôme commencent à apparaître à la fin des années 80, alors que les critères habituellement les plus discriminants étaient et restent toujours l'âge et la PCS (graphique 2).

Dans une première période (1978-1982), on perçoit donc de la même façon l'évolution de son niveau de vie passé, qu'on soit titulaire d'un diplôme supérieur ou d'un diplôme de niveau BEPC. Seuls les moins diplômés (titulaires du CEP et sans diplôme) commencent à se distinguer par une perception relativement plus négative. Depuis 1983, ce mouvement s'est accéléré : les Français n'ont plus la même appréciation selon leur niveau d'études. La hiérarchie des diplômes apparaît clairement dans le choix des réponses : on estime d'autant plus que son niveau de vie s'est amélioré au cours des dix dernières années qu'on est diplômé.

## Graphique 2

Niveau de vie personnel depuis 10 ans : pourcentage de réponses  
"Ca va mieux" selon le niveau d'études

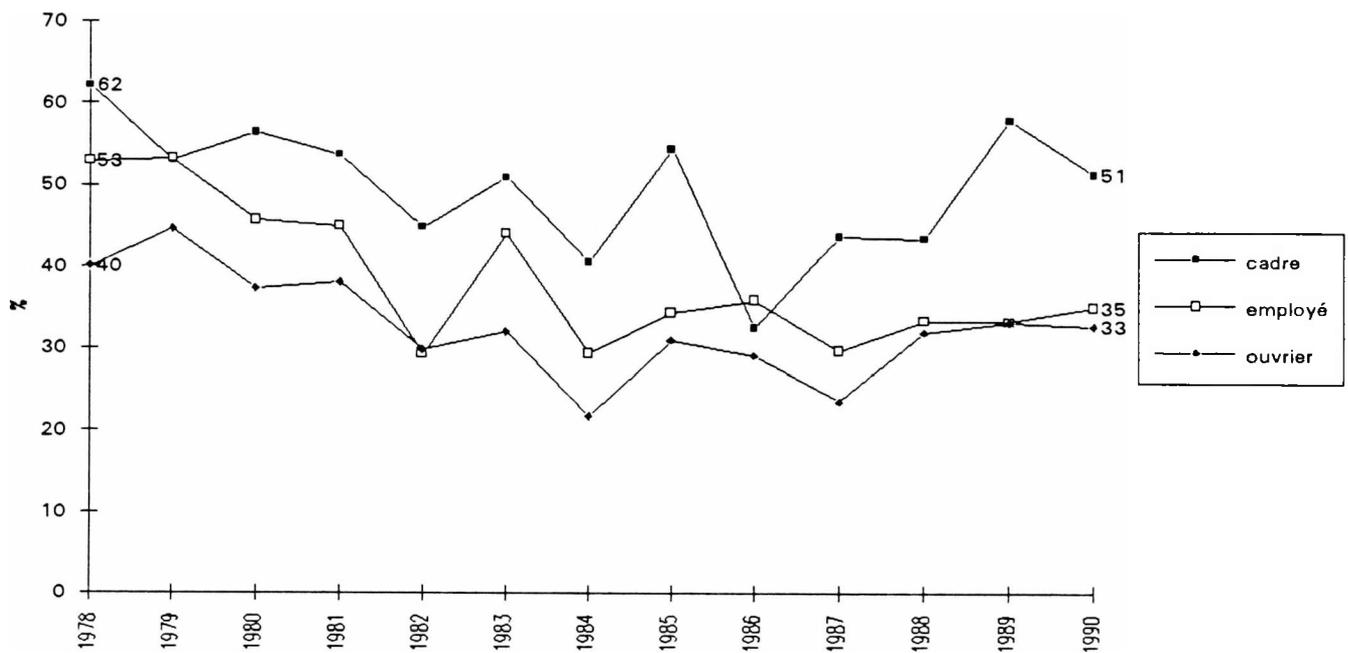


Source Crédoc, enquête "Aspirations et conditions de vie"

L'établissement de ce nouveau clivage selon le niveau d'études s'accompagne d'une accentuation de l'écart de perception entre les cadres et les employés. Depuis 1988 en particulier, les employés sont aussi insatisfaits que les ouvriers, alors qu'en début de période, ils étaient plus proches des cadres ou au moins dans une position médiane.<sup>1</sup> (graphique 3)

**Graphique 3**

Niveau de vie personnel depuis 10 ans : pourcentage de réponses  
"Ca va Mieux" selon la PCS

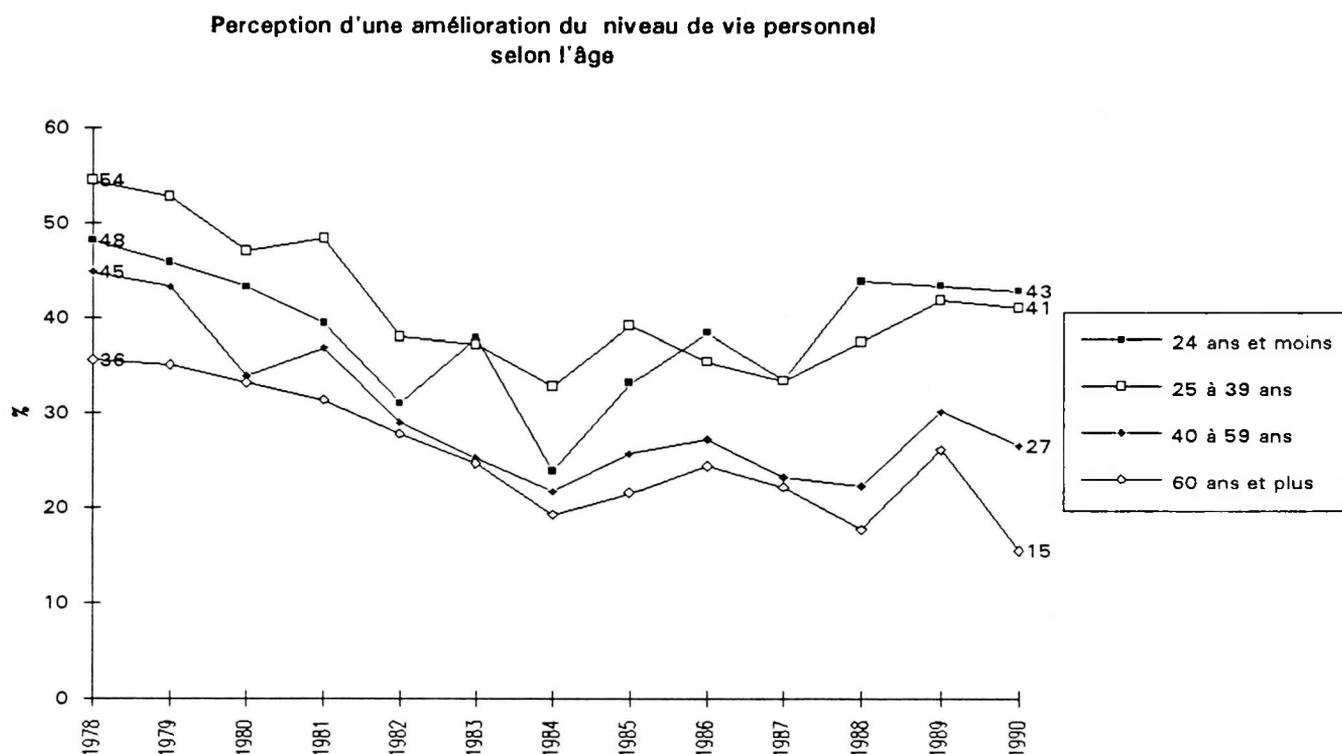


Source Crédoc, enquête "Aspirations et conditions de vie"

<sup>1</sup> Il ne faut pas oublier que ces différences de perception sont en principe relatives à des évolutions et non à des situations à un instant donné. Autrement dit, si les perceptions concordaient avec les situations réelles, une simple différence dans la perception des évolutions du niveau de vie personnel correspondrait à un accroissement des disparités de niveau de vie et non seulement à l'existence de disparités. On peut cependant se demander si la réponse de l'interviewé obéit à ce principe de positionnement dynamique "en évolution". Les opinions relatives à l'évolution du niveau de vie par rapport aux années passées ne sont-elles pas simplement, dans certains cas, le reflet de l'appréciation des conditions de vie actuelles de la personne interrogée ? Un mécontentement instantané au moment de l'enquête se traduirait ainsi par le choix de la réponse traduisant théoriquement un sentiment de détérioration du niveau de vie.

D'autre part, les jeunes de moins de 25 ans ont rejoint les jeunes adultes de 25 à 39 ans parmi les plus satisfaits, alors qu'ils occupaient au début des années 80 une position médiane. Une fracture s'est ainsi constituée aux alentours de 40 ans : relative satisfaction en deça, insatisfaction au delà. (graphique 4)

**Graphique 4**



Source Crédoc, enquête "Aspirations et conditions de vie"

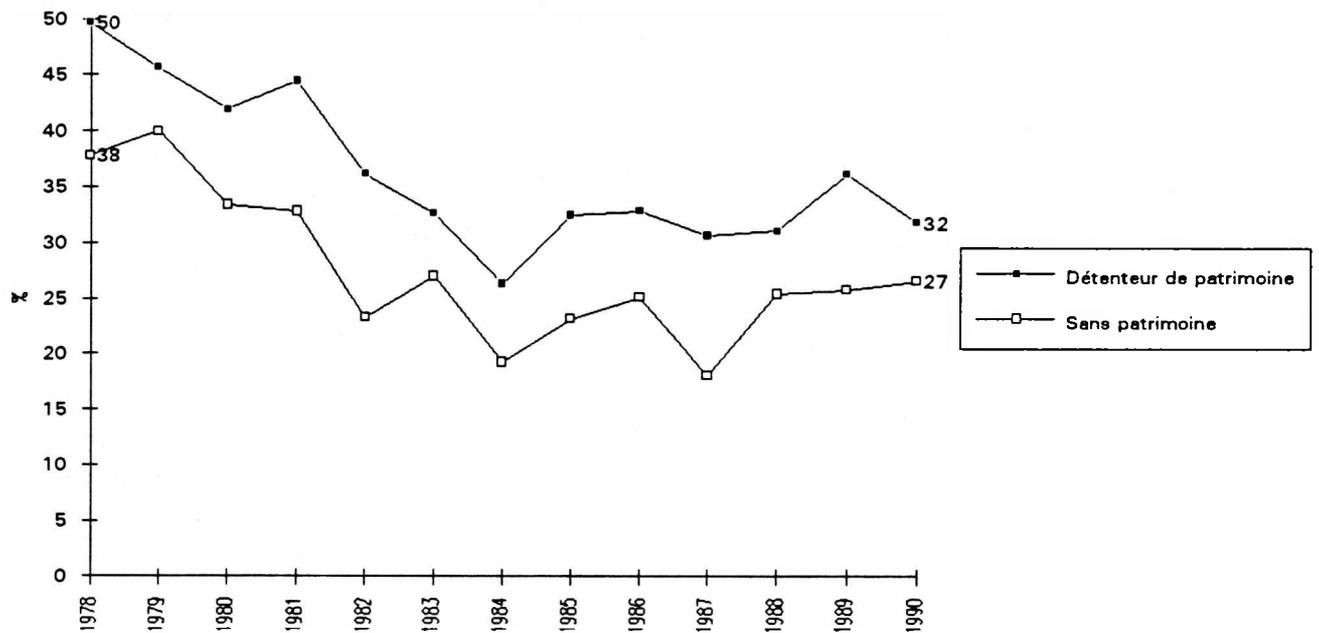
#### *Des interactions avec la possession de patrimoine ou d'équipements nombreux*

Si l'on considère la population dans son ensemble, les personnes possédant un patrimoine sont plus satisfaites que celles qui n'en possèdent pas. L'écart est de 12 points en 1978, il se réduit à 7 points en 1983, pour ensuite rester contenu entre 7 et 10 points. La situation patrimoniale au moment de l'enquête est donc assez largement liée à la perception de l'évolution du niveau de vie des dernières années (graphique 5). Cette différence entre détenteurs de patrimoine et non détenteurs serait sans doute encore plus forte si l'on raisonnait "à âge égal", dans la mesure où les plus âgés ont

une perception plus négative que les jeunes, alors qu'ils sont plus nombreux à disposer d'un patrimoine.

### Graphique 5

Niveau de vie personnel depuis 10 ans : pourcentage de réponses "Ca va mieux" selon la possession d'un patrimoine



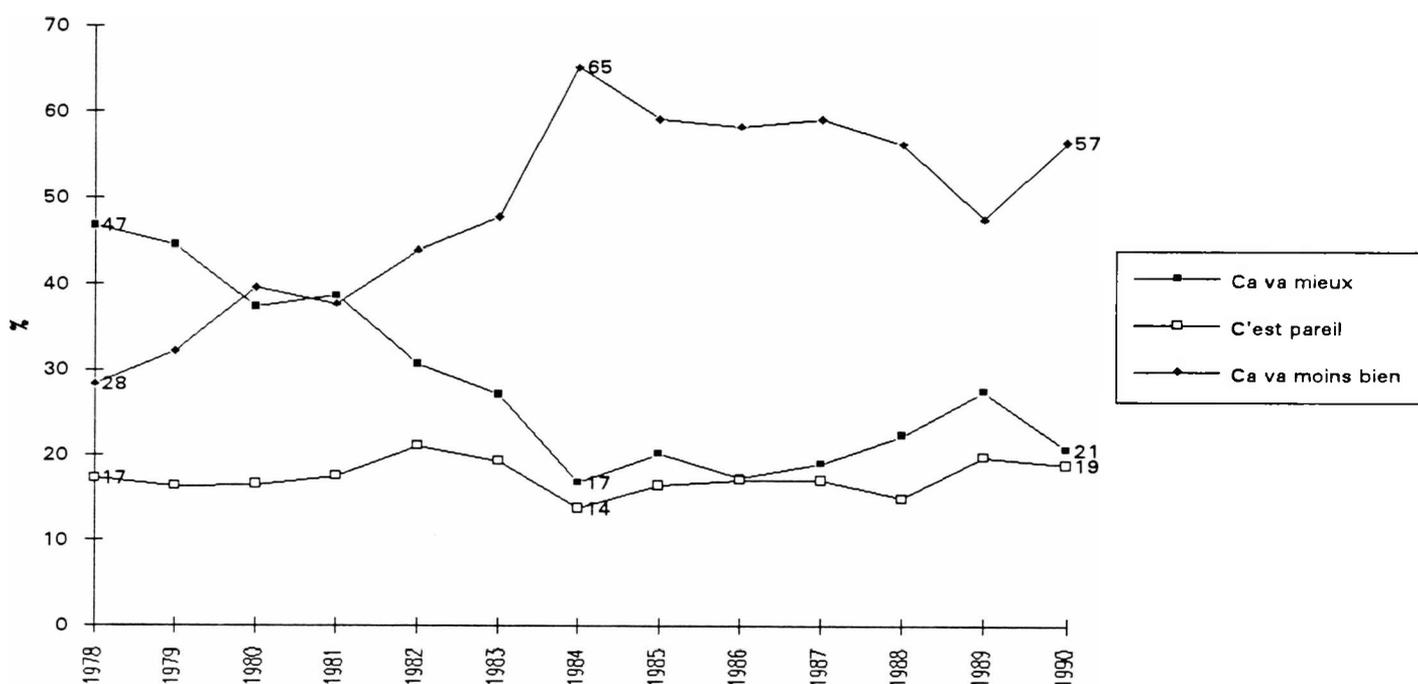
Source : Crédoc, Enquête "Aspirations et conditions de vie"

## 2 - La perception du niveau de vie des Français depuis dix ans

Bien plus que pour le niveau de vie personnel, on estime que la situation globale des Français s'est détériorée sur la période, avec une aggravation de cette perception négative entre 1978 et 1984 et une stabilisation ou une légère amélioration depuis.

Graphique 6

Perception du niveau de vie des Français depuis une dizaine d'années



Source : Crédoc, Enquête "Aspirations et conditions de vie"

Le décalage s'est accru dans la période entre la perception du niveau de vie personnel et celui de l'ensemble de la population, comme si l'on considérait que la crise frappait davantage "les autres". Ce moral de "gagnant" ou de "privilegié" s'est développé un peu dans toutes les couches de la population<sup>1</sup>. Par ailleurs, l'opinion sur les conditions de vie passées des Français varie moins en fonction des caractéristiques socio-démographiques des répondants que la perception du niveau de vie personnel. C'est la raison pour laquelle nous ne détaillerons pas ici les dispersions de cette opinion plus générale.

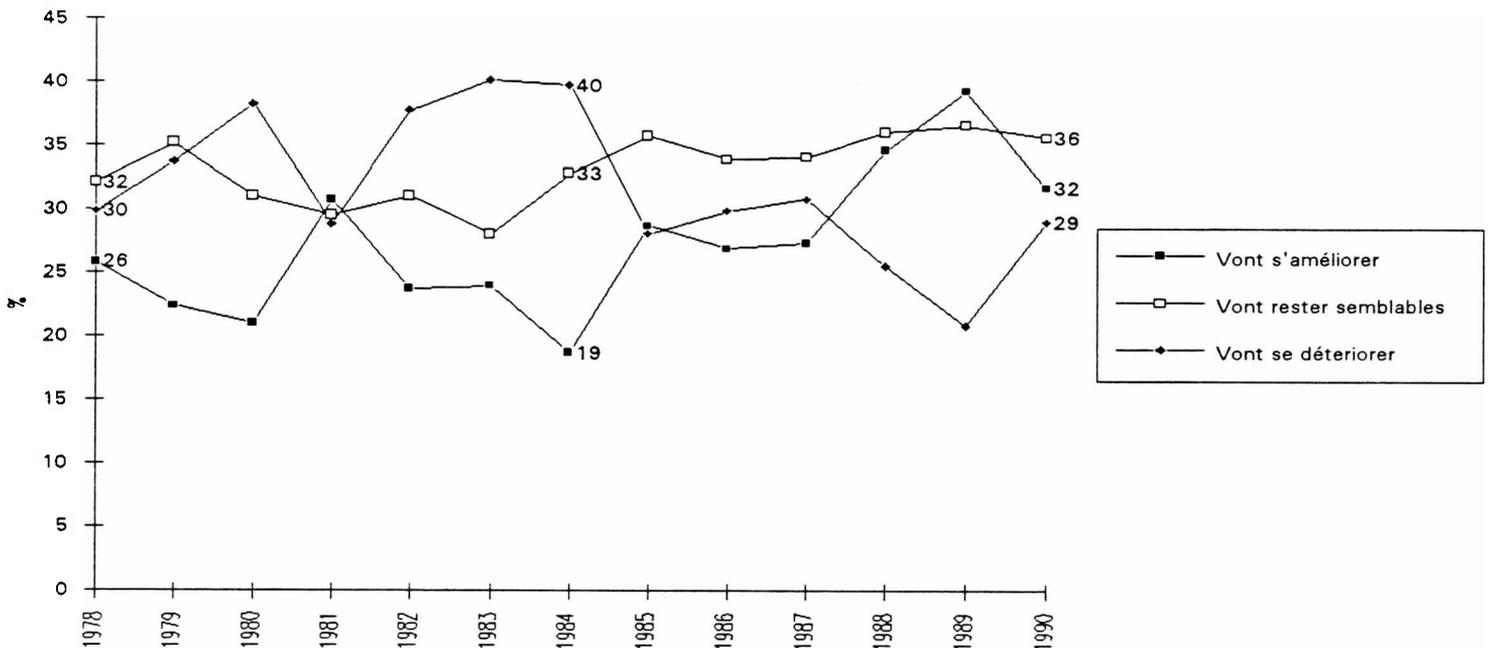
<sup>1</sup> G. HATCHUEL, "Les grands courants d'opinions et de perceptions en France de la fin des années 70 au début des années 90", CREDOC, Mars 1992.

### 3 - Les conditions de vie à cinq ans : l'optimisme est de plus en plus lié à la jeunesse

Pendant les quelques années de croissance économique relativement forte (de 1987 à 1989), l'optimisme sur les conditions de vie futures a gagné du terrain. Mais cette tendance favorable a été stoppée en 1990.

Graphique 7

Pensez-vous que vos conditions de vie vont s'améliorer ou se détériorer au cours des cinq prochaines années ?

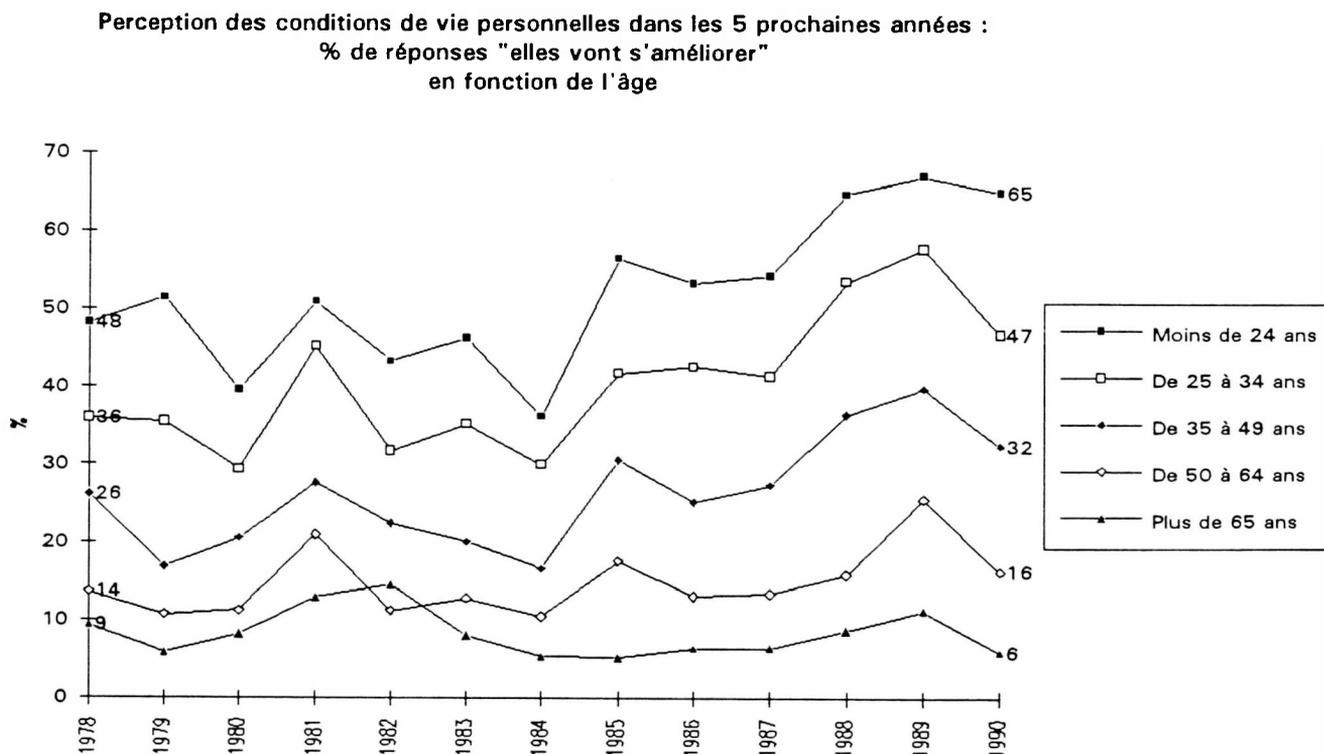


#### *L'optimisme est de plus en plus fortement lié à l'âge*

"L'écart d'optimisme" atteint près de 60 points entre les moins de 24 ans et les plus de 65 ans en 1990, alors qu'il était de 40 points en 1978 (graphique 8) : l'écart, déjà très important entre générations, s'est donc creusé encore plus. Il est donc important de souligner ici le décalage considérable existant entre la perception du passé et l'anticipation de l'avenir. Quel phénomène peut en effet expliquer le pessimisme des personnes âgées sur leurs conditions de vie personnelles futures ? Quelles menaces pèsent aussi lourdement sur les Français les plus âgés ? En matière de perception des conditions de vie personnelles passées, nous avons vu que les

différences s'étaient principalement accrues selon le niveau de diplôme et non selon l'âge : les différences entre groupes d'âge sont relativement stables, seuls les plus jeunes (moins de 25 ans) ayant rejoint les 25-39 ans parmi les plus satisfaits. Ce n'est donc pas seulement la perception de leurs conditions de vie actuelles qui peut expliquer le pessimisme des personnes âgées vis-à-vis de leurs conditions de vie futures. Les risques pesant sur le système de retraite par répartition peuvent peut-être expliquer une part de ces anticipations négatives, d'autant que de sombres prévisions sont régulièrement mises au devant de la scène médiatique sans que des modifications soient apportées au système. Il s'agit sans doute aussi en partie d'un effet "cycle de vie" : les jeunes débutent souvent leur vie professionnelle dans des conditions d'emploi peu avantageuses qui ne peuvent que s'améliorer par la suite, alors que les améliorations significatives de niveau de vie peuvent paraître plus improbables aux personnes âgées. En tout état de cause, cette opposition "optimisme-pessimisme" en fonction de l'âge est devenue l'un des plus forts clivages d'opinion de l'enquête. Il rejoint en intensité l'opposition "traditionalisme-modernisme" en matière de moeurs, qui tend au contraire à s'affaiblir au fil du temps.

### Graphique 8



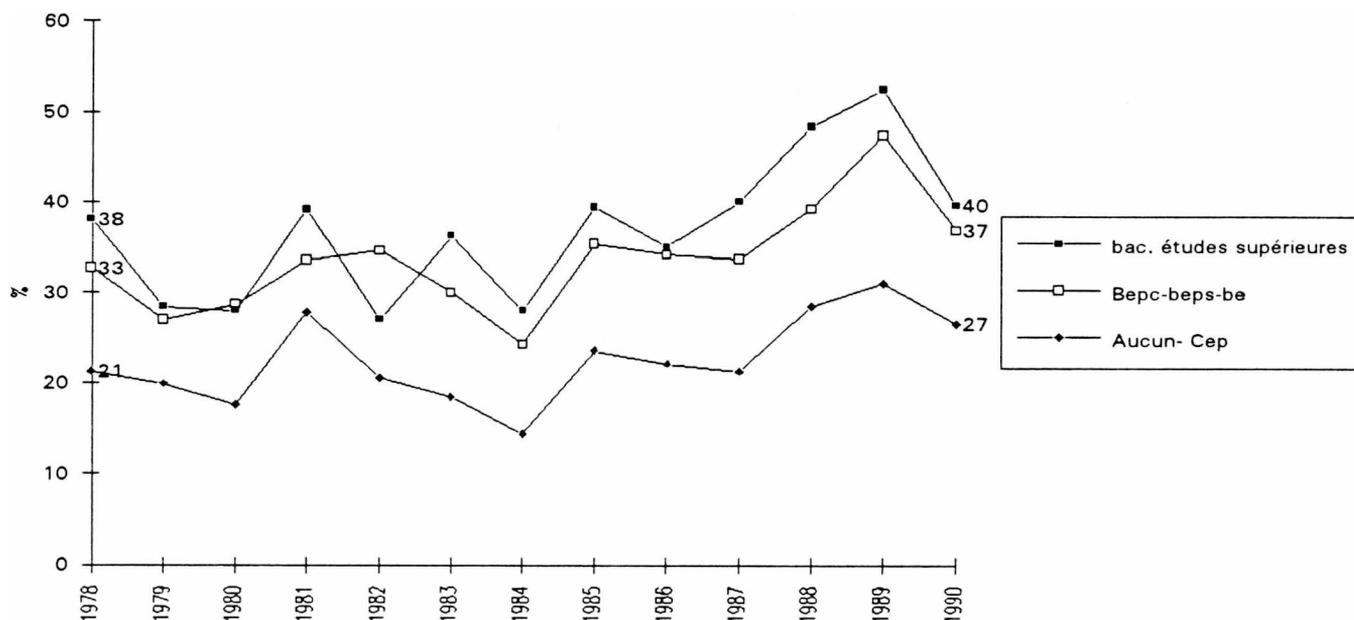
Source : Crédoc, Enquête "Aspirations et conditions de vie"

### *Les diplômés sont plus optimistes*

Dans une moindre mesure, le diplôme semble jouer aussi un rôle sur la période : plus on est diplômé, et plus on est optimiste pour l'avenir. Mais ce rôle est assez constant au cours des treize années d'étude (graphique 9).

### Graphique 9

Perception des conditions de vie personnelles  
dans les 5 prochaines années : % de réponses "elles vont s'améliorer"  
en fonction du niveau d'étude



Source : Crédoc, Enquête "Aspirations et conditions de vie"

#### 4 - Un sentiment général de se restreindre, surtout aux âges médians

Le sentiment de devoir s'imposer régulièrement des restrictions sur certains postes de son budget a eu tendance globalement à se diffuser dans la première moitié des années 80 et à se stabiliser, voire à se restreindre, depuis.

Tableau 1

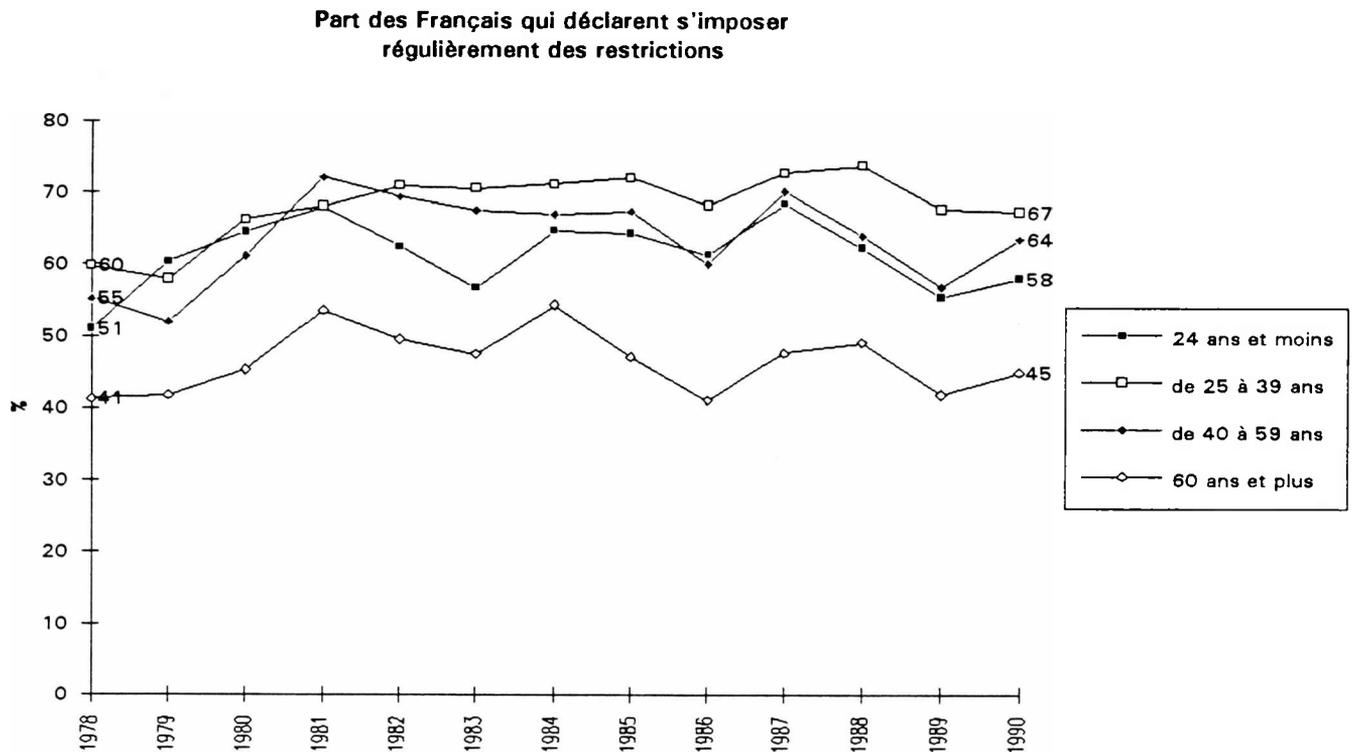
Part des Français qui déclarent s'imposer régulièrement des restrictions

	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90
24 ans et moins	51	60	64	68	63	57	65	64	61	68	62	55	58
de 25 à 39 ans	60	58	66	68	71	71	71	72	68	73	74	68	67
de 40 à 59 ans	55	52	61	72	69	68	67	67	60	70	64	57	64
60 ans et plus	41	42	45	54	50	47	54	47	41	48	49	42	45
Ensemble	52	52	59	66	64	62	65	64	58	65	63	57	59

Source : CREDOC

Les personnes âgées ont moins le sentiment de se restreindre que les 25-60 ans, et ce, depuis le début de la période. On peut même noter une tendance à un léger accroissement des disparités de perception entre générations dans les années 80. Depuis 1983, les 25-39 ans sont, de plus en plus nettement, les plus nombreux à déclarer s'imposer des restrictions régulières (graphique 10).

Graphique 10



Source : Crédoc, Enquête "Aspirations et conditions de vie"

Le sentiment de s'imposer des restrictions varie peu selon le niveau d'études ou le lieu de résidence. Corrélativement aux disparités selon l'âge, des différences de perception selon la PCS existent notamment entre les retraités et les actifs et entre les cadres-professions libérales et les employés - ouvriers. Mais ces différences sont stables dans le temps.

## 5 - Conclusion du chapitre "perception des conditions de vie"

En conclusion, ce premier chapitre sur la perception des conditions de vie passées et futures met en évidence un accroissement des disparités de perception, surtout dans la période 1984-1990. S'il fallait résumer ces évolutions multiples en une seule phrase, on pourrait dire que **les diplômés se distinguent de plus en plus par leur satisfaction vis-à-vis de leurs conditions de vie personnelles et les jeunes par leur optimisme croissant pour leurs conditions de vie futures**. Il serait cependant tout à fait inopportun de tirer de cette constatation un enseignement sur les conditions de vie

réelles des Français. Les études réalisées par ailleurs montrent en effet que les conditions de vie des personnes âgées, surtout de celles qui vivent en couple, se sont plutôt améliorées dans les années 80 et que celles des jeunes sont restées relativement stables<sup>1</sup>.

Notons à ce sujet que les disparités de perception selon les caractéristiques socio-démographiques des répondants sont dans certains cas (par exemple pour l'âge) moins importantes quand elles se rattachent à des situations passées (niveau de vie personnel dans les dix dernières années) que quand elles sont purement prospectives (niveau de vie personnel dans les cinq prochaines années). Autrement dit, l'introduction d'un autre niveau de subjectivité dans le questionnaire peut aboutir à une plus forte corrélation avec des données factuelles de type socio-démographique.

Tableau 2

Tableau de synthèse des évolutions de l'intensité des liaisons

	âge	taille aggro.	diplôme	PCS
niveau de vie personnel passé	=	0	+	=
niveau de vie des Français passé	—	—	+	—
conditions de vie futures	+	=	=	+
restrictions régulières	+	—	0	=

### Symboles utilisés :

augmentation de l'intensité de la liaison :	+
stabilité de cette intensité :	=
diminution de cette intensité :	—
pas de liaison significative sur la période :	0

<sup>1</sup> G. HATCHUEL, V. PAYET-THOUVENOT, G. POQUET, "Les inégalités en France et leur évolution depuis une dizaine d'années", déjà cité.

Un second tableau synthétique permet de relativiser l'importance des évolutions mises en évidence dans le tableau 2. Des évolutions de disparités de perceptions significatives peuvent en effet aboutir, en fin de période, à des différences seulement moyennes si l'on part d'une situation où n'existe aucun lien. C'est le cas ici des différences d'appréciation du niveau de vie selon le niveau de diplôme, qui ont augmenté significativement dans la décennie 80, mais pas suffisamment pour atteindre, en fin de période, les niveaux de disparités selon l'âge ou la PCS.

Tableau 3

Tableau de synthèse de l'intensité des liens en fin de période (1987-1990)

	âge	taille aggro.	diplôme	PCS
niveau de vie personnel passé	****	0	*	**
niveau de vie des Français passé	*	0	*	*
conditions de vie futures	****	*	**	***
restrictions régulières	***	0	0	**

Mode de lecture :

association très forte (valeur test <sup>1</sup> strictement supérieure à 10) :	****
association forte (valeur test comprise entre 8 et 10) :	***
association relativement forte (valeur test comprise entre 5 et 7) :	**
association moyenne (valeur test de 3 ou 4) :	*
association faible ou inexistante (valeur test inférieure strictement à 3) :	0

<sup>1</sup> La valeur test utilisée ici pour estimer l'intensité d'un lien statistique entre deux variables qualitatives est le logit du complément à 1 de la probabilité d'indépendance associée au test du Khi2.  $\log(1-p)/p$  où p est la probabilité qu'on obtienne, sous hypothèse d'indépendance entre la variable d'opinion et la caractéristique socio-démographique, la valeur du test du Khi2 qu'on a effectivement obtenu. Plus cette probabilité est faible, plus l'hypothèse d'indépendance est improbable, plus l'intensité du lien statistique peut être considéré comme fort, plus la valeur test est élevée. On considère habituellement qu'un lien statistique est probable quand la valeur-test est supérieure ou égale à 3.

## Chapitre 2

### Perception du cadre de vie et opinions sur le logement

#### 1 - Perception du cadre de vie : généralisation de la satisfaction

De la fin des années 70 au début des années 90, les opinions des Français sur le cadre de vie quotidien ont été très positives et se sont même lentement améliorées. Pratiquement 85 % de la population se déclarent satisfaits dans les dernières années.

**Tableau 4**  
**Que pensez-vous de votre cadre de vie quotidien ?**  
**Dans l'ensemble, en êtes-vous ...**

Années	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90
Très satisfait	30	30	28	28	26	26	28	28	28	27	31	28	29
Satisfait	50	54	55	53	52	55	54	54	56	57	54	57	54
Peu satisfait	16	12	13	14	16	13	14	14	12	12	10	10	12
Pas satisfait du tout	5	4	4	5	5	6	5	5	4	4	4	5	4
Ensemble (y. c. non réponses)	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source Crédoc : enquête "Aspirations et conditions de vie"

Les opinions ainsi exprimées dépendent essentiellement de la taille de l'agglomération, - plus celle-ci est petite, plus on est satisfait - et, dans une moindre mesure, de l'âge et de la catégorie socio-professionnelle. Ce sont les personnes âgées et les cadres qui sont le plus satisfaits. Le degré de satisfaction varie faiblement selon le niveau de diplôme en début comme en fin de période.

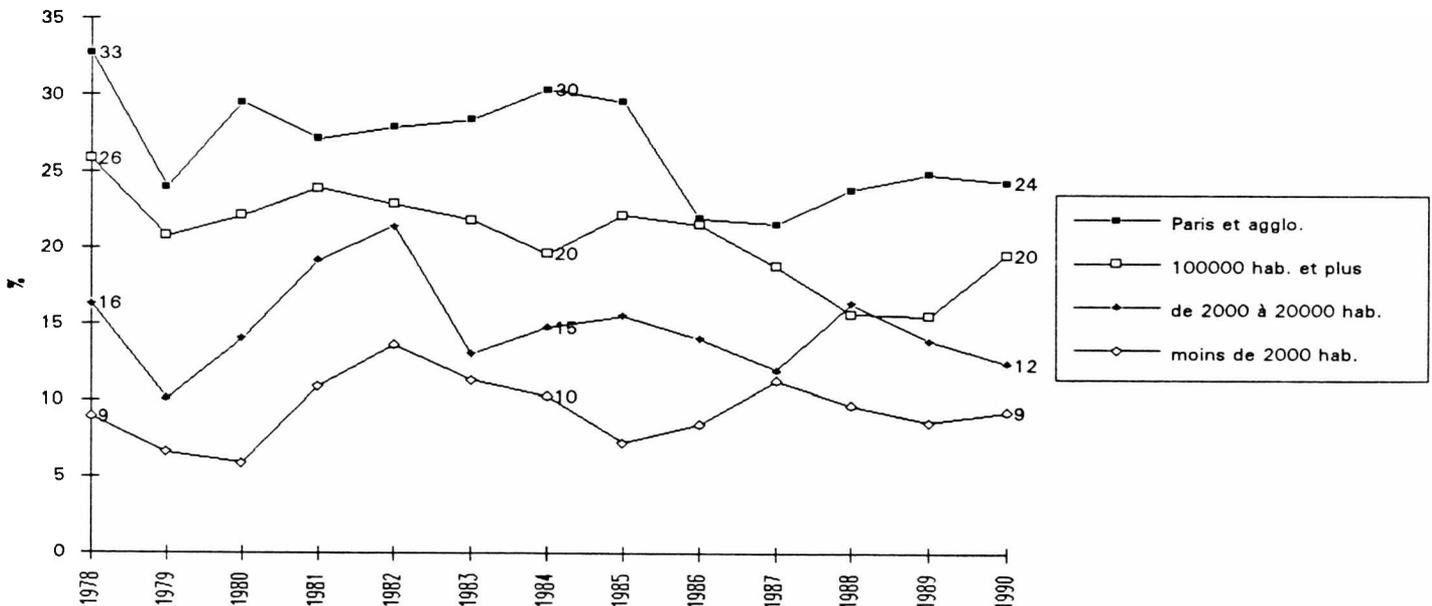
Pour tous ces sous-groupes socio-démographiques, il y a eu, dans les treize dernières années, réduction des divergences quant à l'appréciation portée sur le cadre de vie personnel. Une homogénéisation aussi générale est suffisamment rare dans le système d'enquêtes pour qu'il soit intéressant de la souligner : trois autres types d'opinions

seulement ont subi une évolution semblable : les opinions sur la famille, le mariage et le travail des femmes (avec une ampleur encore plus importante, nous le verrons plus loin), la perception des inégalités d'accès aux soins de santé et les jugements sur la prise en charge des familles défavorisées. Cette homogénéisation des perceptions sur le cadre de vie ne signifie pas que celui-ci s'est objectivement amélioré là où il était le plus critiqué. Simplement, les catégories de Français parmi lesquelles figuraient le plus de mécontents à la fin des années 70 en comptent moins aujourd'hui.

Ainsi, les habitants de l'agglomération parisienne sont les plus mécontents et les ruraux les plus satisfaits. Mais l'ampleur des écarts entre ces groupes extrêmes s'est nettement réduite : **alors qu'environ 30% des Parisiens étaient insatisfaits en début de période, ils ne sont plus qu'un sur quatre au début des années 90. Les habitants des grandes villes de province sont aussi de moins en moins insatisfaits : un sur cinq en fin de période, contre un sur quatre en début. Le pourcentage de ruraux mécontents de leur cadre de vie reste, au contraire, relativement stable, autour de 10% (Cf graphique 11).**

Graphique 11

Part des insatisfaits de leur cadre de vie quotidien  
selon la taille d'agglomération



Source Crédoc : enquête "Aspirations et conditions de vie"

Les disparités d'appréciation en fonction de l'âge ont eu, elles aussi, tendance à se réduire. Les jeunes de 24 ans et moins étaient 35% à être insatisfaits de leur cadre de vie en 1978, ils ne sont plus que 19% en 1990. Les personnes âgées de 65 ans et plus étaient seulement 10% à être mécontents en 1978, elles ne sont toujours que 12% en 1990. Finalement, ce sont aujourd'hui les 25-34 ans qui sont les plus insatisfaits et non les plus jeunes (moins de 25 ans)<sup>1</sup>.

Parallèlement, les différents types d'actifs (cadres, employés, ouvriers) sont de plus en plus satisfaits et se rapprochent des retraités, qui apprécient toujours autant leur cadre de vie. Parmi les actifs, les écarts entre les ouvriers - les plus nombreux à être mécontents- et les cadres ou professions libérales sont restés relativement stables.

## 2 - Perception du coût et de la taille du logement : maintien d'un certain mécontentement chez les 25-34 ans

### 2.1 La taille du logement : nette amélioration chez les plus jeunes (24 ans et moins)

Les Français sont globalement très nombreux à considérer que le nombre de pièces de leur logement est suffisant : 78% en 1978 et 85% en 1990.

**Tableau 5**  
Le nombre de pièces d'habitation de votre logement vous semble-t-il suffisant pour une famille comme la vôtre ?

Années	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90
Oui	78	82	82	82	82	82	86	84	85	84	83	85	85
Non	22	18	18	18	18	18	14	16	15	16	17	15	15
Ensemble (y c. non réponses)	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source Crédoc : enquête "Aspirations et conditions de vie"

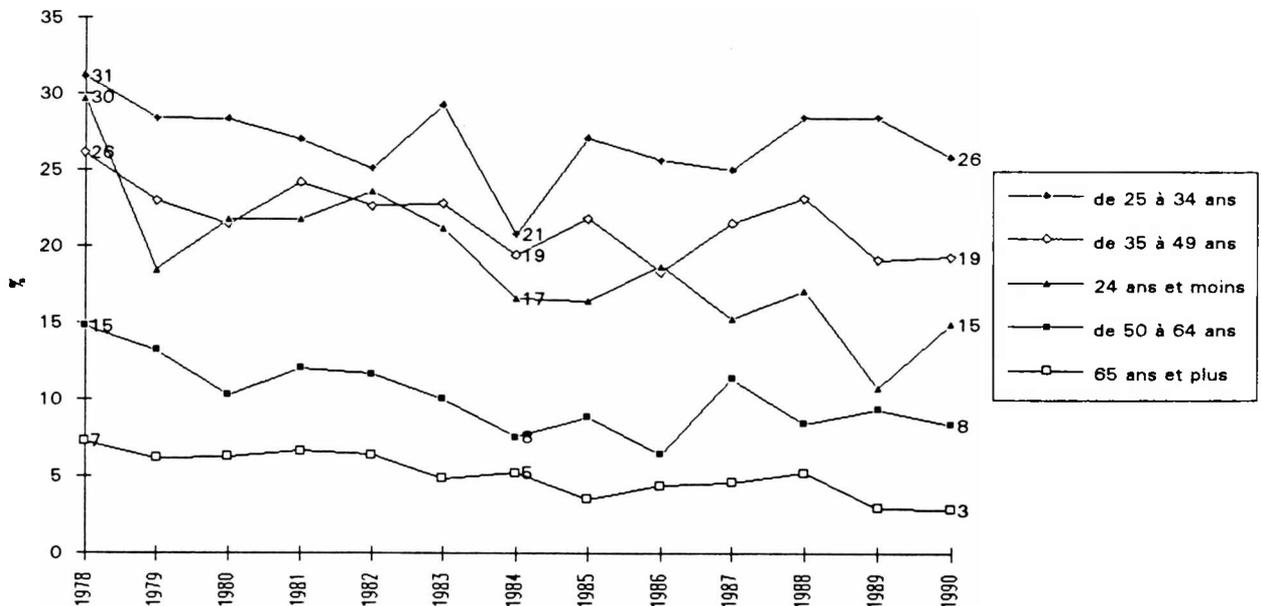
<sup>1</sup> Plusieurs indicateurs de satisfaction se sont nettement améliorés dans les années 80 pour les moins de 25 ans : perception des conditions de vie futures, restrictions, cadre de vie, taille du logement, ..., phénomène sans doute lié à la solidarité familiale.

Cependant, quand on étudie les différences d'opinions entre catégories, on note de nettes différences selon l'âge : les 25-35 ans sont les plus mécontents et les personnes âgées les plus nombreuses à considérer la taille de leur logement comme suffisante. Les ruraux se sentent aussi plus à l'aise que les urbains et les retraités que les actifs, en particulier que les salariés. Mais il n'y a pas de différences de niveau de satisfaction entre cadres, employés et ouvriers.

Contrairement aux opinions sur le cadre de vie, la perception de la taille du logement ne tend pas à s'uniformiser entre les différents groupes socio-démographiques, sauf entre les ruraux et les habitants des grandes agglomérations. Les écarts entre classes d'âge se sont en particulier maintenus, voire même légèrement accrus. **Les opinions des jeunes de 24 ans et moins se sont spectaculairement améliorées** ; ce mouvement est sans doute lié à la prolongation de l'utilisation du domicile parental ou au retard de la vie en couple. De ce fait, les **25-34 ans se retrouvent isolés parmi les plus insatisfaits**. Ils ont légèrement moins bénéficié de l'amélioration générale que les plus jeunes et, dans une moindre mesure, que leurs aînés (graphique 12).

Graphique 12

Part des Français insatisfaits de la taille de leur logement selon l'âge



Source Crédoc : enquête "Aspirations et conditions de vie"

## 2.2 Le coût du logement : maintien ou légère augmentation des difficultés des 25-34 ans

Parmi les trois indicateurs relatifs au logement et au cadre de vie, la perception du coût du logement est le seul à ne pas s'être amélioré globalement et même à avoir subi une évolution plutôt négative. Les dépenses de logement sont en effet de moins en moins souvent considérées comme "négligeables". Cependant, les opinions les plus défavorables ("très lourde charge" et "ne fait pas face") sont stables.

Tableau 6

Les dépenses de logement représentent-elles pour votre budget personnel (ou celui de votre foyer) ?

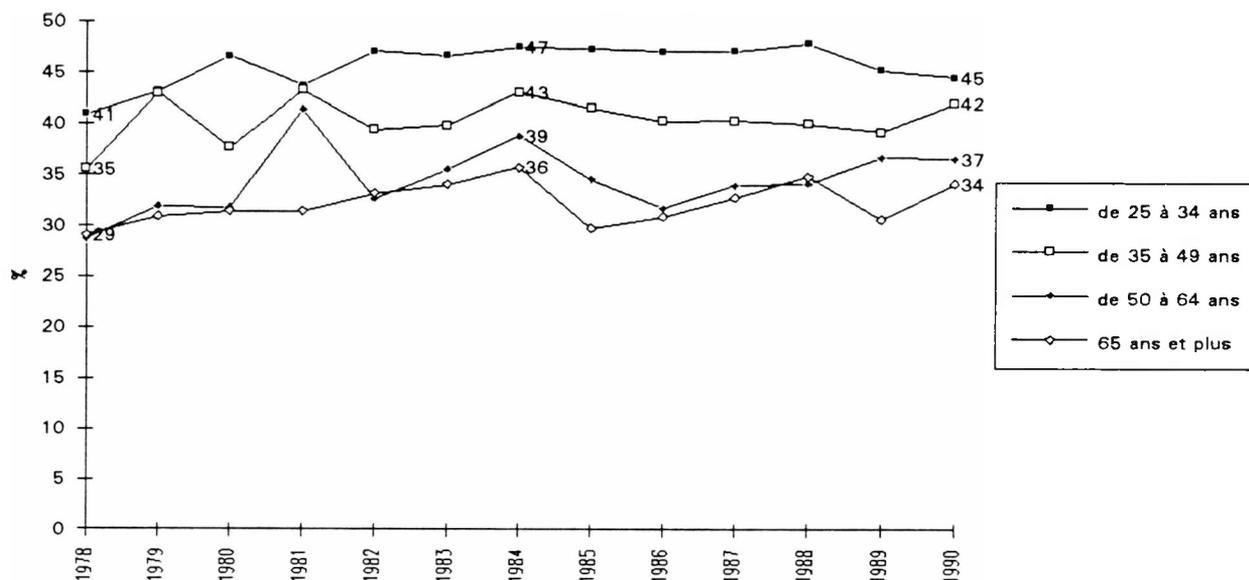
Années	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90
Une charge négligeable	15	16	16	13	14	16	12	15	14	11	11	10	11
Une charge que vous pouvez supporter sans difficulté	48	43	43	44	45	43	43	44	45	47	47	50	46
Une lourde charge	28	31	30	34	32	33	34	33	32	34	32	31	33
Une très lourde charge	5	6	6	5	6	5	7	5	5	5	6	5	5
Une charge à laquelle vous ne pouvez faire face	1	1	2	1	1	1	1	1	2	1	1	1	1
Ensemble (y c non réponses)	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source Crédoc : enquête "Aspirations et conditions de vie"

Par ailleurs, les différences de perceptions des dépenses de logement selon les groupes sociaux se maintiennent et restent en particulier importantes entre classes d'âge. Les 25-34 ans sont près d'un sur deux à considérer leurs dépenses de logement comme "lourdes ou très lourdes" ou à "ne pas pouvoir y faire face" alors que les personnes âgées de 65 ans et plus ne sont qu'une sur trois à être dans ce cas (graphique 13).

## Graphique 13

Part des Français considérant leurs dépenses de logement  
comme "une lourde charge", "une très lourde charge",  
ou "une charge à laquelle ils ne peuvent pas faire face"



Enfin, les différences de perception des dépenses de logement entre les habitants de grandes agglomérations et les ruraux ont eu tendance à s'atténuer.

### 3 - Conclusion du chapitre "cadre de vie, logement"

Peut-être en raison de la rurbanisation et du peuplement des banlieues lointaines, l'ensemble des différences d'opinions sur le logement et le cadre de vie ont eu globalement tendance à se réduire sensiblement entre les habitants des grandes villes et les résidents des plus petites agglomérations ou les ruraux (cf tableau 7).

Les différences d'appréciation selon l'âge, le diplôme ou la PCS sont restées globalement stables ou ont eu tendance à se réduire légèrement.

**Tableau 7**  
**Tableau de synthèse des évolutions de l'intensité des liaisons:**

	âge	taille agglo.	diplôme	PCS
perception du cadre de vie quotidien	—	—	0	—
opinion sur les dépenses de logement	+	—	=	=
satisfaction à propos de la taille du logement	=	—	=	—

Les évolutions dissensuelles sont très rares dans ce chapitre : seule la permanence de la perception négative des dépenses de logement des adultes jeunes s'oppose à l'amélioration de la perception des autres classes d'âge et contribue au léger accroissement des disparités de perception des dépenses de logement.

**Enfin, l'amélioration de la perception du cadre de vie quotidien se retrouve dans tous les groupes sociaux. Il s'agit là d'une des évolutions les plus consensuelles de cette étude.** Ce sujet suscite, dans les années les plus récentes, peu de disparités d'opinions selon les caractéristiques socio-démographiques. Le seul critère de différenciation significatif reste la taille d'agglomération. Par contre, sur la taille et le coût du logement, des disparités d'appréciation assez fortes se maintiennent principalement selon l'âge et la PCS (Tableau 8).

**Tableau 8**  
**Tableau de synthèse de l'intensité des liens en fin de période (1987-90)**

	âge	taille agglo.	diplôme	PCS
perception du cadre de vie quotidien	*	**	0	*
opinion sur les dépenses de logement	***	*	0	***
satisfaction à propos de la taille du logement	***	**	0	**

## Chapitre 3

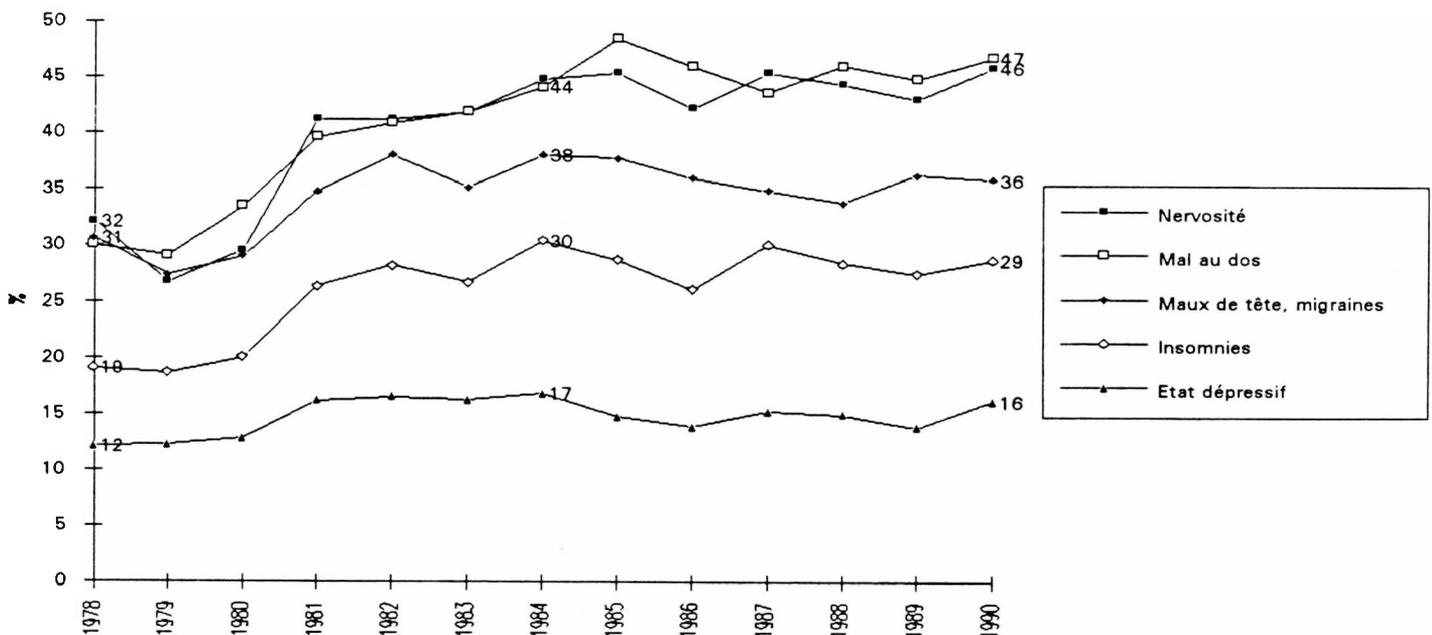
### Maux de société et état de santé ressenti

#### 1 - Symptômes : le "malaise" croissant des femmes au foyer

Pour tous les types de "symptômes", "maux" ou "affections" recueillis par l'enquête "Aspirations et conditions de vie", on peut observer deux périodes bien distinctes : de 1978 à 1984 environ, une augmentation nette et plutôt régulière ; de 1985 à 1990, une grande stabilité. Maux de tête, de dos, insomnies, nervosité et état dépressif ont suivi en effet la même évolution générale. Quelques variantes légères sont cependant à signaler : les maux de tête ont cessé de se diffuser en 1982, les insomnies en 1984, la nervosité et le mal au dos en 1985. L'état dépressif a gagné un peu de terrain entre 1978 et 1981 seulement.

Graphique 14

Avez-vous souffert au cours des quatre dernières semaines de...?



Source : Crédoc, enquête "Aspirations et conditions de vie"

Par ailleurs, l'ampleur des mouvements observés est variable. En 1978-1979, trois symptômes se partageaient la première place : maux de tête, mal au dos et nervosité. Depuis 1985, **mal au dos et nervosité ont "distancé" les maux de tête**. En revanche, les insomnies et l'état dépressif restent chacun à leur place respective dans le bas du tableau.

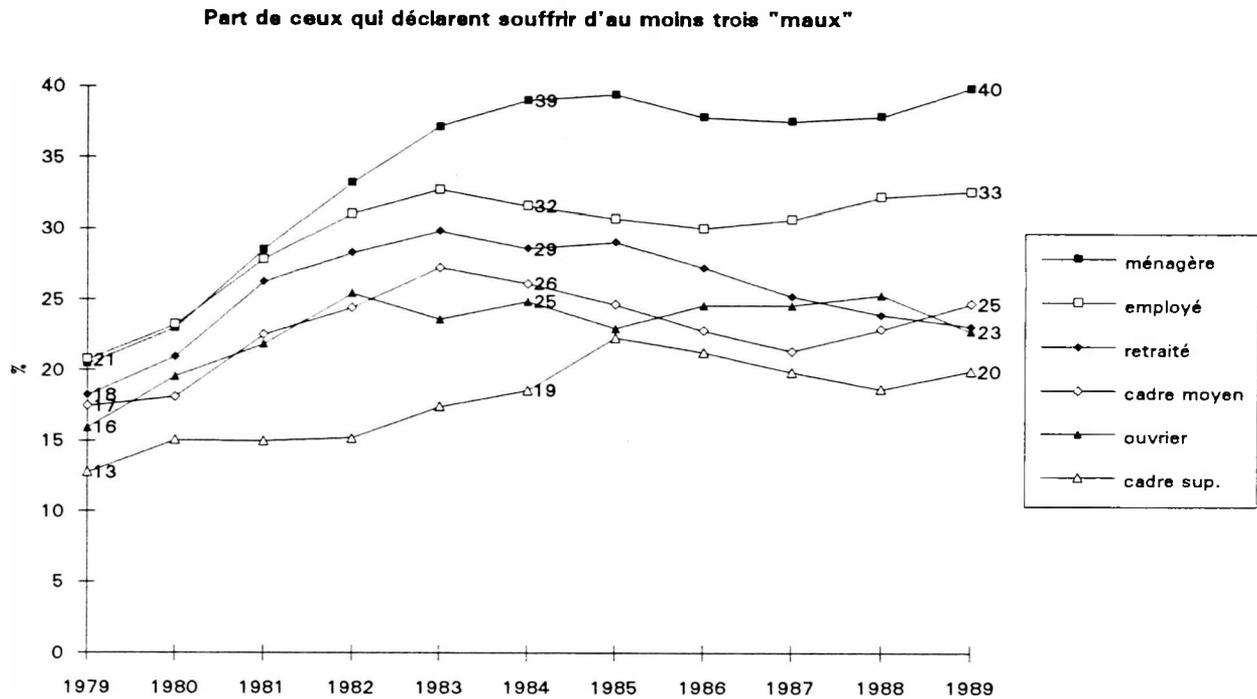
Mais ce mouvement d'augmentation des symptômes déclarés au début de la décennie 1980 n'est pas synonyme d'une insatisfaction croissante vis-à-vis de l'état de santé personnel, nous le verrons au chapitre suivant.

Si l'on construit un indicateur du nombre de symptômes déclaré, on relève bien évidemment une évolution identique à celle de chacun d'entre eux. Mais ce qui nous intéresse ici est davantage la "déclaration de symptômes" que le fait d'avoir l'un d'entre eux précisément ; c'est la raison pour laquelle nous utiliserons plutôt cet indicateur général. **Le fait de déclarer des "maux" ou des "symptômes" est peu lié à l'âge** (contrairement à la morbidité recueillie par des médecins). **La déclaration de "maux" n'est pas non plus très corrélée au niveau d'études**. La profession (ou l'activité) et le sexe sont en revanche des critères discriminants. En particulier, **les femmes au foyer, et dans une moindre mesure, les employé(e)s déclarent nettement plus de petites affections que les actifs et même que les retraités**. Ce sont d'ailleurs les pensionnés, les ouvriers et les cadres supérieurs qui déclarent le moins souvent souffrir de 3 maux ou plus au début des années 90.

**Les écarts de déclaration entre catégories socio-professionnelles se sont nettement accrues dans les années 80. Les femmes au foyer ont conforté leur position : elles sont près de 40% à déclarer souffrir de trois maux ou plus alors qu'elles n'étaient que 20% à la fin des années 70 (graphique 15).**

On peut rapprocher ce phénomène de la montée des inquiétudes chez les femmes âgées de 50 ans environ ou chez les employés. Déclaration de symptômes et inquiétudes sont en effet statistiquement liées.

Graphique 15



On a effectué exceptionnellement un lissage en moyenne mobile centrée d'ordre trois pour faciliter la lecture du graphique assez chargé (6 séries)

Source CREDOC

Nous manquons de clés pour interpréter cette expression grandissante de "malaises" chez les femmes au foyer et les employés. Elle n'est pas synonyme d'une insatisfaction croissante vis-à-vis de l'état de santé personnel. Les causes purement "médicales" semblent donc être à exclure a priori. Un accroissement de disparités de perception s'observe également entre les diplômés et les non diplômés, qui ont tendance à déclarer plus de maux. Mais cet écart demeure assez faible. Peut-on avancer l'hypothèse d'un effet de la valorisation croissante du "professionnalisme" et donc d'une éventuelle dévalorisation des activités non marchandes comme celle de la femme au foyer ?

## 2 - Perception de l'état de santé : les personnes âgées les plus insatisfaites

Par rapport aux personnes de leur âge, les Français sont presque tous satisfaits de leur état de santé : entre 80% et 90% d'entre eux selon les années. La perception de l'état de santé aurait peut être même tendance à s'améliorer légèrement (Cf tableau 9).

**Tableau 9**  
**Par rapport aux personnes de votre âge, pensez-vous que votre état de santé est...?**

Années	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90
Très satisfaisant	27	27	28	28	25	27	27	25	26	26	28	26	25
Satisfaisant	58	56	56	58	61	59	58	60	60	61	61	64	62
Peu satisfaisant	12	13	13	12	13	11	12	12	11	10	9	8	11
Pas du tout satisfaisant	3	3	3	3	2	3	2	2	2	3	2	1	2
Ens. (y c. non réponses)	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

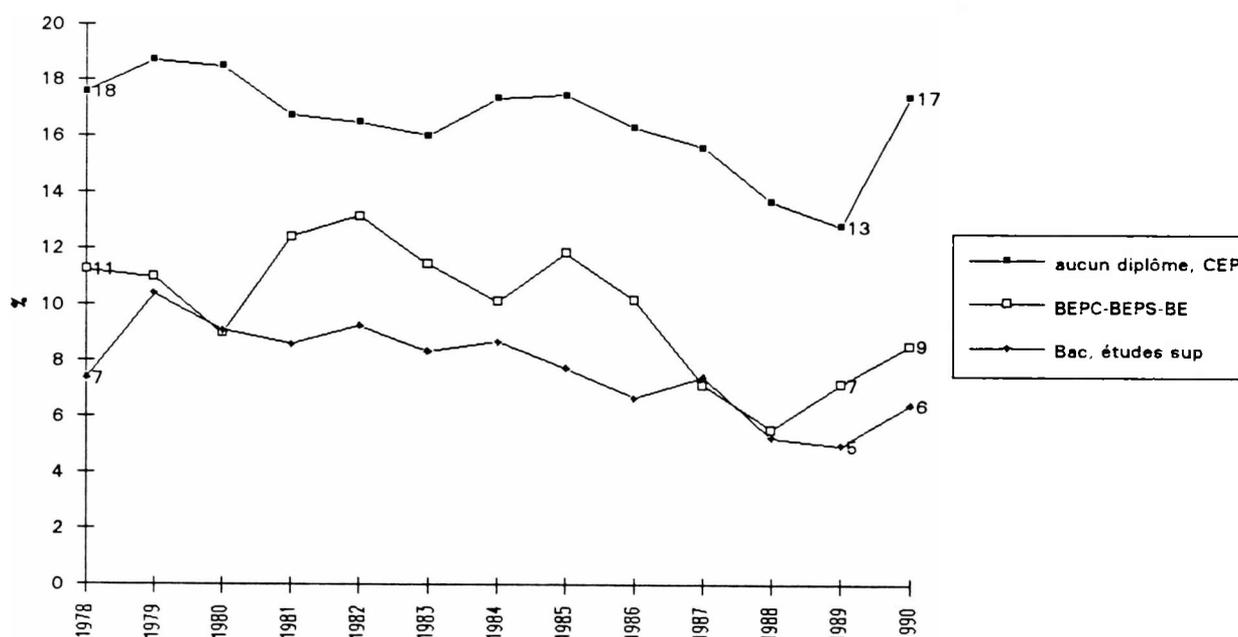
Source : CREDOC

Cette stabilité ne cache pas de mouvement structurel : Les jeunes sont toujours les plus satisfaits et les personnes âgées les plus insatisfaites, les différences de jugement entre classes d'âge ne bougeant pratiquement pas. Les disparités de perception selon le niveau d'études sont restées aussi relativement stables dans la période, malgré quelques inflexions ponctuelles (graphique 16).

Enfin, le croisement de l'âge et du niveau de diplôme montre qu'à âge égal, les différences de perception de l'état de santé selon le niveau de diplôme sont sensibles : les non-diplômés sont toujours les plus insatisfaites.

**Graphique 16**

**Part des Français insatisfaits de leur état de santé**



Source : CREDOC

### 3 - Conclusion du chapitre "perception de l'état de santé"

La perception de l'état de santé personnel et la déclaration de "maux" varient relativement peu selon les caractéristiques socio-démographiques courantes. La perception de l'état de santé personnel par rapport aux personnes du même âge est plus négative quand l'âge augmente ou quand le niveau d'études diminue. Le nombre de maux déclarés est plus fort pour les femmes au foyer et les employé(e)s. Ces écarts se maintiennent en général ou s'aggravent légèrement entre la fin des années 70 et le début des années 90.

Tableau 10

Tableau de synthèse des évolutions de l'intensité des liaisons

	âge	taille aggro.	diplôme	PCS
nombre de "maux"	0	=	+	+
état de santé ressenti	=	0	+	-

L'augmentation de la déclaration des "maux" par les femmes au foyer, et dans une moindre mesure, par les employés est sans doute le phénomène marquant de ce chapitre.

Tableau 11

Tableau de synthèse de l'intensité des liens en fin de période (1987-1990)

	âge	taille aggro.	diplôme	PCS
nombre de "maux"	0	0	0 <sup>1</sup>	**
état de santé ressenti	**	0	**	*

<sup>1</sup> La significativité de ce lien est encore faible, mais en progrès. Il n'est donc pas contradictoire d'avoir en évolution une intensification du lien et en "statique" une absence de lien vraiment significatif

## Chapitre 4

### Modernisme et traditionalisme : une uniformisation partielle des opinions

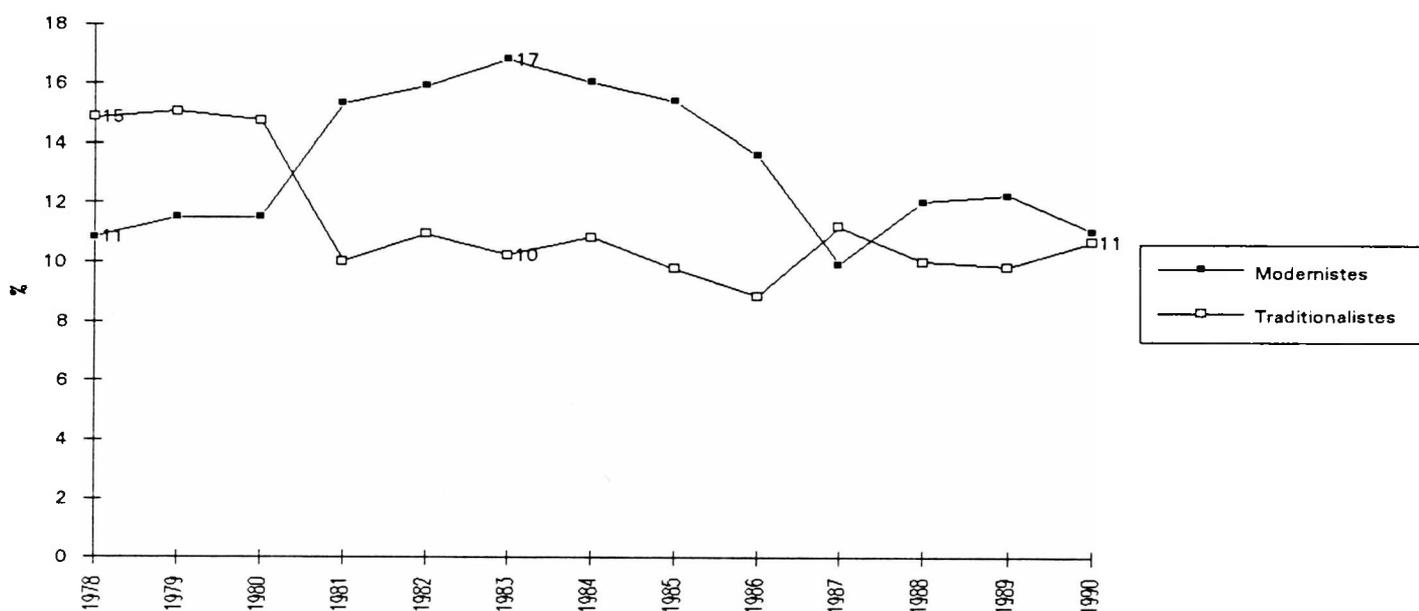
La décennie 80 est caractérisée par l'augmentation, puis la régression dans la population française d'opinions "modernistes", en particulier dans les groupes initialement plus favorables au "libéralisme en matière de moeurs", c'est-à-dire les diplômés et les jeunes par exemple. Finalement, le poids des personnes qualifiées de "modernistes" ne s'est pas largement modifié en dix ans : 12 % de la population en fin de période, alors qu'il était de 11 % en 1978 (graphique 17). Mais il est en diminution par rapport au milieu de la période (plus de 15 % en 1983). Par modernisme, nous entendons ici l'opinion qui considère simultanément que "la famille n'est pas le seul endroit où l'on se sent bien et détendu", que "le mariage est une union dissoluble par simple accord des deux parties", et que "les femmes devraient travailler quand elles le désirent". A l'opposé, les traditionalistes sont ici ceux qui estiment que "la famille est le seul endroit où l'on se sent bien et détendu", que "le mariage est une union indissoluble", et que "les femmes ne devraient jamais travailler, ou jamais lorsqu'elles ont des enfants en bas âge".

Ce retournement d'opinion depuis 1983 est cependant d'ampleur limitée : les différences d'attitudes sur la famille, le mariage ou le travail féminin sont tellement liées aux caractéristiques socio-démographiques (âge, niveau d'études et, dans une moindre mesure, urbanisation) que les clivages existant au début des années 80 restent toujours valables : les jeunes sont plus modernistes que les personnes âgées, les diplômés plus que les non-diplômés, les parisiens plus que les ruraux. Simplement, les écarts se sont amoindris et les opinions partiellement uniformisées. On pourrait comparer ce phénomène à l'amortissement mécanique d'un choc brutal par un ressort: la révolution libérale en matière de moeurs des années 60-70 aurait suscité une réaction vers "moins de modernisme", de bien plus faible ampleur, qui déboucherait sur une stabilisation ou sur des évolutions plus lentes. Cette réaction vers "moins de modernisme" est plus forte dans les groupes sociaux ou démographiques qui ont justement vécu dans les années 70 et au début des années 80 le plus fort mouvement vers le "modernisme" telle la catégorie des "jeunes diplômés urbains" (graphique 18). Elle est plus faible ou quasiment inexistante dans les catégories qui,

au contraire, n'avaient pas été touchés par le mouvement. L'analogie avec la mécanique peut être de nouveau évoquée ici : le mouvement vers "moins de modernisme" serait analogue à la force de rappel d'un ressort qui agirait proportionnellement au choc initialement exercé.

**Graphique 17**

Part des "modernistes" et des "traditionalistes"  
dans l'ensemble de la population

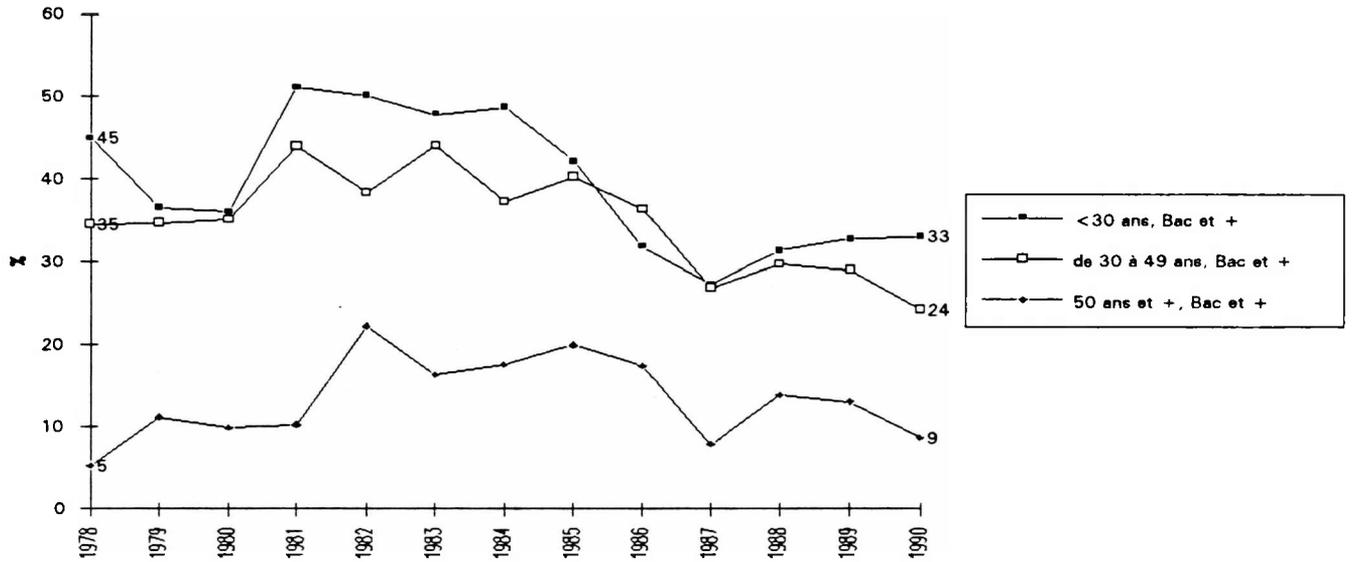


source : Crédoc, enquête "Aspirations et conditions de vie"

Cette évolution générale en deux temps (extension du noyau moderniste jusqu'en 1983, puis reflux) ne se traduit pas de façon similaire quand on étudie séparément chacune des trois opinions qui définissent l'appartenance aux groupes dits "modernistes" ou "traditionalistes". Globalement, les opinions sur la famille, le mariage ou le travail féminin sont assez stables et sont moins nettement affectées par des courbes "en cloche" ou "en U" qui manifesteraient un aller-retour. Les opinions favorables au travail féminin sont même en légère hausse. Mais cette stabilité globale dissimule une uniformisation qui se traduit par des évolutions contradictoires dans différents sous-groupes.

Graphique 18

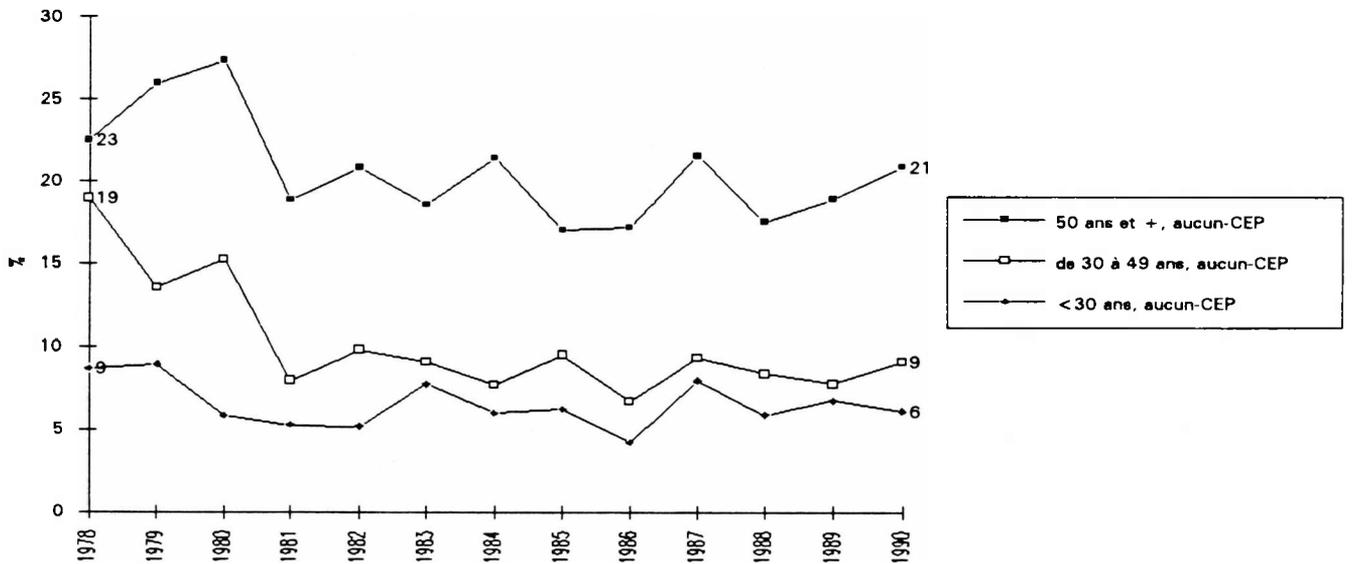
Part des "modernistes" chez les diplômés selon leur classe d'âge



Source Crédoc

Graphique 19

Part des "traditionalistes" chez les non-diplômés, selon leur classe d'âge



Source Crédoc

Cette uniformisation des opinions est assez forte en ce qui concerne les opinions sur le mariage et, dans une moindre mesure, sur la famille. Elle est nettement plus faible dans le domaine des opinions sur le travail féminin, parce que **les groupes de Français les plus favorables au libre travail des femmes ne sont pas revenus à leurs attitudes antérieures.**

## 1 - La famille :

La famille constitue l'unique endroit "où l'on se sent bien et détendu" pour plus des deux tiers des Français, en 1978, comme en 1983 ou 1990. Les opinions de l'ensemble de la population sur cette question sont à peine affectées par une légère décroissance de 1982 à 1986, qui n'excède pas 10%.

**Tableau 12**  
Etes-vous d'accord avec l'idée suivante : "la famille est le seul endroit où l'on se sente bien et détendu" ?

années	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90
Oui	70	69	67	64	61	63	63	63	64	70	68	66	69
Non	30	31	33	36	39	37	37	37	36	29	32	34	31
Ensemble (y c. non réponses)	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

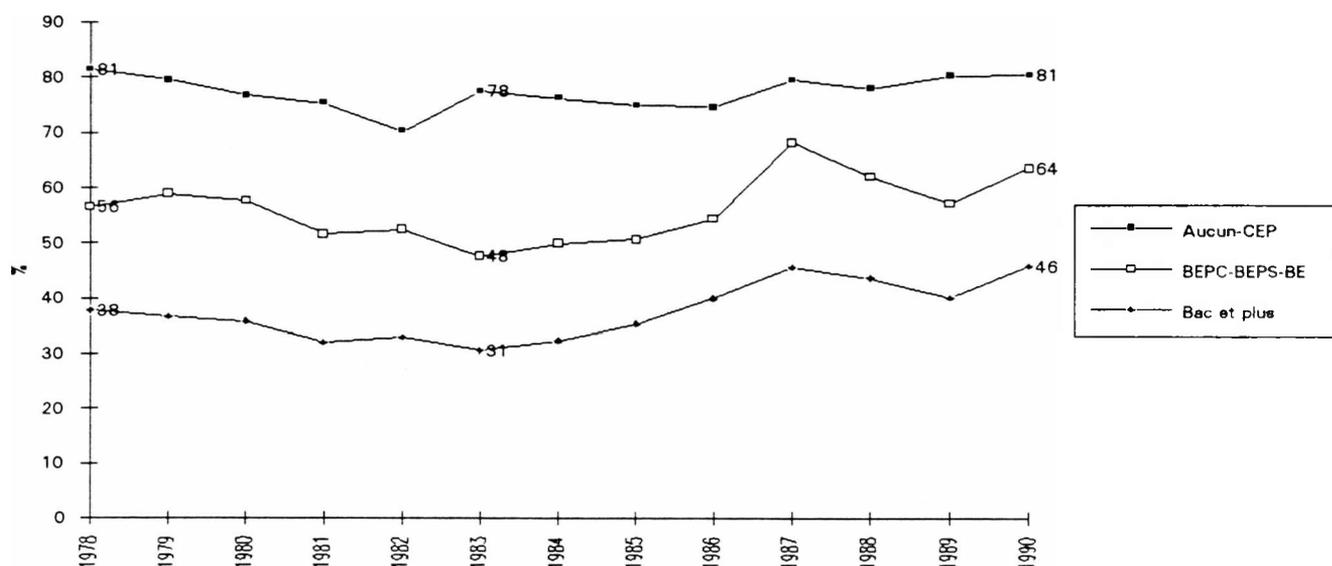
Source : CREDOC

Cette stabilité d'ensemble cache des disparités profondes, qui sont le signe de lourdes mutations dans la société française au cours des années 80. En effet, les catégories les plus centrées sur la famille en 1978 (habitants des zones rurales, non diplômés, personnes âgées) le sont moins ou autant en 1990, tandis que les catégories les moins attachées à la famille en début de période (diplômés de l'enseignement supérieur, Parisiens, jeunes) le sont plus à la fin des années 80. Par exemple, les jeunes de moins de 40 ans vivant en région parisienne sont, depuis 1987, au moins 4 sur 10 à considérer que "la famille est le seul endroit où l'on se sent bien et détendu" alors qu'ils n'étaient que 20 à 30% dans les années précédentes (graphique 21). Les diplômés du bac ou d'études supérieures qui étaient 38% à être de cet avis en 1978 et seulement 31% en 1983, ont depuis cette date des positions de plus en plus favorables à la famille (graphique 20).

Néanmoins, la hiérarchie des âges, diplômes et lieux d'habitation est toujours respectée en 1990 : on est d'autant plus centré sur la famille qu'on est moins diplômé, plus âgé ou provincial. Simplement, comme pour le "modernisme" en général, les écarts entre ces différentes catégories de la population se sont resserrés.

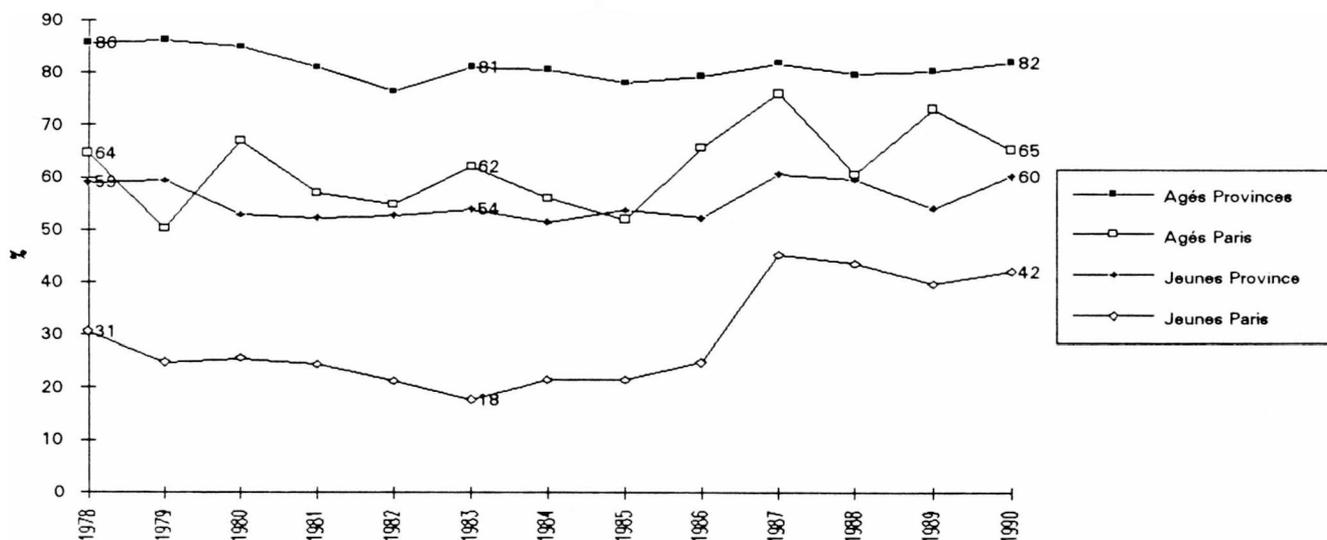
Graphique 20

"La famille est le seul endroit où l'on se sent bien et détendu"  
selon le niveau de diplôme d'enseignement général



Graphique 21

Pourcentage d'accord avec l'idée selon laquelle  
"La famille est le seul endroit où l'on se sent bien et détendu"  
selon l'âge et la zone de résidence



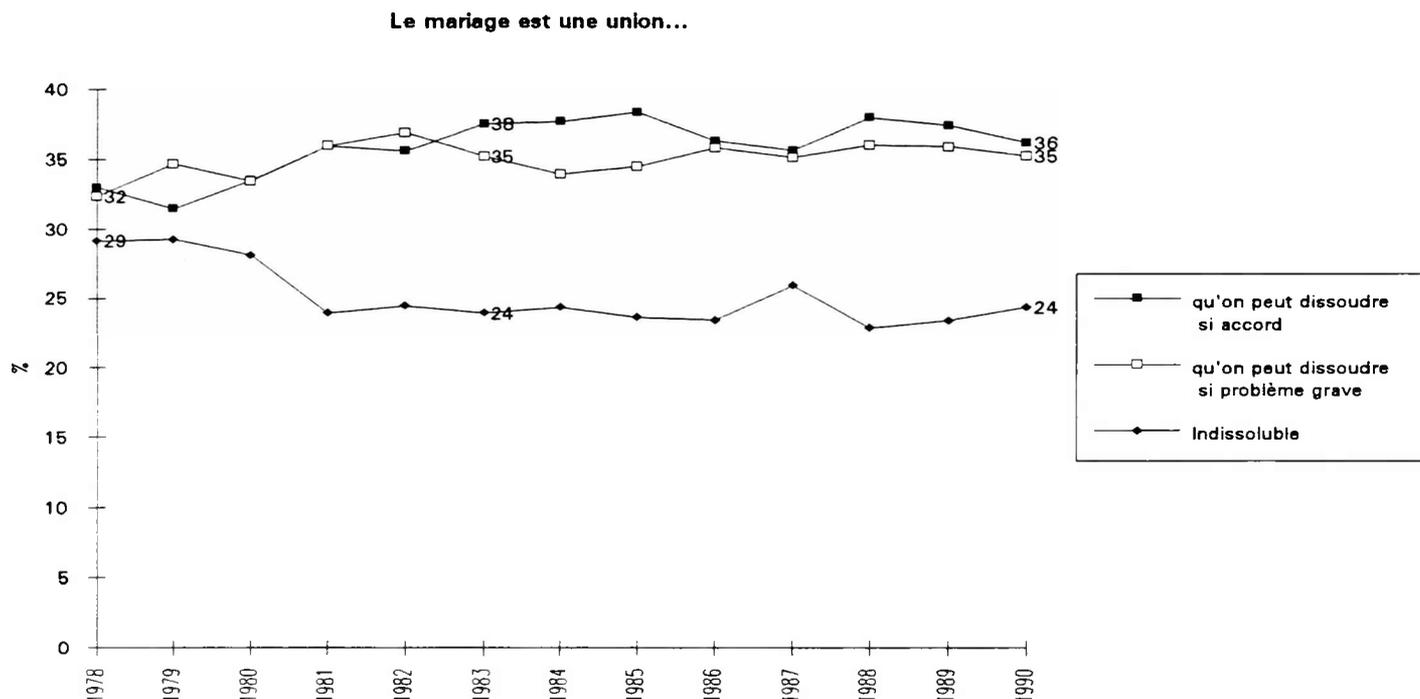
Source : Crédoc, Enquête "Aspirations et conditions de vie"

## 2 - Pour les Français, le mariage n'est pas une union indissoluble

En 1978, les Français étaient assez également partagés entre trois avis : "Le mariage est une union indissoluble", "Le mariage est une union qui peut être dissoute en cas de problème grave" et "Le mariage est une union qui peut être dissoute par simple accord des deux parties" (ces modalités remportaient les suffrages de respectivement 28, 32 et 33 % des Français).

Au début des années 80, un rééquilibrage s'est opéré en faveur de la dissolubilité du mariage, aussi bien sur simple accord qu'en cas de problème grave. Depuis 1981-82, on ne note plus d'évolution sensible sur ce sujet (graphique 22).

Graphique 22

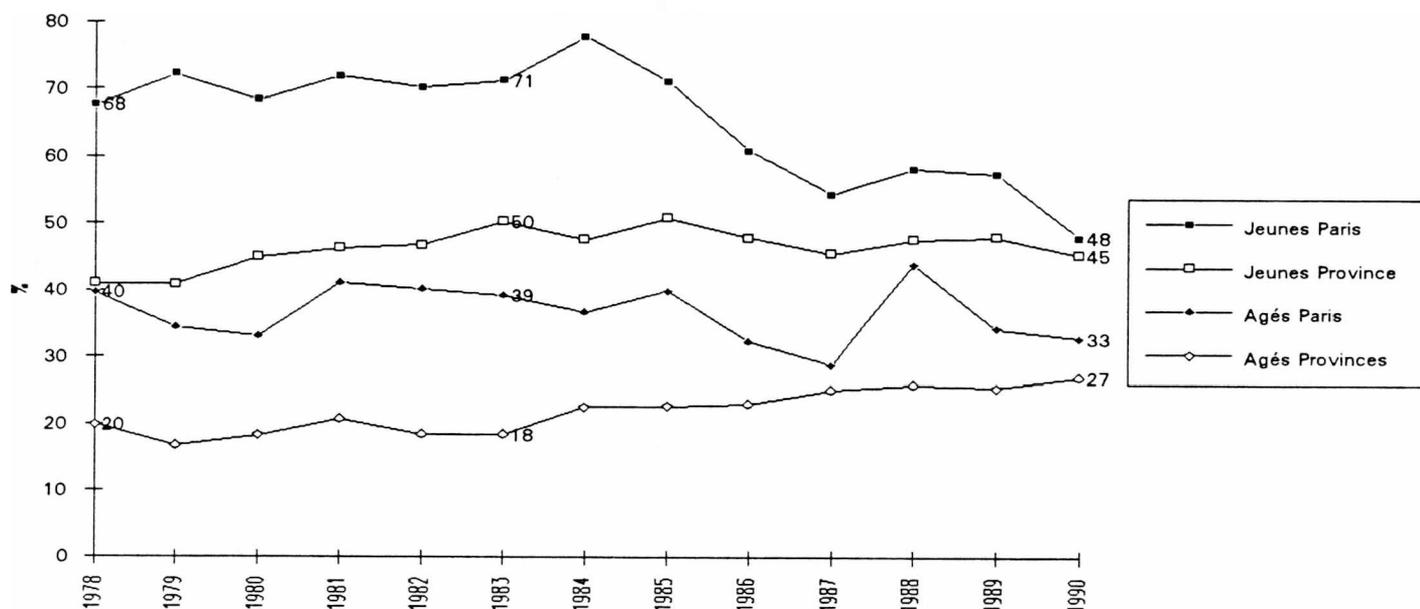


Encore une fois, l'évolution d'ensemble cache des mouvements contrastés suivant les groupes sociaux. Intéressons-nous par exemple à la modalité la plus "permissive" : "le mariage est une union qui peut être dissoute par simple accord des deux parties". Dans l'ensemble de la population, cette modalité est passée de 33 à 36 % entre 1978 et 1990. Au sein du groupe des plus diplômés (Bac et plus), cette modalité évolue pendant la même période de 54 à 46 %; au sein du groupe des moins diplômés, de 26 à 31 % (graphique 24). Les extrêmes se rapprochent, bien que l'écart reste encore

conséquent. On observe un rapprochement encore plus important entre les opinions des Parisiens et des Provinciaux, et un peu plus faible entre les plus jeunes et les plus âgés (graphique 23).

**Graphique 23**

Pourcentage d'accord avec l'idée selon laquelle  
"le mariage est une union qui peut être dissoute par simple accord des deux parties"

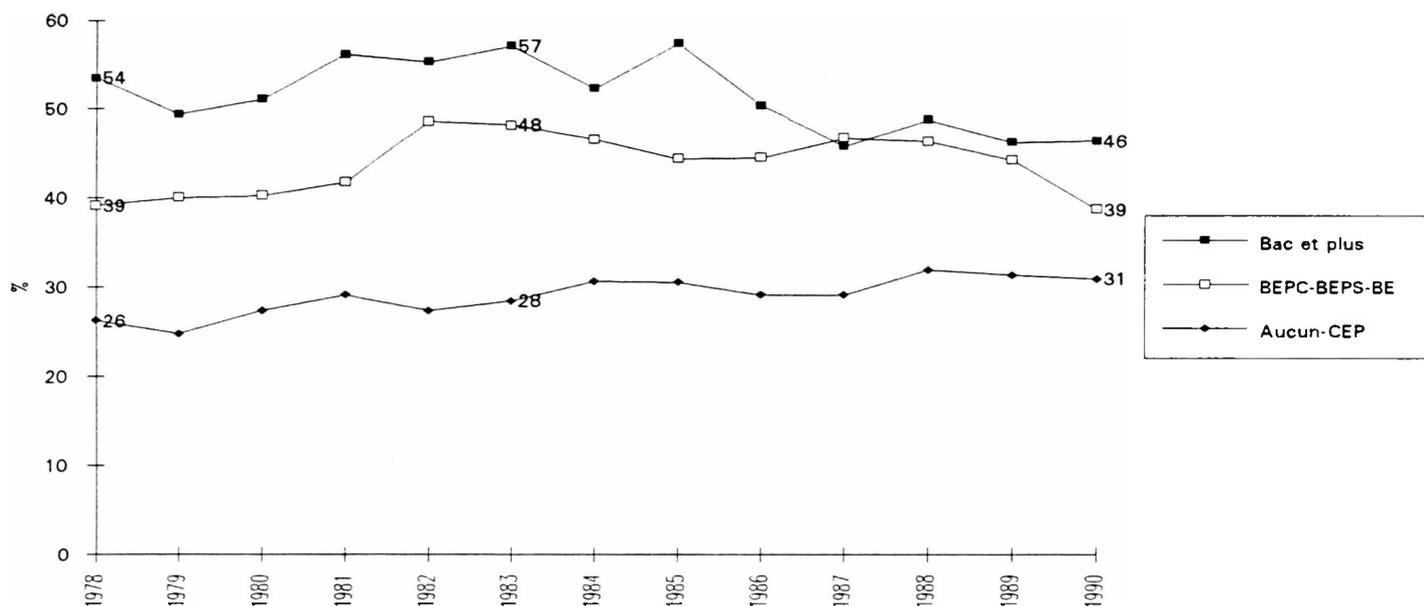


Source : Crédoc, Enquête "Aspirations et conditions de vie"

Dans le domaine des opinions concernant le mariage, les clivages qui étaient les plus pertinents en 1978 (diplôme, âge, lieu d'habitation) le restent donc en 1990. Mais les différences mises en évidence il y a une dizaine d'années se sont estompées, pour présenter une société française plus homogène de ce point de vue. Les évolutions sont ici similaires à celles des opinions sur la famille, mais sensiblement plus fortes.

## Graphique 24

"Le mariage est une union qui peut être dissoute par simple accord des deux parties"  
% d'accord selon le niveau de diplôme d'enseignement général

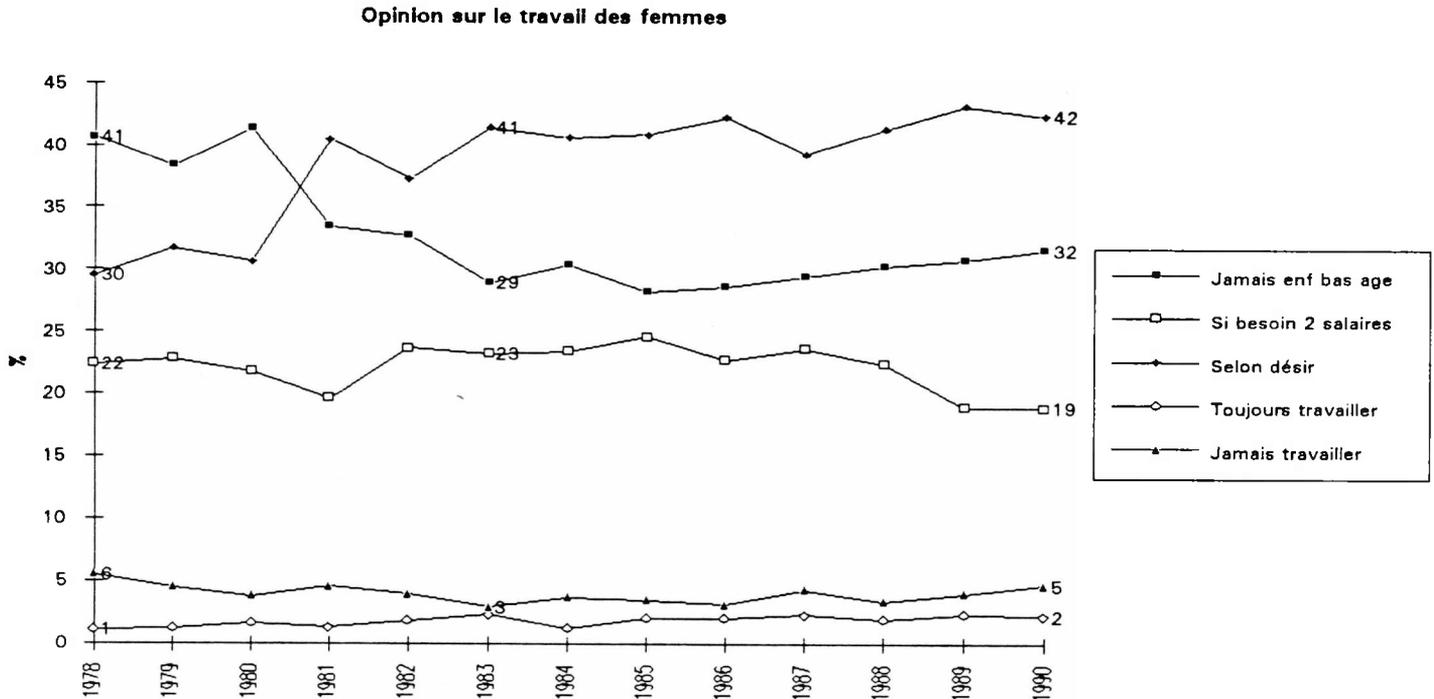


### 3 - Des opinions sur le travail des femmes bouleversées en 1981

Les transformations politiques qu'a connues la France en 1981 ont sans doute marqué l'évolution des opinions au sujet du travail des femmes. En 1980, plus de 40% des Français estimaient que les femmes ne devaient jamais travailler lorsqu'elles avaient des enfants en bas âge, et 30% qu'elles devaient travailler selon leur désir. A la fin de 1981, la hiérarchie est inversée : 40% d'opinions favorables au libre travail des femmes, 32% d'opinions opposées à leur travail en cas d'enfant en bas âge. Ces deux tendances, l'une à la hausse, l'autre à la baisse, se poursuivent tout au long de la décennie 80, bien que sur une pente plus légère. On parvient ainsi en 1990 à 43% de personnes favorables au libre travail des femmes, et 31% d'opposants à leur activité lorsqu'elles ont des enfants en bas âge. L'inversion des rapports de force intervenue en 1981 dans le domaine des opinions sur le travail des femmes, s'est donc durablement maintenue dans la société française<sup>1</sup>. Parmi les trois opinions "modernistes", le libre travail des femmes est la seule qui progresse de façon sensible pendant les années 80 et au début des années 90, même si cette progression est lente.

<sup>1</sup> G. HATCHUEL, "Activité féminine et jeune enfant", Crédoc, Collection des rapports, N° 95, Février 1991.

## Graphique 25



Source : Crédoc, Enquête "Aspirations et conditions de vie"

Cette légère progression s'explique à la fois par la diffusion d'opinions favorables au libre travail des femmes dans les catégories initialement les plus réfractaires (moins diplômés, personnes âgées, ruraux), et par la stagnation (et non le recul) du pourcentage d'opinions favorables au sein des catégories initialement les plus enthousiastes (diplômés de l'enseignement supérieur, Parisiens, jeunes). Les écarts restent bien sûr assez importants en 1990 selon chacun des critères (diplôme, âge, et, plus faiblement, lieu d'habitation). Cependant, une certaine homogénéisation a eu lieu sur ce thème, même si elle est de moindre ampleur que celle concernant les opinions sur la famille et le mariage, car elle est unilatérale : seuls les Français initialement les plus défavorables au libre travail féminin se sont rapprochés de la moyenne.

#### 4 - Conclusion du chapitre

Il ne faudrait certes pas exagérer l'impact de la tendance à l'uniformisation des opinions sur la famille, le mariage et le travail féminin (cf tableau de synthèse sur les évolutions). Les points de vue restent en effet parmi les plus fortement liés aux caractéristiques socio-démographiques des répondants au début des années 90 (cf tableau 14)<sup>1</sup>.

D'autre part, les liens entre ces trois opinions sont de moins en moins étroits : l'affaiblissement du pôle moderniste à la fin des années 80 et la stagnation du noyau traditionaliste marquent peut-être le début d'une dissociation entre des tendances divergentes. Ainsi, les opinions favorables au libre travail féminin sont relativement peu menacées dans leur développement, puisqu'elles restent très majoritairement soutenues par les jeunes et les diplômés et que les groupes les moins favorables tendent à se rapprocher de la moyenne. En revanche, la dissolubilité du mariage par simple accord des deux parties est rejetée par une part croissante des jeunes et des diplômés. D'autre part, une question sur les raisons du mariage est posée depuis quelques années dans l'enquête "conditions de vie et aspirations des Français". Elle montre que ceux qui désignent "l'engagement profond" comme raison principale sont en augmentation régulière : 48% en 1987 et 52% en 1990. La "pression de la famille" et "l'intérêt des enfants" sont en diminution. Toutes ces raisons conduisent à faire l'hypothèse que la fidélité dans le couple (marié ou non) est une valeur en hausse de façon non conjoncturelle et qu'un renversement de tendance a eu lieu.

Tableau 13

Tableau de synthèse des évolutions de l'intensité des liaisons

	âge	taille aggro.	diplôme	PCS
modernisme/traditionalisme	—	—	—	—
opinion sur la famille	—	—	—	—
opinion sur le mariage	—	—	—	—
opinion sur le libre travail des femmes	=	—	—	=

<sup>1</sup> Ce sont les seules variables d'opinion dont le croisement avec des variables socio-démographiques telles l'âge, la PCS, le niveau d'études, le degré d'urbanisation, obtiennent des valeurs tests supérieures à 10 dans les années récentes. Seul l'optimisme sur les conditions de vie futures croisé avec l'âge obtient un tel score.

Tableau 14

Tableau de synthèse de l'intensité des liens en fin de période (1987-1990)

	âge	taille aggro.	diplôme	PCS
modernisme/traditionnalisme	****	**	****	***
opinion sur la famille	****	**	****	****
opinion sur le mariage	****	*	***	***
opinion sur le libre travail des femmes	***	*	****	****

## Chapitre 5

### Utilité des découvertes scientifiques et opinions sur la diffusion de l'informatique

Les opinions des Français sur le progrès technique ont l'allure d'un compromis qui résulterait d'une forte contradiction entre la satisfaction du consommateur et la méfiance du travailleur. D'un côté, les Français déclarent, en 1990 comme avant, que les découvertes scientifiques améliorent la vie. Ce point de vue s'exprime avec modération, les réponses "améliorent un peu la vie" l'emportant sur les positions plus tranchées ("améliorent beaucoup la vie").

Tableau 15

Dans quelle mesure les découvertes scientifiques et leur utilisation  
vous paraissent-elles conduire à une amélioration de votre vie quotidienne ?

Années	en %												
	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90
Un peu	53	50	52	53	56	54	57	56	55	54	56	59	56
Beaucoup	33	37	36	35	31	32	30	33	31	31	28	29	32
Pas du tout	14	12	12	11	13	14	12	11	13	14	15	11	11
Ensemble (y.c. non-réponses)	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : Crédoc, enquête "Aspirations et conditions de vie"

D'un autre côté, l'évolution des opinions sur la diffusion de l'informatique est différente selon la période d'étude : de plus en plus souvent tenue pour souhaitable entre 1979 et 1984, cette diffusion est, depuis lors, de moins en moins désirée par les Français. Cette évolution significative ne change pas cependant l'ordre de préférence entre les trois adjectifs proposés pour caractériser cette diffusion : elle est en premier lieu considérée comme "inévitabile", puis comme "souhaitable", enfin comme "regrettable".

**Tableau 16**  
**Considérez-vous la diffusion de l'informatique comme une chose...?**

Années	79	80	82	83	84	85	86	87	88	89	90
Souhaitable	22	27	29	34	39	40	36	36	36	36	33
Peu souhaitable, mais inévitable	54	47	47	48	46	48	50	51	52	51	52
Regrettable et dangereuse	20	21	22	15	13	9	13	11	11	12	14
Ensemble (y.c. non-réponses)	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : CREDOC

Mais, pour les deux questions, des différences de point de vue se manifestent notamment selon le niveau d'études et depuis les années 83-84 : **les diplômés se distinguent par une appréciation nettement plus positive que l'ensemble de la population.**

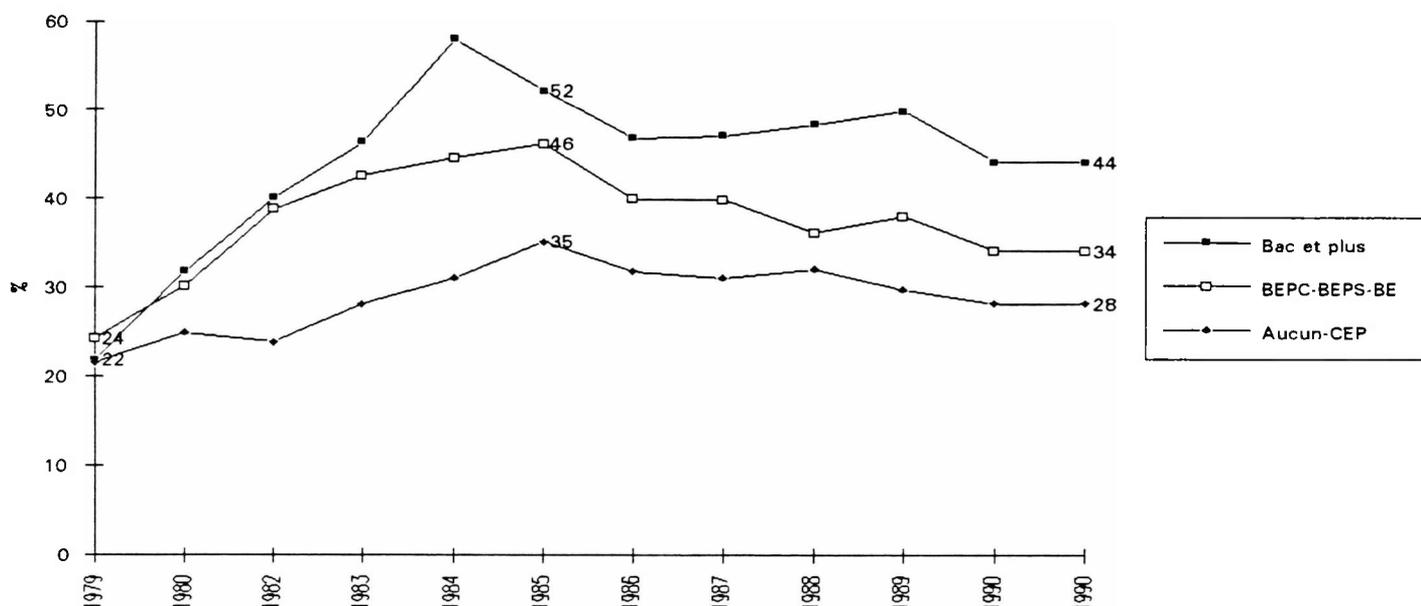
### **1 - La diffusion de l'informatique :**

Dans la première période d'augmentation des souhaits de la diffusion de l'informatique (1979-1984), les écarts d'appréciation selon le niveau de diplôme et l'âge ont eu tendance à s'accroître régulièrement. Les oppositions étaient de plus en plus sensibles entre diplômés et non-diplômés.

A partir de 1985, les disparités d'opinions selon le niveau de diplôme sont restées stationnaires, mais avec l'apparition d'un glissement structurel : les Français de niveau d'études moyen (BEPC) se sont éloignés des bacheliers et leurs opinions se sont rapprochées de celles des diplômés du seul CEP (graphique 26). Ces deux phénomènes caractéristiques de chacune des deux périodes sont autant visibles dans l'ensemble de la population que pour chaque classe d'âge.

## Graphique 26

Pourcentage de Français qui considèrent la diffusion de l'informatique  
comme une chose souhaitable



Source Crédoc, enquête "Aspirations et conditions de vie"

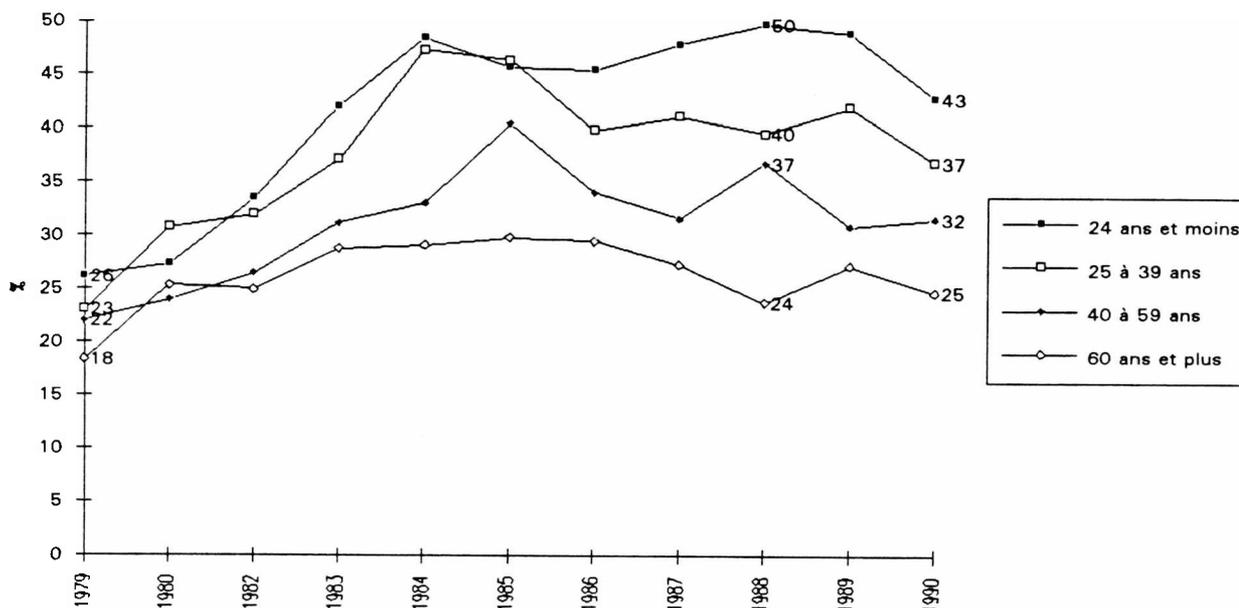
On ne s'étonnera pas que les ouvriers et les employés soient plus dubitatifs vis-à-vis de la diffusion de l'informatique que les cadres et professions libérales. Mais ces disparités selon la PCS sont restées stationnaires : les cadres supérieurs et les professions libérales sont toujours les plus favorables à la diffusion de l'informatique et les ouvriers et les employés les plus sceptiques.

L'effet de l'âge est certes en grande partie lié à celui du niveau d'études, mais il n'en reste pas moins qu'à niveau d'études égal, les plus jeunes et les 30-49 ans sont davantage favorables à la diffusion de l'informatique que les plus âgés. Les écarts entre générations se sont d'ailleurs accrus dans la première moitié des années 80 et sont restés stables depuis (graphique 27) mise à part la dernière année d'observation (fin 1990).

Enfin, les disparités d'opinions au sujet de l'informatique ont tendance à s'amenuiser selon le lieu de résidence : l'écart entre parisiens et ruraux était sensible au début des années 80, il l'est nettement moins au début des années 90.

Graphique 27

L'informatique est une chose souhaitable :  
accroissement des écarts entre classes d'âge



Source Crédoc, enquête "Aspirations et conditions de vie"

## 2 - Opinions sur les découvertes scientifiques

Dans quelle mesure les découvertes scientifiques et leur utilisation paraissent-elles conduire à une amélioration de la vie quotidienne ?

A cette question, les interviewés de l'enquête "Aspirations et conditions de vie" peuvent répondre par "beaucoup", "un peu" ou "pas du tout". Ils sont environ un sur trois à manifester le plus d'enthousiasme, un sur deux à choisir la position médiane et un sur dix à n'être pas du tout convaincu de l'utilité des découvertes scientifiques.

Les opinions sur ce sujet ne varient pas selon l'âge. Aucun effet de génération ne peut donc venir modifier à moyen terme la stabilité actuelle. Cependant, l'absence d'évolution générale masque ici aussi l'accroissement d'un clivage selon le niveau de formation : quel que soit leur âge, les diplômés du Bac ou d'études supérieures sont restés assez enthousiastes vis-à-vis des découvertes scientifiques, voire même le sont devenus encore plus, comparativement à l'ensemble de la population. Cette

amélioration relative de l'appréciation de l'utilité des découvertes scientifiques chez les plus diplômés peut être sans doute mise en relation avec l'abandon partiel des attitudes "anti-nucléaires" qui caractérisaient il y a dix ans la frange "moderniste" de cette catégorie sociale<sup>1</sup>. A l'opposé, les Français non-diplômés sont devenus plus dubitatifs vis-à-vis de l'utilité des découvertes scientifiques.

**Graphique 28**



Source Crédoc, enquête "Aspirations et conditions de vie"

### 3 - Conclusion du chapitre "progrès technique"

Déception vis-à-vis des produits électroniques domestiques ou inquiétude à l'égard de l'informatique ? La prise de recul des "peu diplômés" vis-à-vis du progrès technique est une tendance constante et régulière, masquée par les opinions au contraire favorables des diplômés et l'augmentation générale du niveau d'études. Les points de vue sur l'utilité des découvertes scientifiques participent à la lente, mais régulière, émergence d'une fracture selon le niveau d'études personnel, qui apparaît aussi sur

<sup>1</sup> G. Hatchuel, J-L Volatier, "Les "nouveaux" inquiets", *Consommation et Modes de vie*, N°62, Novembre 1991.

d'autres sujets. A des attitudes confiantes chez les diplômés du Bac ou d'études supérieures, s'opposent des opinions qui manifestent un mécontentement et une certaine méfiance dans le reste de la population.

Tableau 17

Tableau de synthèse des évolutions de l'intensité des liaisons

	âge	taille aggro.	diplôme	PCS
utilité des découvertes scientifiques	=	+	+	=
diffusion de l'informatique	+	—	+	=

L'évolution des opinions sur le thème de l'utilité des découvertes scientifiques et de la diffusion de l'informatique est fortement marquée par le **creusement d'un "dissensus"**, **principalement selon le niveau d'études**, mais aussi dans certains cas selon l'âge, voire même la taille d'agglomération. Une seule évolution consensuelle est mise en évidence : les divergences d'opinions sur la diffusion de l'informatique décroissent selon le niveau d'urbanisation.

Tableau 18

Tableau de synthèse de l'intensité des liens en fin de période (1987-1990)

	âge	taille aggro.	diplôme	PCS
utilité des découvertes scientifiques	0	*	***	**
diffusion de l'informatique	**	0	**	**

## Chapitre 6

### **Souhaits de transformation de la société : les non-diplômés de plus en plus radicaux**

L'enquête "Aspirations et conditions de vie" permet d'apprécier, par deux types d'informations, l'évolution des opinions générales sur le fonctionnement de la société :

- Les besoins de transformation de la société ressentis par les Français et les types de réformes attendues (réformes progressives ou radicales).
- Les opinions sur la justice et sur son fonctionnement. Cette opinion est bien plus générale qu'elle ne peut le paraître, car à travers cette prise de position, c'est bien souvent sur l'Etat que l'on porte un jugement.

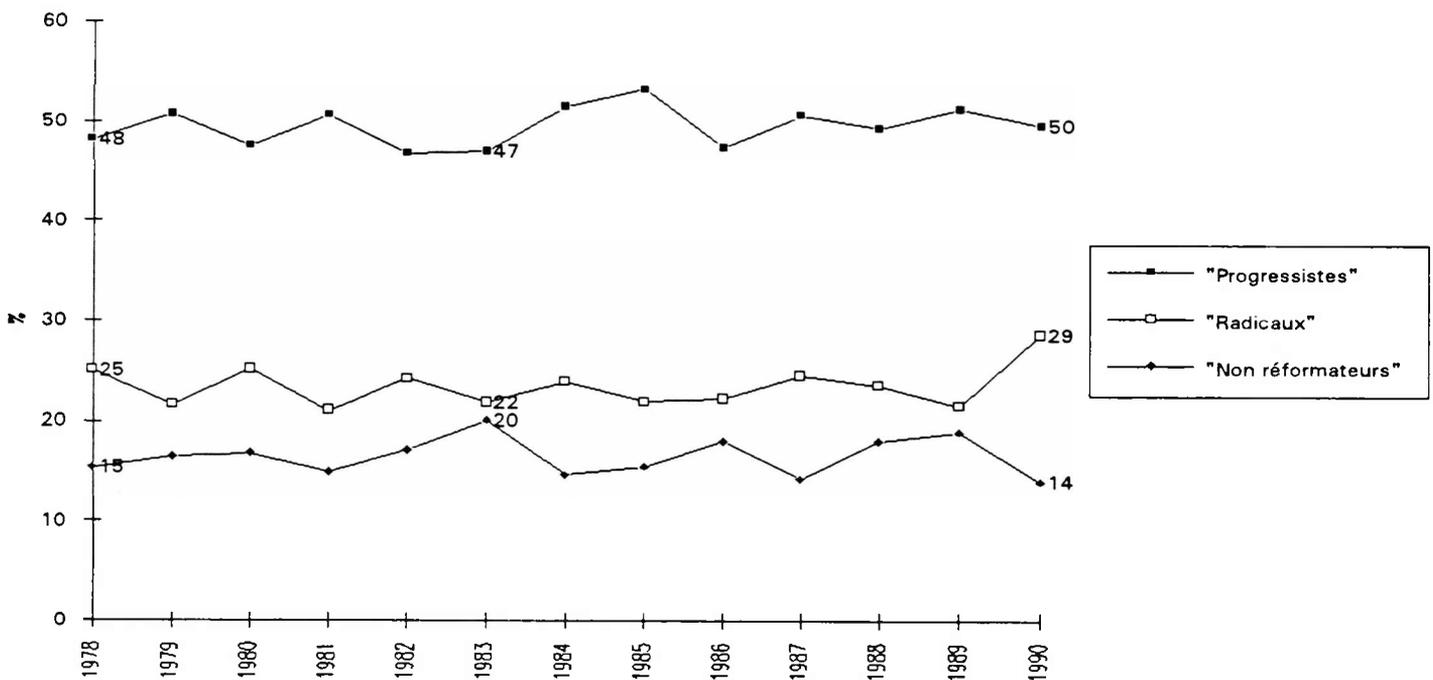
Globalement, les évolutions des opinions sur ces deux thèmes sont très régulières de 1978 à 1989. Les souhaits de transformation de la société sont en effet stables et les opinions sur le fonctionnement de la justice s'améliorent lentement, mais régulièrement. Contrastant avec cette quasi-stabilité, l'année 1990 a été marquée par une brusque augmentation du nombre de partisans de réformes radicales et par une détérioration simultanée des opinions sur le fonctionnement de la justice. Conformément aux objectifs assignés à ce rapport, nous analyserons plus en détail les évolutions de moyen terme. Les modifications intervenues en fin 1990 seront cependant soulignées.

## 1 - Selon les Français, la société a besoin de se transformer par des réformes progressives

Une large majorité de Français estime que la société a besoin de se transformer, mais par des réformes plus progressives que radicales. Cette préférence affichée pour un réformisme tempéré est constante sur toute la période 1978-1989 : les proportions de "non réformateurs"<sup>1</sup>, de "progressistes" et de "radicaux" ne fluctuent pas dans ces années, malgré les changements importants des contextes politiques national et international (Cf graphique 29).

Graphique 29

Souhaits de transformation de la société



source Crédoc, enquête "Aspirations et conditions de vie"

<sup>1</sup> Les "non réformateurs" sont les Français qui estiment que "la société n'a pas besoin de se transformer profondément". Les "progressistes" sont ceux qui considèrent plutôt que "la société a besoin de se transformer profondément mais qui sont "pour des réformes progressives". Les "radicaux" sont pour "des changements radicaux".

Un phénomène tout aussi peu évident *a priori* a affecté les opinions sur le fonctionnement de la justice : elles se sont améliorées lentement, mais très régulièrement, de 1978 à 1989. Malgré les nombreuses mises en cause par les médias et les "affaires" soulevées périodiquement, l'institution judiciaire et bien souvent, à travers elle, l'Etat, ont bénéficié d'opinions certes défavorables, mais en amélioration progressive.

**Tableau 19**  
Etant donné ce que vous connaissez de la justice,  
comment pensez-vous qu'elle fonctionne en France ?

Années	en %												
	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90
Bien	22	26	23	23	25	25	29	28	31	33	30	33	17
Mal	67	64	70	67	65	66	62	64	59	58	63	61	76
Ensemble (y c. non réponses)	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

source Crédoc, enquête "Aspirations et conditions de vie"

Cette stabilité globale des opinions formulées sur ces deux thèmes masque néanmoins des mouvements structurels importants.

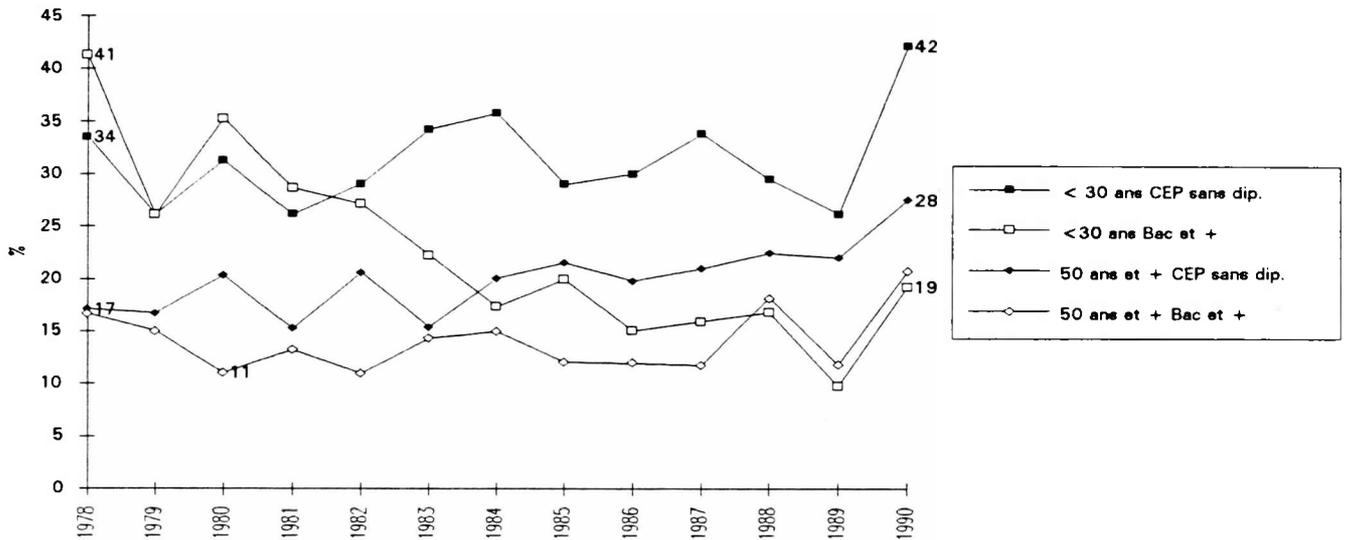
## 2 - Le "nouveau radicalisme" des non-diplômés

Au début des années 80, le besoin de réformes radicales était le plus fortement exprimé par les jeunes. Parallèlement, les Français plus âgés ne considéraient souvent pas les transformations de la société comme nécessaires. Cette opposition entre générations n'existe pratiquement plus aujourd'hui. Progressivement, une nouvelle fracture s'est creusée entre les Français les moins diplômés (niveau CEP) et les diplômés du Bac ou d'études supérieures : au fil des ans, les jeunes diplômés ont rejoint les souhaits de non-transformation ou de réformisme progressif de leurs aînés et les jeunes au niveau d'études faible ont été rejoints, dans leur radicalisme, par les plus âgés de même niveau (cf graphique 30).

A un clivage **jeunes/personnes âgées** s'est donc substituée progressivement une opposition **diplômé/non diplômé**.

## Graphique 30

Les partisans de réformes radicales :  
les jeunes jusqu'en 1982-83,  
les non-diplômés depuis



Les disparités d'attitudes politiques selon l'âge ont donc fortement décliné à la fin des années 1980, sans pour autant complètement disparaître. Un autre indicateur permet de mettre en évidence la plus grande implication des personnes âgées dans le "politique" au sens le plus large : Les réponses "ne sait pas" des plus âgés ont assez régulièrement décliné dans les années 80 en ce qui concerne les questions sur les transformations à apporter à la société et au type de réformes à mettre en oeuvre. Traditionnellement nombreuses à ne pas se prononcer, ces personnes ont ainsi progressivement rejoint les autres classes d'âge.

On ne peut donc pas dire que les Français, et les personnes âgées en particulier, se désintéressent du fonctionnement de la société et de la "politique" au sens large. La tendance de moyen terme est au contraire plutôt à l'accroissement des prises de position.

Un autre phénomène structurellement important concerne la disparition des clivages selon la taille d'agglomération : les habitants des grandes villes, et en particulier de la région parisienne, se caractérisaient, à la fin des années 70 et au début des années 80, par l'expression de souhaits de transformation radicale de la société. Alors que cette opinion a progressivement décliné dans cette catégorie, les ruraux sont au contraire devenus de plus en plus souvent "radicaux". On peut bien sûr s'interroger sur la

nature de ce double mouvement : participe-t-il d'une homogénéisation plus générale des opinions selon la taille d'agglomération ou bien s'agit-il d'un transfert du mécontentement "radical" des grandes villes vers les campagnes ? La poursuite éventuelle du mouvement permettra seule de répondre à cette question.

En résumé, les souhaits de transformation de la société sont toujours fortement liés aux caractéristiques socio-démographiques. Des transformations structurelles de grande ampleur ont cependant eu lieu dans les 15 dernières années : le principal glissement structurel est la substitution progressive d'un clivage selon le niveau d'études à l'ancienne différenciation selon l'âge.

Il ne faut pas sous-estimer pour autant le fait que les jeunes non diplômés restent plus fortement "radicaux" que leurs aînés : à la fois moins au fait des données économiques et plus fortement confrontés aux difficultés de trouver un emploi, ils sont certainement bien placés pour critiquer les effets de l'économie de marché ou l'impuissance des politiques de lutte contre le chômage.

### **3 - L'augmentation des opinions radicales de 1990-91**

Dans ce contexte d'émergence d'une fracture opposant les diplômés relativement satisfaits et "néo-conservateurs" aux non-diplômés plus radicaux, un changement brutal des opinions a eu lieu à la fin de l'année 1990, qui a touché toutes les couches de la société. De façon concomitante, les points de vue sur le fonctionnement de la justice se sont soudainement dégradés et les souhaits de transformation de la société par des réformes radicales ont augmenté.

Le souhait de réformer radicalement le fonctionnement de la société est une opinion contestataire qui peut avoir, au niveau individuel, une multitude de raisons diverses, d'ailleurs pas nécessairement cohérentes entre elles. Le système d'enquêtes "Aspirations et conditions de vie" permet ainsi de mettre en évidence de nombreux liens statistiques entre ce souhait de réformes "radicales" et diverses opinions, que l'on dira négatives. Les attitudes sur le fonctionnement de la justice sont celles qui sont les plus corrélées avec les jugements sur les changements de la société. Mais d'autres sont aussi significativement liées à ce souhait de réformes radicales. Certaines de ces opinions "statistiquement associées" au radicalisme ont augmenté en 1990-1991, d'autres pas.

**Ont augmenté le plus significativement (du plus significatif au moins significatif<sup>1</sup>) :**

- L'inquiétude vis-à-vis de la guerre
- L'anticipation d'une augmentation du chômage
- Les opinions négatives sur le fonctionnement de la justice
- L'anticipation d'une dégradation future des conditions de vie personnelles
- La perception d'une dégradation passée du niveau de vie des Français

**Ont augmenté moins significativement :**

- La perception d'une dégradation passée du niveau de vie personnel.
- Certains symptômes psychosomatiques (nervosité, dépression).
- Le sentiment de difficultés budgétaires (restrictions, dépenses de logement lourdes).

**Enfin, n'ont pas augmenté significativement :**

- Les inquiétudes vis-à-vis de la maladie grave, de l'accident de centrale nucléaire, de l'accident de la route, du chômage, de l'agression dans la rue.
- le regret de la diffusion de l'informatique.
- la dénonciation d'inégalités d'accès aux soins médicaux.
- l'insatisfaction à l'égard du cadre de vie quotidien.

Il est intéressant de souligner que les menaces de guerre n'ont donc pas entraîné le développement des autres sujets d'inquiétudes. En particulier, la crainte d'une agression dans la rue a plutôt diminué, comme si la focalisation sur un sujet de préoccupation principal en faisait oublier d'autres. De même, l'insatisfaction vis-à-vis du cadre de vie et les opinions défavorables à la diffusion de l'informatique n'ont pas augmenté. A l'opposé, parmi les opinions qui se sont le plus diffusées pendant l'hiver 1990-91, il faut noter les anticipations du chômage et des conditions de vie qui ont joué très négativement.

---

<sup>1</sup> On a classé les augmentations de pourcentage d'accords selon l'augmentation du logit du pourcentage.

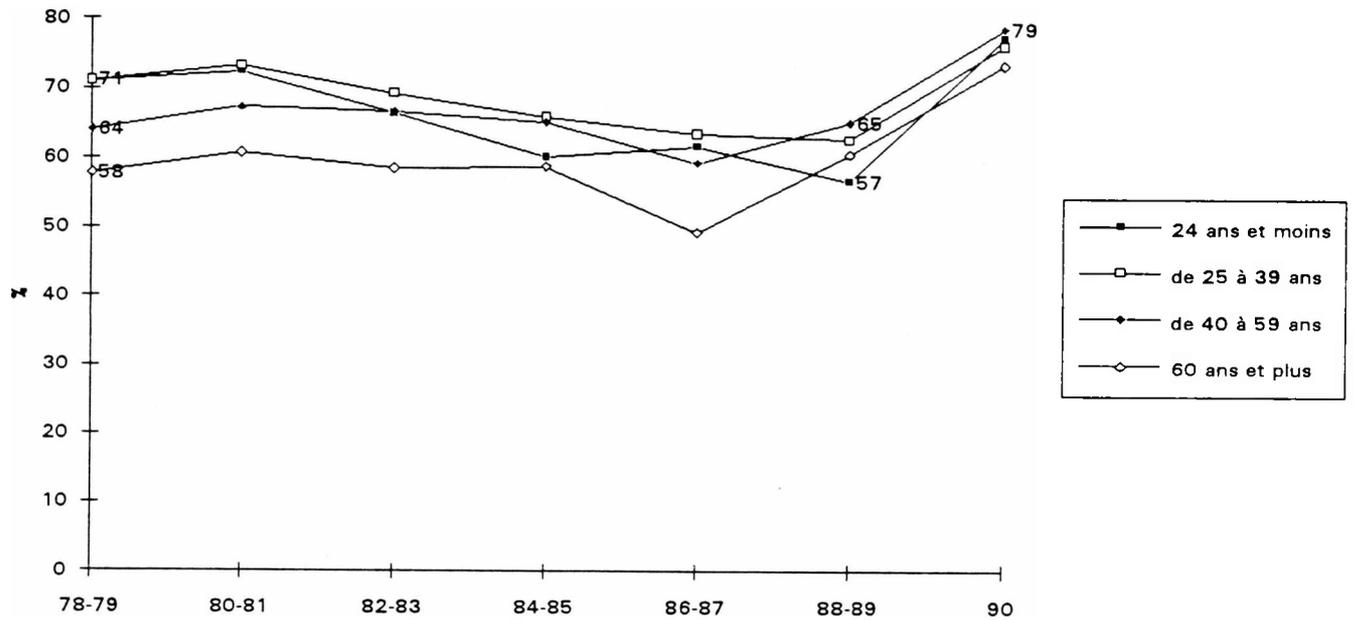
Même si l'on ne peut pas établir de relations de cause à effet, il est frappant de constater que ce sont principalement les opinions sur la situation économique présente et future qui se sont dégradées en même temps que les revendications de transformations radicales de la société, comme si un certain pessimisme économique s'était emparée d'une partie de nos concitoyens, sans que pour autant la perception de leurs conditions de vie personnelles se soit dégradée.

#### **4 - La lente amélioration des opinions sur le fonctionnement de la justice est stoppée en 1990**

Les opinions négatives sur le fonctionnement de la justice l'emportent habituellement sur les positions favorables. Mais les points de vue ont cependant eu tendance à s'améliorer progressivement de 1978 à 1989. Ces mouvements globaux, lents et réguliers, dissimulent des changements de la structure des réponses selon les critères socio-démographiques. Cependant, les écarts d'opinions sur ce sujet sont relativement faibles comparativement à ceux qui peuvent être identifiés pour d'autres thèmes. Ceux-ci se sont d'ailleurs encore plutôt réduits dans la période. En particulier, les différences d'opinions entre générations ont ici pratiquement disparu : à la fin des années 70, les plus jeunes figuraient parmi les plus critiques; ce n'est plus le cas au début des années 90.

### Graphique 31

Part des opinions défavorables sur le fonctionnement de la justice selon l'âge



Les différences d'opinions sur le fonctionnement de la justice se sont par ailleurs plutôt réduites selon la taille de l'agglomération et la PCS.

#### 4 - Conclusion du chapitre sur les transformations sociétales

Ici, l'influence du niveau de diplôme et, dans certains cas, de la PCS, est croissante. C'est le phénomène qui apparaît le plus clairement dans le tableau de synthèse. Les disparités d'opinions entre générations d'une part, villes et campagnes d'autre part, ont en revanche diminué.

Tableau 20

Tableau de synthèse des évolutions de l'intensité des liaisons

	âge	taille aggro.	diplôme	PCS
transformations à apporter à la société	—	—	+	=
opinions sur le fonctionnement de la justice	—	—	=	—

De ces évolutions contrastées, il ressort que les écarts d'opinions les plus importants en fin de période sont relatifs aux souhaits de transformation de la société, plus forts dans les catégories de non-diplômés, d'ouvriers ou d'employés que chez les cadres ou les bacheliers. Les différences d'opinions sur le fonctionnement de la justice sont en revanche relativement faibles.

Tableau 21

Tableau de synthèse de l'intensité des liens en fin de période (1987-1990)

	âge	taille aggro.	diplôme	PCS
transformations à apporter à la société	*	0	**	**
opinions sur le fonctionnement de la justice	0	0	*	*

## Chapitre 7

### Opinions sur le système de santé

#### 1 - Perception des inégalités d'accès au système de soins

Les opinions des Français sur le caractère plus ou moins inégalitaire du système de santé sont globalement très stables de 1978 à 1990. Chacune des trois modalités<sup>1</sup> de la question étudiée ici obtient environ le même nombre de suffrages tout au long de la période.

Tableau 22  
Certains pensent que quand on a de l'argent et des relations on est mieux soigné. Etes-vous ...

Années	en %												
	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90
D'accord (1)	59	54	59	64	62	60	60	59	61	57	54	61	62
Pas d'accord	41	46	41	36	38	40	40	41	39	43	46	39	38
Ensemble (y c. non réponses)	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

(1) - Somme des réponses "tout à fait d'accord" et "assez d'accord".

Source Crédoc, enquête "Aspirations et conditions de vie"

La dénonciation d'inégalités dans l'accès au système de santé est associée à plusieurs facteurs assez différents les uns des autres :

- Un certain mécontentement vis-à-vis du fonctionnement général de la société. Celui-ci conduit à une réponse qui traduit plus une mauvaise humeur à l'égard des institutions qu'une analyse du fonctionnement du système de santé en particulier. Dans le début des années 80 en particulier, la contestation des inégalités d'accès au système de santé était liée à un certain mécontentement "moderniste" vis-à-vis de la société. Les jeunes diplômés et les étudiants participaient alors à ce mouvement de contestation. Au début des années 90, les jeunes et les étudiants ne dénoncent plus particulièrement les inégalités du système de soins.

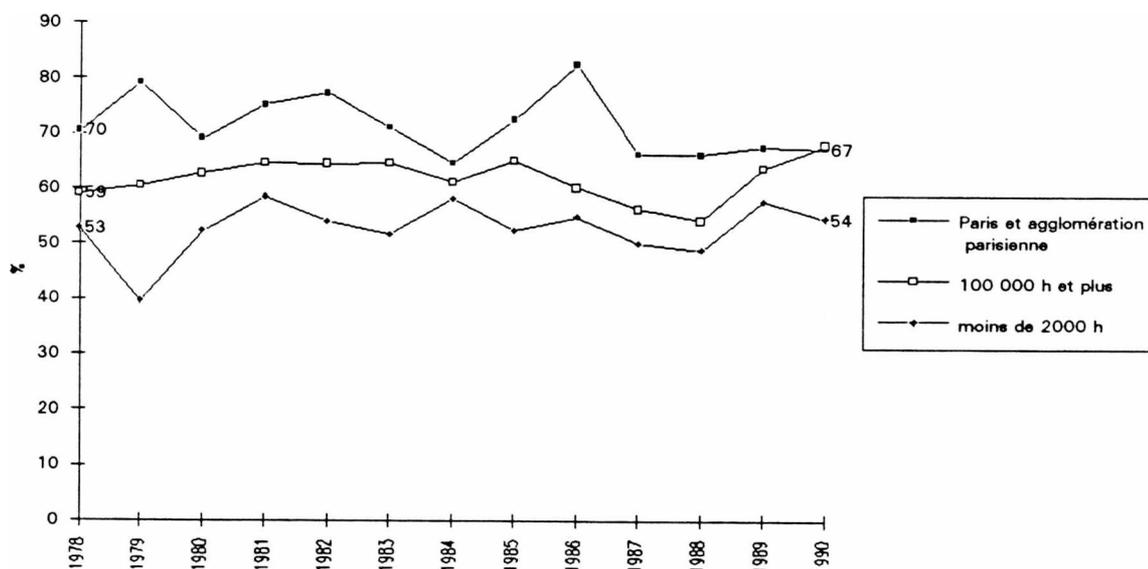
<sup>1</sup> La question utilisée dans ce chapitre est la suivante : "Certains pensent que quand on a de l'argent et des relations, on est mieux soigné. Etes-vous ... Tout à fait d'accord, Assez d'accord ou Pas du tout d'accord". Cette formulation assez inhabituelle, avec trois items de réponse, peut paraître étrange, mais elle est simplement due à des circonstances historiques. Le commentaire des résultats d'une année isolée nécessite une certaine prudence, mais l'étude en évolution permet de dégager quelques enseignements.

- La difficulté réelle à accéder au système de soins pour une petite minorité de la population : ceux qui se restreignent sur les soins de santé, les handicapés et les invalides, en bref, ceux qui subissent un mauvais niveau de remboursement pour tel ou tel soin précis.
- L'utilisation de soins spécialisés et de haut niveau. Ce n'est ici qu'une hypothèse mais il est difficile d'expliquer autrement que les actifs de milieu socio-culturel élevé sont, sur toute la période, plus dénonciateurs des inégalités d'accès aux soins que les personnes âgées et les jeunes, ou que les habitants de la région parisienne le soient plus que les ruraux. Globalement, ces populations utilisent plus de soins spécialisés et cherchent sans doute plus que d'autres à s'informer et à bénéficier des techniques de pointe.

Dans l'ensemble, cette question est assez peu liée aux caractéristiques socio-démographiques, surtout depuis 1982. Les opinions sur les inégalités d'accès au système de santé varient certes, sur l'ensemble de la période, avec le niveau d'urbanisation (et donc sans doute avec l'offre de soins) : les habitants de la région parisienne dénoncent plus fréquemment ces inégalités que les ruraux. Cependant, l'intensité de ces liens est globalement en baisse. Il existe donc un mouvement consensuel entre les différents groupes de population au sujet des inégalités d'accès à la santé.

### Graphique 32

Part des Français d'accord avec l'existence d'inégalité d'accès au système de santé



Source Crédoc, enquête "Aspirations et conditions de vie"

## 2 - La reconnaissance de l'autorité médicale

Le maintien en bonne santé est-il l'affaire des médecins ? Sur cette question, les Français sont partagés, depuis 13 ans, en deux groupes de taille égale. Les succès croissants de la médecine technique ne semblent pas arriver à convaincre une majorité de la population de s'en remettre entre ses mains. A l'opposé, le développement des pratiques "hygiéniques" (diététique, entretien de la forme physique), qui mettent en avant le rôle de la responsabilité individuelle, ne conduit pas non plus à une remise en cause majoritaire du rôle essentiel du système de santé.

Si la tendance de moyen-long-terme est relativement stable, on peut noter cependant des fluctuations conjoncturelles : de 1978 à 1981, la tendance était plutôt à la contestation du rôle principal des médecins. En 1981-82 un retournement s'opère. Etait-ce l'influence du changement de majorité présidentielle ? La reconnaissance de l'autorité médicale se met à augmenter jusqu'en 1985, puis se stabilise ou recommence peut-être même à décroître légèrement.

**Tableau 23**  
Etes-vous d'accord avec l'opinion suivante :  
le maintien en bonne santé est l'affaire des médecins ?

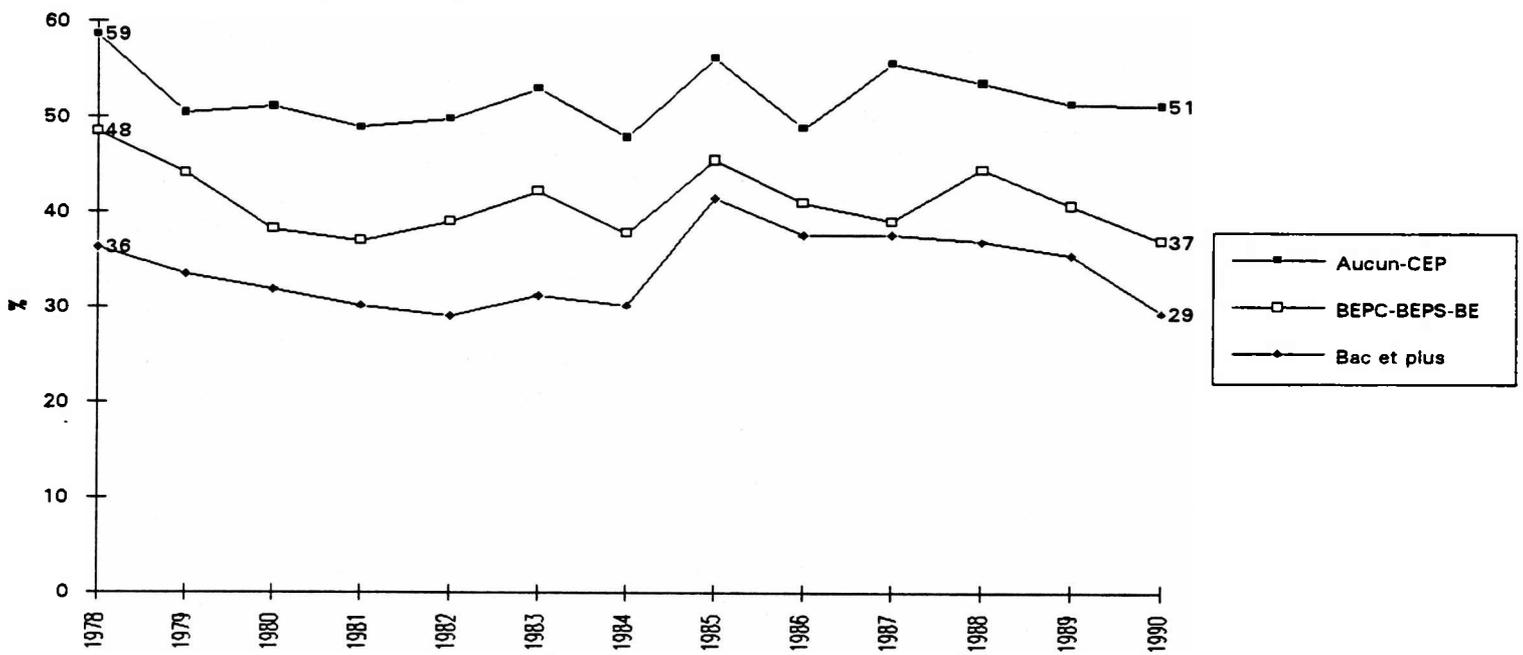
Années	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90
D'accord	53	46	46	44	44	47	43	51	45	49	48	46	43
Pas d'accord	47	54	54	56	56	53	57	49	55	51	52	54	57
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Pendant toute cette période, les disparités selon le niveau d'études sont parfaitement stables : les diplômés sont toujours les moins nombreux à accorder aux médecins la responsabilité du maintien en bonne santé ; les sans-diplômes ou les détenteurs du seul CEP sont majoritairement de l'avis contraire. Les personnes âgées, très souvent en contact régulier avec un médecin, sont plus nombreuses à reconnaître le rôle primordial du corps médical.

En résumé, cette opinion est stable globalement et en structure. Cet équilibre est assez exceptionnel dans le système d'enquêtes. Il est sans doute la conséquence de la neutralisation de tendances contradictoires : responsabilisation accrue des individus et efficacité croissante du système médical. Les découvertes de prédispositions génétiques dans des cas de plus en plus nombreux conduiront-elles à relativiser davantage la responsabilité individuelle des hommes et à renvoyer dos à dos médecins et patients ?

Graphique 33

Le maintien en bonne santé est l'affaire des médecins :  
pourcentage d'accord



Source Crédoc, enquête "Aspirations et conditions de vie"

### 3 - Conclusion du chapitre "opinions sur le système de santé"

Globalement, le tableau 24 montre que les disparités d'opinions sur le thème de la santé sont stables ou en baisse. D'ailleurs, à la fin des années 80, les variations d'opinion entre groupes sociaux sur le thème du système de santé sont faibles, comparativement à d'autres sujets.

**Tableau 24**

**Tableau de synthèse des évolutions de l'intensité des liaisons**

	âge	taille aggro.	diplôme	PCS
inégalités d'accès aux soins	-	-	-	=
reconnaissance de l'autorité médicale	=	-	=	=

**Tableau 25**

**Tableau de synthèse de l'intensité des liens en fin de période (1987-1990)**

	âge	taille aggro.	diplôme	PCS
inégalités d'accès aux soins	0	*	0	*
reconnaissance de l'autorité médicale	**	0	**	*

## Conclusion provisoire

Ce rapport d'étape a pu mettre en évidence quelques évolutions incontestables : opposition croissante entre les opinions des diplômés et celles des non-diplômés, atténuation des différences de perception ou de position entre jeunes et personnes âgées et selon la profession ou la catégorie professionnelle. Enfin, les écarts d'opinions entre ruraux et habitants de la région parisienne se sont fortement réduits dans les années 80.

La méthode utilisée pour mesurer ces évolutions mérite cependant d'être perfectionnée, peut-être en travaillant modalité de réponse par modalité, au lieu d'étudier des liens statistiques globaux entre questions d'opinion et "variables socio-démographiques".

Enfin, l'utilisation de méthodes multi-dimensionnelles permettra de mieux relier les uns aux autres les mouvements identifiés dans les différents chapitres de la deuxième partie de ce rapport.

Cette utilisation sera réalisée pour le rapport final de cette recherche.

# **Annexe**

**Méthode de mesure des évolutions des liens statistiques  
entre opinions ou perceptions  
et caractéristiques socio-démographiques**

## 1. Principe général

La méthode comprend deux phases. Dans un premier temps, on a calculé les liens statistiques au moyen du test du Khi2 entre les 23 questions d'opinion et les 4 caractéristiques socio-démographiques croisées deux à deux pour chacune des 13 années, soit au total  $23 \times 4 \times 13 = 1196$  liens regroupés en  $23 \times 4 = 92$  séries temporelles de 13 années chacune.

Dans un second temps, on a conclu, pour chacune des 92 séries, à une diminution, une stabilité ou une augmentation de l'intensité du lien statistique mesuré en procédant à des régressions du lien en fonction du temps.

## 2. Calcul des liens statistiques

Ce calcul est basé sur le test très classique du Khi2. On dispose en effet dans cette étude de variables qualitatives pas toujours ordonnées. On estime, dans un premier temps, les valeurs du test obtenues pour chaque croisement "opinion x variable socio-démographique". A cette valeur du Khi2 correspond une probabilité  $p$  associée à l'hypothèse d'indépendance entre la variable d'opinion et la caractéristique socio-démographique considérée (probabilité qu'on ait obtenu sous cette hypothèse d'indépendance un lien statistique d'intensité supérieure ou égale à celle qu'on a réellement obtenu). Dans le cas de différences d'opinions fortes, cette probabilité est particulièrement faible. Pour pouvoir mener plus facilement des comparaisons entre probabilités obtenues, on effectue une transformation monotone inverse par l'intermédiaire d'un logit ( $\log(1-p)/p$ ).

On obtient ainsi une "valeur-test" qui est d'autant plus forte que l'existence d'un lien statistique est probable. Son ordre de grandeur est assez stable (entre -5 et 15, souvent entre 1 et 10). On peut facilement suivre les "valeurs-test" en évolution.

### 3. Mesure des évolutions

On a effectué deux types de mesure. La première, plus subjective, consiste à "regarder" les graphes d'évolution des valeurs-tests et à conclure à une augmentation, une diminution ou une stabilité. La seconde consiste à effectuer une régression des valeurs-tests en fonction du temps et à recueillir la pente de la tendance d'évolution estimée et la significativité de la différence de cette pente par rapport à 0 (test de Student). Il ne s'agit pas évidemment d'une modélisation sophistiquée à l'aide de méthodes d'analyse de séries temporelles (on ne dispose que de 13 points !) mais simplement d'un moyen de mieux contrôler les "dérapages" interprétatifs visuels éventuels.

Les deux méthodes concordent dans plus de neuf cas sur dix pour un niveau de significativité du test de Student assez peu restrictif (20%). En prenant un niveau plus faible (on a essayé avec 10% et 5%), on augmente évidemment le nombre de stabilités diagnostiquées, mais la comparaison entre le nombre d'augmentations et le nombre de diminutions conduit aux mêmes conclusions générales<sup>1</sup>. Or c'est plus ce différentiel qui nous intéresse ici. Dans les rares cas de discordance et seulement dans ces quelques cas (moins de 10), on a tranché selon la régularité de la tendance (si la courbe est en "U", on a privilégié l'évolution la plus récente), mais globalement ces discordances ne vont pas systématiquement dans le même sens. Les résultats globaux sont donc identiques selon les deux méthodes et le compromis final qu'induit cette introduction d'une plus grande objectivité n'apporte pas finalement de modification aux conclusions générales. Cette méthode reste cependant nécessaire car elle constitue un moyen de contrôler des interprétations abusives éventuelles.

---

<sup>1</sup> Un seuil plus faible conduit en fait à ne prendre principalement en compte que les évolutions linéaires en fonction du temps. On souhaite ici étudier les tendances générales des 92 séries.

## Tableau d'évolution des valeurs-tests associées au Khi2

m87-90 : moyenne des valeurs-tests de 1987 à 1990

m : moyenne des valeurs-tests sur toute la période d'étude

pente : coefficient de la régression linéaire fonction du temps

T : student de la pente

### Perception du niveau et des conditions de vie

#### Perception du niveau de vie personnel passé

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	m87-90	m	pente	T
âge	12,1	10,9	10,5	14,2	12,4	14,1	15,1	14,5	12,5	12,4	15,34	11,34	12,7	12,96	12,93	0,12	1
taille aggro	2,93	2,83	1,92	0,94	-1,2	1,97	1,45	2,18	0,12	0,07	0,48	-0,3	2,47	0,68	1,22	-0,13	-1,4
niveau d'études	0,8	2,68	2,31	2,98	2,99	3,46	5,88	6,52	-0,1	3,01	3,89	4,3	4,76	3,99	3,34	0,19	1,5
PCS	5,92	8,44	6,36	7,86	6,98	7,61	10,2	7,33	5,65	5,56	6,79	7,76	7,36	6,87	7,21	-0,02	-0,2

#### Perception du niveau de vie des Français passé

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	m87-90	m	pente	T
âge	4,05	4,36	3,35	4,33	3,3	2,25	4,62	1,92	3,23	3,79	4,9	2,2	2	3,22	3,41	-0,10	-1,4
taille d'agglo	6,12	8,76	7,19	2,1	3,06	1,73	3,32	4,71	3,63	1,31	2,29	0,77	2,86	1,81	3,68	-0,43	-3,2
niveau d'étude	2,35	1,93	0,65	-0,9	2,36	0,42	4,41	3,4	1,88	1,79	2,35	4,16	2,31	2,65	2,09	0,15	1,5
PCS	5,57	6,6	4,4	2,16	3,8	2,36	3,48	3,38	2,33	2,95	5,31	2,78	4,23	3,82	3,80	-0,13	-1,3

conditions de vie personnelles à 5 ans

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	m87-90	m	pen	T
âge	14,3	17,4	12,3	12,2	12,3	14,9	11,5	17,1	17,3	17,5	19,42	17,99	19,9	18,70	15,69	0,51	3,1
taille d'aggl	3,71	4,6	4,83	2,52	1,97	5,29	3,48	5,08	1,68	1,67	4,94	3,82	2,16	3,15	3,52	-0,09	-0,9
niveau d'études	6,88	3,83	5,43	2,73	4,15	7,01	6,48	6,11	4,96	7,7	6,76	7,68	4,46	6,65	5,71	0,14	1,2
PCS	9,35	11,1	6,44	7,76	5,91	8,64	6,59	9,47	9,61	9,03	9,94	10,29	10,3	9,88	8,80	0,15	1,3

restrictions régulières

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	m87-90	m	pen	T
âge	5,57	5,35	6,9	6,02	7,52	8,14	5,44	8,49	8,82	9	8,06	8,15	7,36	8,14	7,29	0,23	3
taille aggl	5,93	6,38	3,29	-1,6	4,09	1,57	1,27	0,85	3,85	0,13	1,6	0,09	0,92	0,69	2,18	-0,35	-2,4
niveau d'études	-0,3	0,36	-0,5	0,75	-1,3	2,19	0,8	0,8	-0,2	1,83	1,59	-1,44	2,64	1,16	0,55	0,12	1,2
PCS	4,43	4,94	7,84	5,41	9,01	9,17	6,81	7,6	6,31	7,93	6,04	6,99	5,67	6,66	6,78	0,06	0,5

## Perception du logement et du cadre de vie

### Opinions sur le cadre de vie quotidien

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	m87-90	m	pente	T
âge	8,23	6,93	8,87	6,89	3,77	6,4	4,2	6,22	4,61	5,2	5,56	3,26	3,66	5,68	4,42	-0,34	-3,8
taille aggro	9,43	8,22	9,44	5,43	6,61	7,41	8,83	8,48	5,91	3,43	5,08	4,95	5,95	6,86	4,85	-0,34	-3,1
niveau d'études	1,06	0,54	0,5	2,56	0,85	0,72	1,11	0,86	-0,3	0,84	0,79	0,89	-0,2	0,79	0,58	-0,07	-1,3
PCS	5,78	6,16	5,82	6,04	2,43	4,92	3,14	5,5	2,78	3,36	4,16	2	2,58	4,21	3,03	-0,29	-3,6

### Opinion sur les dépenses de logement

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	m87-90	m	pente	T
âge	8,06	7,49	9,04	4,68	8,76	10,2	7,06	8,18	9,22	8,55	11,36	11,99	9,57	10,37	8,78	0,28	2,4
taille aggro	6,15	4,92	6,36	2,95	3,75	5,38	3,73	7,49	5,01	2,57	2,03	3,74	2,39	2,68	4,34	-0,23	-2,1
niveau d'études	1,62	1,18	3,24	0,2	-0,1	2,47	1,48	1,94	2,37	2,96	0,32	1,32	3,55	2,04	1,74	0,07	0,8
PCS	7,72	7,45	9,77	4,48	9,72	13,8	8,83	6,29	7,32	6,85	10,43	9,53	5,47	8,07	8,28	-0,03	-0,2

### Opinion sur la taille du logement

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	m87-90	m	pente	T
âge	9,34	8,53	8,91	8,32	7,9	10	7,53	10,1	9,69	7,72	9,46	10,46	9,16	9,01	9,20	0,07	1
taille aggro	6,12	5,57	6,03	5,18	5,19	3,03	6,17	6,48	3,79	1,51	2,55	6,13	3,91	4,74	3,53	-0,19	-1,7
niveau d'études	2,5	-1,9	2,09	2,55	2,71	0,89	3,82	4,06	-1	1,3	0,92	1,01	2,31	1,64	1,39	0,00	0
PCS	7,7	6,21	5,14	5,54	5,8	6,8	4,78	6,8	5,12	5,73	4,4	4,61	4,38	5,62	4,78	-0,17	-2,9

## Perception de l'état de santé

### symptômes ou maux multiples

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	m87-90	m	pente	T
âge	0,1	-1,8	2,05	0,51	1,02	1,66	2,36	0,39	0,13	0,53	1	3,37	0,22	1,28	0,89	0,11	1,1
taille aggro	2,72	1,05	2,6	0,54	4,02	4,43	2,51	3,75	1,29	1,12	3,54	0,14	2,33	1,78	2,31	-0,04	-0,4
niveau d'études	0,52	-1,5	0,85	1,48	-0,6	0,98	2,68	1,33	1,97	2,98	2,47	-0,52	1,89	1,71	1,11	0,16	1,7
PCS	2,64	3,34	1,24	2,41	3,79	7,41	3,69	2,65	5,33	0,84	4,92	6,64	5,87	4,57	3,91	0,24	1,8

### état de santé subjectif par rapport aux personnes du même âge

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	m87-90	m	pente	T
âge	6,67	5,44	5,35	6,34	6,19	3,91	7,45	5,60	3,39	5,22	6,84	3,63	5,33	5,26	5,49	-0,10	-1,1
taille aggro	1,96	-0,3	-0,2	-0,2	-0,9	-1,9	-0,7	-0,6	0,66	0,40	-0,08	-0,04	0,94	0,31	-0,07	0,01	0,1
niveau d'études	4,16	4,11	4,50	3,50	2,91	3,01	4,45	4,15	4,92	4,96	5,39	4,17	6,22	5,19	4,34	0,14	2,5
PCS	7,00	6,44	5,74	6,45	6,74	4,91	3,89	4,89	6,07	4,86	6,18	3,51	6,37	5,23	5,62	-0,13	-1,6

## Opinions sur la famille, le mariage et le travail des femmes

### modernisme/traditionalisme

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	m87-90	m	pente	T
âge	13,6	11,9	16	15,6	14,9	15,6	15,8	14,3	13,7	12,1	11,86	13,93	13,1	12,75	14,03	-0,13	-1,2
taille agglo	11,6	12,7	12,2	10,3	10,1	11,6	11,6	12	7,72	3,76	7,84	3,92	6,07	5,40	9,35	-0,65	-4,5
niveau d'études	16,9	13,7	15,2	17,1	15,1	17,8	15,6	15,7	13,2	12,2	12,04	12,85	11,8	12,23	14,55	-0,37	-3,4
PCS	14,2	13,1	14	14,9	12,5	15,4	13,6	13	11,4	12,4	11,1	11,78	11,9	11,80	13,01	-0,24	-3,3

### opinion sur le mariage

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	m87-90	m	pente	T
âge	11,5	14,3	15,2	14,6	15,4	15,7	15,9	15,7	13,9	12,7	10,91	12,34	12	11,99	13,85	-0,18	-1,4
taille agglo	9,14	11	7,97	7,66	8,47	8,51	7,53	7,64	4,55	3,81	4,25	4,25	2,14	3,61	6,69	-0,61	-7,5
niveau d'études	9,87	9,7	9,27	9,35	11,1	11,7	8,72	10,1	8,64	8,57	7,13	7,96	7,57	7,81	9,20	-0,22	-2,8
PCS	10,1	12,4	10,8	11,2	12,4	13,9	10,6	10,7	8,48	9,1	8,23	8,92	10,5	9,19	10,57	-0,23	-2,2

### opinion sur le travail des femmes

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	m87-90	m	pente	T
âge	8,96	8,25	11,7	11,2	10,7	11,8	12,2	9,38	10,1	10,4	8,65	8,72	9,44	9,30	10,12	-0,07	-0,7
taille agglo	7,86	7,68	8,02	7,31	5,58	6,21	8,1	6,68	6,24	3,66	4,76	3,61	4,48	4,13	6,17	-0,35	-4,8
niveau d'études	15,5	13,3	15,2	16,8	13,9	16,6	17,3	15,6	11,7	14,3	12,56	12,63	12,2	12,92	14,42	-0,26	-2,1
PCS	10,9	10,3	12,6	11,5	10,8	12,7	12,7	10,6	9,61	12,3	9,78	9,16	11,8	10,75	11,13	-0,07	-0,8

### opinion sur la famille

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	m87-90	m	pente	T
âge	13,9	14	17,3	13,8	11,7	15,1	15,3	11,6	13,2	11,3	10,02	13,71	12	11,77	13,31	-0,27	-2,1
taille agglo	10,5	14,7	11	9,27	9,04	10,8	10,3	11,1	7,48	4,92	5,85	3,5	6,48	5,19	8,83	-0,64	-4,6
niveau d'études	16,7	15,8	14,5	15,7	12,9	18,8	16,9	14,9	13	12,9	12,97	15,76	13,5	13,78	14,95	-0,20	-1,6
PCS	13,5	14,2	13,1	12,8	9,68	14,8	13,9	13	10,7	11,8	10,16	12,32	11,6	11,47	12,43	-0,19	-1,8

## Opinions sur le progrès technique

### utilité des découvertes scientifiques

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	m87-90	m	pente	T
âge	1,57	2,82	3,29	0,67	0,19	2,14	3,01	3,81	3,42	4,19	4,1	-0,86	-0,4	1,77	2,15	-0,04	-0,3
taille agglo	1,55	1,45	1,7	3,84	1,89	5,11	1,87	2,51	1,79	3,29	3,76	3,97	4,17	3,80	2,84	0,18	2,2
niveau d'études	2,21	4,73	5,54	4,28	5,75	7,97	9,7	6,3	6,82	9,3	7,43	7	6,75	7,62	6,44	0,34	2,8
PCS	2,92	3,75	2,94	2,55	1,89	6,77	5,24	5,92	5,68	6,91	4,45	4	2,55	4,48	4,27	0,14	1,1

### souhaits de diffusion de l'informatique

	1979	1980	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	m87-9	m	pente	T
âge	4,66	6,07	3,31	5,7	7,8	6,63	5,03	5,77	7,07	7,2	4,53	6,143	5,8	0,11	0,73
taille agglo	3,33	6,07	4,12	6,42	3,47	4,78	2,91	1,82	0,98	3,16	1,38	1,835	3,49	-0,37	-2,93
niveau d'études	3,1	4,42	7,55	7,74	9,96	6,86	4,96	7,09	6,26	7,73	6,86	6,985	6,59	0,20	1,10
PCS	4,69	4,66	3	6,94	7,18	5,13	4,14	5,85	4,14	6,72	3,67	5,095	5,1	0,01	0,07

## Opinions sur les transformations sociétales

### opinions sur le fonctionnement de la justice

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	m87-90	m	pente	T
Âge	5,13	3,34	4,69	4,2	3,84	4,43	2,53	2,98	3,07	4,54	0,9	2,24	2,52	2,55	3,42	-0,21	-3,1
taille agglo	3,88	3,65	4,23	3,89	2,03	0,21	1,86	2,12	3,53	3,19	1,86	1,77	2,06	2,22	2,64	-0,15	-1,9
niveau d'études	3,17	2,32	1,38	1,29	3,34	3	3,93	4,57	2,12	3,77	3,69	2,45	2,98	3,22	2,92	0,08	1,2
PCS	4,99	5,1	3,38	2,87	3,88	2,73	3,91	2,99	2,24	4,65	2,59	4,21	1,71	3,29	3,48	-0,14	-1,9

### souhais de transformation de la société

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	m87-90	m	pente	T
Âge	7,51	5,27	5,65	7,6	5,72	5,79	6,79	4,46	3,59	6,69	4,34	3,88	3,17	4,52	5,42	-0,26	-3,1
taille agglo	6,99	4,47	3,53	5,42	2,73	3,15	2,47	1,66	4,23	1,58	1,15	2,42	2,43	1,90	3,25	-0,31	-3,6
niveau d'études	6,69	2,76	6,07	3,93	1,99	3,37	4,31	5,58	4,15	6,82	4,76	7,66	5,93	6,29	4,92	0,16	1,3
PCS	6,5	6,04	5,29	5,5	4,4	5,82	5,95	3,89	3,32	6,84	4,13	8,73	5,25	6,24	5,51	0,01	0,1

## Opinions sur le système de santé

### inégalités d'accès aux soins de santé

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	m87-90	m	pente	T
âge	3,42	3,66	2,89	0,55	0,5	2,04	0,47	0,04	1,29	1,04	0,86	1,45	0,99	1,09	1,48	-0,18	-2,5
taille d'agglomération	3,95	11,1	4,09	3,29	5,52	4,93	0,47	5,9	7,37	3,03	2,97	1,21	3,17	2,60	4,38	-0,30	-1,6
niveau d'étude	4,23	5,42	3,51	2,8	2,1	0,39	0,63	0,5	-0,2	1,14	2,07	3,17	1,94	2,08	2,13	-0,22	-2
PCS	1,97	4,13	8,05	2,62	2,12	2,14	0,66	1,81	1,32	0,58	3,47	0,78	5,35	2,55	2,69	-0,13	-0,8

### La santé c'est l'affaire des médecins

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	m87-90	m	pente	T
âge	3,88	7,58	5,73	7,61	6,97	7,36	6,83	5,11	4,36	5,72	5,09	5,42	5,88	5,53	5,96	-0,08	-0,9
taille agglomération	3,47	4,76	3,1	2,67	2,61	2,65	2,59	2,31	3,33	1,35	1,72	0,39	0,92	1,10	2,45	-0,25	-5,2
niveau d'études	7,02	5,09	6	7,05	6,75	8,19	6,88	5,05	3,75	7,49	6,07	5,88	8,06	6,88	6,41	0,01	0,1
PCS	4,71	5,59	6,11	5,04	8,13	6,82	5,23	3,47	4,5	3,3	4,01	5,46	5,55	4,58	5,22	-0,11	-1,1

## Inquiétudes

indicateur d'inquiétude

	1981	1982	1983	1985	1986	1987	1988	1989	1990	m87-	m	pen	T
Âge	4,21	6,92	3,03	4,79	1,23	3,74	1,98	-1,1	4,14	2,2	3,221	-0,46	-1,72
taille aggro	3,36	5,63	6,16	4,17	1,36	2,47	2,59	2,06	2,05	2,29	3,317	-0,41	-2,43
niveau d'études	6,66	7,15	6,97	6,49	4,26	9,06	8,21	6,29	7,38	7,74	6,941	0,09	0,49
PCS	3,76	6,7	5,66	5,11	3,85	5,06	6,04	3,98	5,31	5,1	5,052	-0,02	-0,15

## Opinions sur la politique familiale

### prise en charge des familles défavorisées

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	m87-9	m	pente	T
âge	3,03	3,1	4,16	4,72	4,02	3,33	2,57	3,41	3,6	2,29	2,968	3,423	-0,1	-1,06
taille agglo	2,45	2,9	3,97	1,79	4,5	4,05	-1	2,21	0,39	1,96	0,898	2,325	-0,24	-1,34
niveau d'études	0,4	0,85	0,09	1,67	2,07	1,89	1,96	2,29	-1,5	0,5	0,823	1,026	-0,02	-0,16
PCS	3,84	3,22	3,98	2,73	5,37	2,53	0,88	2,02	2,63	2,76	2,073	2,996	-0,19	-1,56

### prestations familiales suffisantes ou non

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	m87-9	m	pente	T
âge	9,28	7,3	6,37	5,6	7,13	8,05	6,93	7,15	6,7	4,52	6,325	6,903	-0,2	-1,84
taille agglo	-0,5	3,94	0,69	3,62	4,61	2,64	0,66	2,22	0,1	2,26	1,31	2,023	-0,03	-0,15
niveau d'études	0,34	1,37	-0,1	1	0,71	2,12	0,87	1,42	2,99	1,55	1,708	1,228	0,19	2,35
PCS	6,97	6,77	7,95	5,11	4,33	5,72	7,39	5,98	6	5,97	6,335	6,219	-0,10	-0,80

### prestations familiales fonction du revenu

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	m87-90	m	pente	T
âge	5,71	4,17	7,17	6,7	3,85	3,86	3,13	5,77	6,85	3,37	6,02	4,02	4,83	4,56	5,03	-0,07	-0,7
taille agglo	4,21	2,99	4,84	2,67	1,63	1,68	2,81	0,16	4,06	1,06	2,77	-0,66	2	1,29	2,32	-0,23	-2,2
niveau d'études	1,6	1,77	2,57	3,83	1,82	0,26	3,03	0,22	1,89	1,83	0,49	2,02	2,56	1,73	1,84	-0,04	-0,5
PCS	7,79	5,85	5,34	6,14	4,37	4,25	3,27	3,54	3,26	2,96	4,37	1,62	1,81	2,69	4,20	-0,40	-6,7

8 JUL. 1992

Cot  
R8

Nun  
259